

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
LIMITATION DES EFFETS
DE LA
SAISIE-ARRÊT

(LOI DU 17 JUILLET 1907)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 30 Avril 1909, à 1 heure

PAR

Léon GUYOT

Président : M. AMBROISE COLIN.

Suffragants { MM. PIÉDELIÈVRE, *professeur.*
CARPENTIER, *chargé de cours.*

PARIS
IMPRIMERIE DRIAY-CAHEN

20, Rue St-Lazare

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

Présentée et soutenue le Vendredi 30 Avril 1909, à 1 heure

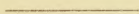
PAR

Léon GUYOT



Président : M. AMBROISE COLIN.

Suffragants { MM. PIÉDELIÈVRE, *professeur.*
CARPENTIER, *chargé de cours.*



THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
LIMITATION DES EFFETS

DE LA
SAISIE-ARRÊT

(LOI DU 17 JUILLET 1907)



THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Léon GUYOT

INTRODUCTION

L'Art. 567 du Code de procédure civile était ainsi conçu : « La demande en validité, et la demande en main levée formée par la partie-saisie, seront portées devant le tribunal du domicile de la partie saisie ». Cet article établit et consacre les règles de la compétence en matière de saisie-arrêt, tout au moins en ce qui concerne les rapports du saisissant et du saisi. L'Art. 570 et ceux suivants du même Code, établissent les règles de la compétence en ce qui concerne le tiers-saisi.

Le Tribunal compétent pour connaître des demandes en validité ou en main-levée d'une saisie arrêt est le Tribunal du domicile du saisi. Cette règle est l'application pure et simple du principe consacré en matière personnelle, par l'Art. 59 du Code de procédure civile, ainsi conçu : « Le défendeur doit être assigné devant le tribunal de son domicile ». En effet, dans la procédure de saisie-arrêt, qui est, du chef du saisi, une action personnelle, le saisi est défendeur, et il l'est, de plus, dans la demande en main-levée qu'il forme lui-même contre le saisissant. Il semblerait pourtant que cette dernière demande devrait être, conformément à l'Art. 59 du Code de procédure civile, portée devant le tribunal du domicile du saisissant ; il n'en est rien, et l'on ne doit pas s'arrêter à une apparence. En réalité, le véritable demandeur dans l'instance en main-levée, est bien le saisissant qui a pris l'initiative ou l'offensive, et dont la sai-

saisie-arrêt a nécessité la demande portée devant le Tribunal ; le saisi est simple défendeur, bien qu'il demande que l'opposition pratiquée à son préjudice soit levée ; il ne fait, au fond, que se défendre. Il y a lieu de remarquer que la compétence de l'Art. 567 du Code de procédure civile n'est que relative, et purement édictée dans l'intérêt et au profit du seul saisi. Il sera donc loisible à ce dernier, lorsqu'il ne voudra pas attendre que le saisissant ait bien voulu former sa demande en validité, et qu'il y a une grande urgence pour lui à faire lever une saisie-arrêt indûment pratiquée, d'intenter contre le saisissant la demande, en main-levée, qui normalement ne le sera qu'incidemment à l'instance en validité, et de porter cette demande, s'il y a intérêt, devant le Tribunal du domicile du saisissant. Mais il n'a ce droit qu'à la condition que le Tribunal de son domicile ne soit pas déjà saisi par l'assignation en validité donnée par le créancier opposant.

La demande en validité d'une saisie-arrêt, et, comme voie de conséquence, la demande en main-levée, ne peuvent être portées devant un Tribunal autre que celui du domicile du saisi, que dans très peu de cas.

Tout d'abord on admet que : « Si la saisie-arrêt était faite en exécution d'un titre portant élection de domicile, l'assignation pourrait être donnée à ce domicile, et devant le juge de ce domicile » .Code civil 111. (1)

Il y a lieu, en outre, de faire application à la saisie-arrêt comme aux autres matières, des cas dans lesquels la loi déroge à la règle : *actor sequitur forum rei* : comme en matière de succession, jusqu'à ce que le partage soit consommé, en matière de société, en matière de poursuites à intenter contre un étranger.

(1) Pigeau, procédure civile, t. II, p. 60.

A remarquer enfin, une faveur résultant au profit de l'administration de l'Enregistrement, de l'Art. 64 de la loi du 22 frimaire an VII : Le privilège de faire juger le mérite des contraintes qu'elle a décernées, par le Tribunal dans le ressort duquel est situé le bureau dont elles émanent, s'étend aux saisies-arrêts partiquées à la suite de ces contraintes.

Le projet de l'Art. 567 comprenait, en ces termes, l'énonciation d'un cas spécial : « Si la saisie est faite en vertu d'un jugement, au Tribunal qui doit connaître de son exécution, dans les autres cas, devant le Tribunal du domicile de la partie saisie ». La rédaction actuelle de notre article, a supprimée cette distinction. Donc, en matière d'exécution d'un jugement rendu par un autre Tribunal, l'Art. 567 reçoit son application. L'Art 472 C. pr. civ. qui traite de la compétence en matière d'exécution des jugements, comporte d'ailleurs cette restriction : « Sauf les cas dans lesquels la loi attribue juridiction. » Or, l'Art. 567 attribue juridiction pour les demandes en main-levée ou en validité de saisie-arrêt, au Tribunal du domicile du saisi. Ce point, du reste a été tranché par la Cour de cassation dans son arrêt du 17 février 1817 où elle statuait en règlement de juges, dans une affaire relative à une saisie-arrêt formée pour frais dus à un officier ministériel, relativement à des décisions de justice. On lit dans cet arrêt : « Attendu qu'il (le Tribunal de Tournon) n'était pas compétent, car l'Art. 567 même Code (pr. civ.) ordonne impérativement que les demandes en main-levée ou en nullité de saisies-arrêts soient portées devant le Tribunal du domicile de la partie-saisie ; et que cette disposition qui ne reçoit pas d'exception, est applicable même au cas d'un jugement ou d'une ordonnance rendue par suite de l'attribution portée en l'article 60, C. pr. civ. »

Cette opinion émise par la Cour de Cassation, en ce qui

concerne l'affirmation que la disposition de l'article 567 ne reçoit pas d'exception, semble trop catégorique, puisque nous venons d'énoncer un certain nombre d'exceptions à cette disposition. Cependant Roger (1) tire cette conclusion de l'arrêt Ferrand du 17 février 1817 que « le texte de l'article 567 c. pr. civ. est si formel, qu'il est illégal de déclarer en « thèse générale, que lorsqu'une saisie-arrêt est incidente « et connexe à une demande principale, le juge de cette « demande peut juger la validité de la saisie-arrêt, à l'ex- « clusion du tribunal du domicile du saisi ».

L'article 567 c. pr. civ. fait attribution de compétence au tribunal du domicile du saisi, sans indiquer lequel. La jurisprudence proclame l'incompétence absolue du tribunal de commerce en cette matière, quelle que soit la nature de la créance servant de base à la saisie-arrêt, et bien que, le président de ce tribunal ait autorisé par ordonnance cette saisie-arrêt. Elle se base sur le principe émis d'une façon formelle par les articles 442 et 553 du code de procédure civile : « les « Tribunaux de commerce ne connaîtront pas de l'exécution « de leurs jugements ». « Les contestations élevées sur l'exé- « cution des jugements des tribunaux de commerce seront « portées au tribunal de première instance du lieu où l'exé- « cution se poursuivra ».

Mais si le saisi conteste la cause de la saisie-arrêt dont le saisissant poursuit la validité devant le tribunal civil, et que cette cause soit commerciale, celui-ci devra se déclarer incompétent sur les contestations que peut faire naître la créance, et surseoir à statuer sur la demande en validité, jusqu'à ce que le tribunal de commerce ait statué sur ces contestations : Décider le contraire, dit Roger (2), ce serait

(1) Traité de la saisie-arrêt, p. 524, n° 511.

(2) Traité de la saisie-arrêt, p. 498, n° 494.

priver les commerçants de leurs juges naturels, et troubler l'ordre des juridictions : C'était, d'ailleurs, l'avis de M. Thomine, qui déclarait à ce sujet « qu'un tribunal ne peut, ni « par voie principale, ni par voie incidente, juger les causes « dans lesquelles il est incompétent à raison de la matière, et « il doit les renvoyer d'office devant qui de droit ».

Les articles 14 et 15 de la loi du 12 juillet 1905 ont consacré la compétence du juge de paix en matière de saisie-arrêt dans les limites de sa juridiction, c'est-à-dire jusqu'à concurrence de la somme de 600 francs. La loi du 12 janvier 1895 avait déjà remplacé, en ce qui concerne les saisies-arrêts sur les petits salaires que cette loi organise, la compétence du tribunal civil par celle du juge de paix.

On peut donc dire que le tribunal du domicile du saisi, compétent pour statuer sur les demandes en main-levée et en validité de saisie-arrêt, sera normalement : le tribunal civil ou le tribunal de paix, selon l'importance de la créance pour garantie de laquelle la saisie-arrêt est faite ; le tribunal de paix dans le cas spécial de saisie-arrêt sur les petits salaires.

Les plaideurs se sont très souvent adressés au Président du tribunal civil, jugeant en référé, pour statuer sur des difficultés résultant de saisies-arrêts. A ce sujet, de grandes discussions et de graves difficultés s'étaient élevées, tant en doctrine qu'en jurisprudence. C'est à certaines de ces difficultés et de ces discussions qu'a mis fin la loi sur la limitation des effets de la saisie-arrêt du 17 juillet 1907.

Depuis plusieurs années, la jurisprudence avait fait de nombreux efforts pour pallier aux inconvénients que l'on est obligé de reconnaître à la saisie-arrêt, quelle que soit l'opinion que l'on ait sur sa nature, et quelqu'effet qu'on lui fasse produire sur le paiement.. C'est le résultat de ces efforts que

vient de couronner la loi du 17 juillet 1907, en laquelle il faut voir bien plus le couronnement d'une jurisprudence pénible et laborieuse, qu'un texte de loi doctrinal et novateur. Il résulte de l'exposé des motifs de la loi, que le désir du législateur a été uniquement de confirmer par un texte de loi formel, un procédé, que le Président du Tribunal de la Seine,, et d'un grand nombre de tribunaux de province, employaient constamment, en autorisant sur requête, une saisie-arrêt en cas d'absence de titre. pour atténuer les inconvénients possibles d'une saisie-arrêt, procédé dont on peut dire qu'il a pour père M. de Belleyne.

Tout en consacrant cet usage, la loi du 17 juillet 1907, l'étend aux saisies-arrêts pratiquées en vertu d'un titre.

Elle met fin à l'une des principales objections que l'on opposait au procédé qu'elle consacre, en donnant en ce cas, un privilège au saisissant sur la somme sur laquelle l'opposition est cantonnée.

Les lois spéciales offrent quelques inconvénients : M. Violette, à la séance de la Chambre des députés du 24 janvier 1907, exprime le désir que la proposition de loi, dont M. Raynaud était le rapporteur, soit rattachée à un article du code de procédure civile. La loi fut insérée dans ce code à la suite de l'article 567. L'exposé des motifs, pas plus que les rapports de la loi, tant à la chambre des députés qu'au sénat, ne s'expliquent sur le choix de cet article.

Cette loi peut être considérée comme une loi de compétence, son principal but est de consacrer la compétence des référés en matière de saisie-arrêt ; sa place était tout indiquée à la suite de l'Art. 567 du Code de procédure civile.

Après avoir établi la nature de l'exploit de saisie-arrêt, les effets qu'il doit produire sur le paiement, et démontré que, quelle que soit l'opinion que l'on ait sur ces deux points, cet

exploit n'en offre pas moins de graves inconvénients qui nécessitaient la limitation de ses effets, nous exposerons les efforts faits par la jurisprudence dans cette voie depuis 1825, pour montrer, enfin, comment la loi du 17 juillet 1907 n'a été que le couronnement de ces efforts de près d'un siècle.

CHAPITRE PREMIER

Nature de la saisie-arrêt

L'une des questions les plus controversées, tant en doctrine qu'en jurisprudence est celle de la nature de la saisie-arrêt ; pourtant, aucune autre posée sur la matière, ne semble influencer sur autant de solutions pratiques.

On fait dépendre de l'opinion que l'on aura sur le caractère de la saisie-arrêt, la réponse à formuler, notamment, aux questions suivantes :

Un jugement non signifié, un jugement par défaut frappé d'opposition, un jugement contradictoire frappé d'appel, sont-ils des titres suffisants, pour permettre à celui au profit duquel ils ont été rendus de pratiquer une saisie-arrêt au préjudice de la personne contre laquelle ils portent condamnation ?

Le créancier de la succession d'un défunt, doit-il, préalablement à une opposition qu'il a l'intention de former entre les mains d'un débiteur de cette succession, se conformer aux prescriptions de l'Art. 877 du Code civil qui dispose que les créanciers ne pourront poursuivre l'exécution de leurs titres contre le défunt que huit jours après la signification de ces titres à la personne ou au domicile de l'héritier ?

Un légataire non saisi de plein droit par la mort du testateur, peut-il pratiquer une saisie-arrêt, avant d'avoir demandé et obtenu, soit de l'héritier, soit du légataire universel saisi la délivrance de son legs ?

Un commerçant en état de faillite, dépossédé de l'exercice de ses droits et actions, peut-il, malgré ce dessaisissement, saisir-arrêter ses débiteurs ?

Si on reconnaît à la saisie-arrêt un caractère conservatoire, on devra en permettre l'exercice au légataire non saisi qui n'a pas obtenu la délivrance de son legs, et au failli, que le jugement déclaratif a dessaisi de l'administration de ses biens. Ces personnes, en effet, peuvent prendre des mesures conservatoires ; mesures que l'on peut prendre également en vertu d'un jugement qui n'a pas encore été signifié, et sans avoir à remplir la formalité édictée par l'Art. 877 du Code civil.

Les solutions à ces questions seront diamétralement opposées si on voit, au contraire, dans l'opposition un acte d'exécution, sauf toutefois en ce qui concerne le jugement non signifié pour lequel, comme pour le jugement frappé d'une voie de recours, nous réservons de formuler plus loin une opinion contraire.

Il ne faudrait pas, en effet, exagérer l'importance de cette discussion, et en faire dépendre la solution de questions qui ne s'y rattachent réellement pas.

Que la saisie-arrêt soit une voie d'exécution, ou une simple mesure conservatoire elle ne pourra pas, par exemple être faite, même avec un titre, en vertu d'une créance qui n'est pas certaine, liquide et exigible.

Ne dépendent pas non plus du caractère de la saisie-arrêt, le pouvoir et la capacité nécessaires pour saisir-arrêter valablement pas plus que la question de savoir, si le saisis-

sant est tenu de se faire subroger judiciairement aux droits du saisi contre le tiers-saisi, pour former opposition entre les mains d'un débiteur de ce dernier.

Nous ne traiterons d'aucune de ces conséquences pratiques, pour nous borner à établir uniquement quelle est la nature de la saisie-arrêt.

PARAGRAPHE PREMIER

Opinion de la Cour de Cassation

Une première opinion, qui voit dans la saisie-arrêt un acte purement conservatoire, a été consacrée par la jurisprudence de la Cour de Cassation, dans un arrêt de la Chambre civile du 23 mars 1868 (1). Cet arrêt rejette le pourvoi formé pour violation de l'Art. 14 du Code civil, contre un arrêt de la Cour de Paris du 27 septembre 1866 qui avait lui-même confirmé deux jugements du Tribunal civil de la Seine, lesquels statuant sur un différend entre étrangers, s'étaient déclarés incompétents pour connaître de la demande en paiement qui avait été formée par l'un d'eux, mais avaient retenu et statué, sans préjuger le fond, sur la légalité d'une saisie-arrêt à raison de sa nature conservatoire : La cour de cassation déclare formellement « que l'arrêt attaqué a sainement apprécié le caractère purement conservatoire des mesures ordonnées. »

La Cour de Paris a, dans le même ordre d'idées, par arrêt du 24 décembre 1880 (2), confirmé un jugement du Tribunal civil de Versailles du 29 mars 1879 qui avait déclaré

(1) D. 68. 1. 369.

(2) D. 81. 2. 203.

qu'une saisie-arrêt avait été valablement pratiquée par les héritiers d'un failli : « Attendu que le droit de faire des actes « conservatoires est reconnu au failli, que la saisie-arrêt « est un acte conservatoire... » Ce jugement avait même admis que la dénonciation et l'assignation en validité étant exigées par la loi, à peine de nullité de la saisie-arrêt, le droit du failli de pratiquer une saisie-arrêt, emportait le droit de la dénoncer et d'en demander la validité.

Au moment des travaux préparatoires du Code de procédure civile, une discussion s'était élevée sur le point de savoir en vertu de quels titres, on allait permettre de pratiquer une saisie-arrêt. La permission de saisir-arrêter en vertu d'un titre sous seing privé, qui n'est encore ni reconnu ni vérifié en justice, existait dans l'ancien droit, mais elle avait donné lieu à des saisies vexatoires et précipitées. Aussi, plusieurs Cours d'appel, quelques conseillers d'Etat, et la section de législation du Tribunat, demandaient que l'on ne put saisir-arrêter en vertu de titres privés, non reconnus en justice. Ils faisaient valoir les graves abus qui étaient résultés dans l'ancien droit, de la faculté qu'on y avait de former saisie-arrêt en vertu de titres de cette nature; M. Treilhard répondit, en la séance du conseil d'Etat du 5 prairial an XIII, que cette saisie (arrêt) était un acte purement conservatoire pour lequel, par cette raison, on n'avait jamais exigé l'intervention des tribunaux. Et les Art. 557 et 558 du Code de procédure civile furent adoptés dans les termes suivants :

« Tout créancier peut, en vertu de titres authentiques
« ou privés saisir-arrêter, entre les mains d'un tiers, les
« sommes et effets appartenant à son débiteur, ou s'opposer
« à leur remise.

« S'il n'y a pas de titre, le juge du domicile du débiteur, et

« même celui du domicile du tiers-saisi, pourront, sur re-
« quête, permettre la saisie ou opposition. »

Les auteurs qui voient dans la saisie-arrêt une mesure purement conservatoire, ont tiré le principal argument de leur théorie, tant de la réflexion de Treilhard ci-dessus rapportée, que de la rédaction des Art. 557 et 558 qui l'a immédiatement suivie. C'est encore principalement à l'aide de cet argument que la jurisprudence consacrée par la Cour de cassation a motivé ses décisions : « Attendu que la saisie-arrêt est une mesure conservatoire qui peut être prise même en vertu d'un simple titre privé, ou d'une permission du juge » (1); « qu'ainsi la loi n'a point exigé l'existence d'un titre authentique, mais qu'elle a autorisé les saisies-arêts en vertu d'un titre privé dont la portée et la valeur pourront être discutées, ou même d'une permission du juge à défaut de tout titre » (2). Un arrêt de la Cour de Paris du 28 novembre 1879 (3) est même très explicite à ce sujet ; on y lit « Considérant qu'aux termes de l'Art. 557 tout créancier peut en vertu de titres authentiques ou privés, saisir-arrêter entre les mains d'un tiers, les sommes et effets appartenant à son débiteur, ou s'opposer à leur remise, que ce texte en définissant et en limitant le droit du créancier en a clairement déterminé la nature ». Un arrêt de la Cour de Liège du 16 avril 1859 (4) avait été aussi affirmatif : « Attendu que la saisie-arrêt ne constitue par elle-même qu'un acte conservatoire, qualification qui lui a été donnée lors des travaux préparatoires du Code de procé-

(1) Cass. 28 Déc. 1881 (D. 82. 1. 377) — Cass. 1^{re} Mai 1880 (D. 60. 1. 264) Cass. 10 Août 1881. (D. 82. 1. 307.) Bastia, 20 Mars 1888 (D. 60. 3. 7.) Rouen, 21 Novembre 1845. (S. 46. 2. 522.).

(2) Besançon, 15 Février 1888 (D. 88. 2. 285.).

(3) S. 80. 2. 213.

(4) D. 60. 2. 17.

« dure civ...., qu'en effet, ces dernières poursuites (voies d'exécution) supposent l'existence d'un titre exécutoire dont elles ont pour but et pour fin d'amener l'exécution... Attention au contraire que la saisie-arrêt ne doit point s'appuyer sur un titre authentique... qu'il faut reconnaître, qu'elle a été conçue et organisée dans un ordre d'idées différent de celui qui a fait introduire les poursuites d'exécution. » (2)

Les arrêts et jugements précités, apportent à l'appui de leur décision un second argument ; La saisie-arrêt, disent-ils, a uniquement pour but et pour effet d'empêcher le tiers-saisi de se libérer au préjudice du saisissant, sous réserve de tous droits : (3) ou de fournir au créancier le moyen de faire obstacle à ce que son débiteur s'empare, pour l'en frustrer, lui et ses créanciers, des sommes ou valeurs qui lui sont dues par un tiers (4).

Que fait le créancier, lorsqu'il frappe d'opposition les sommes dues à son débiteur ? Il ne tend pas encore à réaliser à son profit la créance qu'il saisit ; il se borne à faire défense au tiers-saisi de se libérer entre les mains de son débiteur ; il met, selon l'expression consacrée, sous la main de justice les choses arrêtées, et empêche que le saisissant et le tiers-saisi en disposent à son détriment. (5) Ne faut-il donc pas voir, dans ce premier acte, qu'est l'exploit d'opposition, un acte conservatoire qui ne nuit pas aux droits du débiteur, mais qui tend seulement à conserver ceux du créancier et à

(1) Adde : Rennes, 8 Juin 1885. P. 85. 2. 28. — Rouen, 21 Nov. 1845 précité. — Bastia, 20 Mars 1858, précité.

(2) Cass. 28 Déc. 1881. — Cass. 10 Août 1881. — Cass. 1^{re} Mai 1889. Besançon, 15 Févr. 1888.

(3) Paris, 28 Nov. 1879, précité ; — Chambéry, 29 Janv. 1885 (G. P. 85. 2. 29.).

(4) Boulet et Dubouloz, Petite encyclopédie, Code de la saisie-arrêt.

en assurer l'exercice ? (1) La situation ne semble-t-elle pas la même, après cet acte qu'avant ? Le saisi, il est vrai, ne pourra plus disposer de sa créance, ou tout au moins en recevoir le paiement ; mais le saisissant, pas plus que lui, ne pourra toucher encore les deniers arrêtés. Si le tiers-saisi ne peut plus vider ses mains en celles de son débiteur (le saisi), il n'est pas encore obligé de les vider entre les mains du créancier saisissant ; ce dernier n'a pas, jusqu'alors, appréhendé réellement la chose de son débiteur. Il n'y a encore qu'une espèce de séquestre. Le tiers-saisi conservera les sommes arrêtées entre ses mains et, suivant l'événement il les paiera, soit au saisissant s'il justifie ultérieurement de sa créance, soit au saisi, si, à défaut de cette justification régulière, la validité n'est pas prononcée par les tribunaux. (2).

N'y a-t-il pas lieu, dans ces conditions, de voir en la saisie-arrêt, une mesure de précaution, à laquelle, comme pour les saisies conservatoires, on recourt sans commandement préalable, et qui, comme ces saisies aboutira nécessairement, avant toute appréhension des objets saisis, à une demande en validité ou en mainlevée.

M. Appleton (3), ajoute à ces arguments : que des actes de même nature plus graves même que la saisie-arrêt, constituent, à coup sûr, des mesures conservatoires ; et, il cite comme exemples : la saisie-conservatoire, la saisie-gagerie, et la saisie permise avec autorisation du Président du Tribunal, dans les cas qui requerront célérité, aux termes de l'Art. 417 du Code de procédure civile. Il faut bien remar-

(1) Carré. Consultation du 27 Mars 1822. — Paris, 13 Déc. 1894. (D. 95, 2. 490.).

(2) Roger. Traité de la saisie-arrêt, p. 2.

(3) Note sous Paris, 22 Juillet 1895. D. 96. 2. 225.

quer, dit Boitard, que cette saisie (Art. 417), n'est pas une saisie-exécution, mais une saisie de précaution qui met les meubles saisis sous la main de la justice, et les empêche de disparaître pendant le procès, mais ne permet pas de les faire vendre, quant à présent... N'est-ce pas là la fonction de la saisie-arrêt ? Mettre les sommes arrêtées sous la main de la justice, pour éviter qu'elles disparaissent jusqu'à ce que le créancier ait pu, soit obtenir un titre contre son débiteur, soit faire valider l'opposition par lui pratiquée.

Un arrêt de la Cour de Chambéry du 29 janvier 1885 (précité) a parfaitement exprimé quel est l'effet de l'exploit de saisie-arrêt, pour ceux qui ne veulent y voir qu'une mesure purement conservatoire : « Elle ne procure aucune appropriation au profit de celui qui la pratique, elle met « simple obstacle à ce que les sommes ou valeurs arrêtées « soient détournées au préjudice des créanciers, sans toute- « fois porter atteinte aux droits du débiteur. »

PARAGRAPHE DEUX

Opinion admise en doctrine et en jurisprudence

Mais, jusqu'à quel moment, jusqu'à quel acte de procédure va-t-on reconnaître à la saisie-arrêt le caractère d'un acte conservatoire ! La jurisprudence, pas plus que les auteurs, ne s'accordent sur ce point.

La Cour de cassation, fidèle au principe par elle posé dans son arrêt du 23 mars 1868 (précité), et dont elle ne s'est jamais départie, déclare que la saisie-arrêt ne devient une mesure d'exécution que par l'effet du jugement de validité, qui attribue au saisissant les sommes saisies, et lui confère la faculté de contraindre le tiers-saisi (1). La même idée est émise par la Cour de Chambéry dans son arrêt du 29 janvier 1885 (précité) (2).

Un arrêt de la Cour d'Alger du 13 août 1894 (3) est formel à cet égard ; il statue que ce n'est qu'à partir de ce ju-

(1) Note Dalloz. 1905. 2. 302. sous Limoges, 4 Déc. 1903.

(2) Dans le même sens : Cass. 10 Août 1881. — Cass. 28 Déc. 1881. — Cass. 1^{re} Mai 1889. — Note sous Paris, Justice de paix du 6^e arrond., 17 Déc. 1895. D. 97. 2. 44. — Poitiers, 18 Déc. 1889. G. P. 90. 1. 120. — Bordeaux, 12 Juillet 1880. D. 80. 2. 232. — Seine, 9 Juillet 1887. G. P. 87. 2. 415. — Rennes, 8 Juin 1885. G. P. 85. 2. 28. — Paris, 13 Déc. 1894. D. 95. 2. 490. — Bordeaux, 24 mai 1869. S. 70. 2. 23.

(3) D. 96. 2. 179.

gement (de validité) qui confère au créancier saisissant un droit de main mise sur les deniers arrêtés, que la saisie revêt réellement le caractère d'acte d'exécution ; il ajoute même « que la demande en validité n'a jusque là d'autre objet et d'autre but que de satisfaire aux prescriptions de l'Art. 563 du Code de procédure civile qui en exige l'introduction dans la huitaine de la saisie, à peine de nullité. » M. Appleton dans sa note (1) est également de cet avis : « La saisie-arrêt est un simple acte conservatoire, du moins jusqu'au moment où le jugement de validité la transforme en mesure d'exécution. » Quant à MM. Boulet et Dubouloz (2) après avoir reconnu que cette opinion était la plus accréditée, ils concluent en ces termes : « Il nous paraît, en l'état, que la Cour de cassation s'est prononcée en faveur du premier système (saisie-arrêt purement conservatoire jusqu'au jugement de validité) avec assez de netteté et d'énergie, pour qu'on doive retenir son avis comme l'expression d'une volonté bien arrêtée et devant laquelle il y a lieu de s'incliner. » C'est encore l'avis de Carré dans sa consultation du 27 mars 1882, et de MM. Deffaux et Harel.

Bien forcé fut la Cour de cassation de reconnaître que le jugement de validité devait transformer en procédure d'exécution, la saisie-arrêt, en laquelle elle ne voyait jusque-là qu'une mesure conservatoire ; après ce jugement, en effet, les valeurs arrêtées, que l'opposition avait seulement fait sortir de la libre disposition du débiteur saisi, lui sont enlevées, tout à fait, pour être attribuées au saisissant d'une manière définitive, jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû, comme elles le seraient par tout autre mode d'exécution.

Toutefois une discussion s'est encore élevée sur le point

(1) D. 96. 2. 225.

(2) Opus. cit.

de savoir si c'était par l'effet du simple prononcé du jugement qu'une transformation s'opérait dans la procédure ou s'il ne fallait pas, pour l'obtention de ce résultat, que le jugement lui-même fut passé en force de chose jugée ; cette question, liée à celle de savoir quel est l'effet du jugement de validité, est étrangère à ce sujet. Qu'il nous suffise de faire remarquer que là encore la jurisprudence et la Cour de cassation marquèrent leur prédilection pour l'opinion que nous venons d'exposer, et reculèrent le plus possible le moment fatal, où la transformation du caractère de la procédure devait s'opérer.

On arrive, en partageant l'avis de la Cour de cassation, à ne voir qu'une simple mesure conservatoire en l'assignation en validité elle-même, qui comprendra assignation en paiement, chaque fois (et c'est de beaucoup le cas le plus fréquent) que la saisie-arrêt sera pratiquée sans titre authentique ; jusqu'au jugement de validité, déclare la Cour d'Alger, cette assignation n'a d'autre objet que de satisfaire à des délais de procédure. (1) MM. Garsonnet et Glasson n'ont pas suivi la Cour de cassation dans cette dernière conséquence de son système ; il n'est pas nécessaire, en effet, qu'un acte consomme l'exécution, pour qu'il ait le caractère d'un acte d'exécution. Dans toutes les saisies, ne range-t-on pas parmi les actes d'exécution les actes qui préparent l'expropriation (par exemple le commandement), aussi bien que ceux qui la réalisent. Aussi ces auteurs estiment-ils que, si le saisissant n'exécute pas encore son débiteur en faisant la défense au tiers-saisi de le payer, il commence toutefois à l'exécuter en ordonnant à ce tiers-saisi de payer entre ses mains ; et cette exécution se consomme à son profit quand la créance lui est définitivement attribuée par le jugement de validité. Par l'as-

(1) Bordeaux, 24 Mai 1869, précité.

signation en validité, dit M. Glasson, le créancier demande qu'on le paie aux dépens de son débiteur, et que, par conséquent, on dépouille le saisi du bénéfice de sa créance, en la lui attribuant ; c'est donc bien à partir de ce moment que l'exécution commence ; et il conclut en ces termes : La saisie-arrêt est conservatoire en tant qu'elle défend au tiers-saisi de payer le saisi ; elle se transforme ensuite en mesure d'exécution, en tant qu'elle a pour objet, (non pas pour effet) de dessaisir le saisi de sa créance. M. Bazot partage l'opinion de MM. Glasson et Garsonnet ; il viendra plus tard, dit-il, un moment où la saisie-arrêt revêtira le caractère d'un acte d'exécution ; c'est lorsqu'elle *tendra* à faire attribuer au saisissant le bénéfice de la créance de son débiteur. M. Beauchet (1) exprime la même idée : se posant la question de savoir si une décision de justice susceptible d'une voie de recours, est un titre suffisant pour permettre une saisie-arrêt, il déclare que les difficultés ne se seraient pas produites si l'on s'était toujours rendu compte du caractère mixte de la saisie-arrêt ; conservatoire et de pure précaution dans sa nature et dans son principe, mais acte d'exécution dans sa tendance et dans ses résultats ; que le créancier saisissant ne commence réellement à exécuter son débiteur que lorsqu'il conclut, non seulement à ce que le tiers saisi ne paie pas le saisi, mais à ce qu'il le paie lui-même ; et il termine en ces termes : « Ce n'est donc que par l'assignation en validité signifiée par le saisissant au débiteur saisi, que la saisie-arrêt change de caractère et se transforme en une voie d'exécution proprement dite. »

MM^{es} LaBori et Schaffhauser dans leur répertoire encyclopédique du droit français, et M. le professeur Tissier dans

(1) Nous sous Cassation, 3 Fév. 1892. Pand. fr. per. 93. I. 241.

son Code annoté de procédure civile, semblent s'être rangés aussi à l'opinion de MM. les doyens Garsonnet et Glasson à l'appui de laquelle on peut citer comme jurisprudence : Paris, 11 mars 1880 (1). « Considérant que la saisie-arrêt non validée, et dont *la validité n'est pas demandée*, ne saurait être assimilée à un acte d'exécution. » Paris, 28 novembre 1879 précité : « Considérant qu'il est conforme aux véritables principes sur la matière, de considérer la saisie-arrêt en soi, et « abstraction faite de la demande en validité, comme consistant en une simple mesure de précaution. » (2).

Enfin un jugement du Tribunal civil d'Orléansville du 2 février 1889 (3) qui déclare que si un maire peut, aux termes de l'Art. 122 de la loi du 5 avril 1884, sans autorisation préalable du Conseil de préfecture, saisir-arrêter entre les mains des tiers, les sommes par eux dues à un débiteur de la commune, cette autorisation lui est indispensable pour intenter l'action en validité de la saisie-arrêt.

C'est donc que, par l'introduction de cette action, la transformation de la procédure a eu lieu.

Cette dernière opinion est celle que l'on doit admettre, si l'on ne veut voir dans l'exploit lui-même de saisie-arrêt qu'un acte purement conservatoire à raison des motifs ci-dessus exposés.

Comment, en effet, admettre qu'un exploit, par lequel le créancier saisissant demande au Tribunal d'ordonner que les sommes dont le tiers-saisi se reconnaîtra ou sera jugé débiteur à l'égard de la partie saisie, seront par lui versées entre les mains du saisissant, en paiement et jusqu'à con-

(1) S. 80. 2. 214.

(2) Paris, 28 Déc. 1898. J. des av. 99. p. 156. — Rouen, 21 Nov. 1845, précité.

(3) G. P. 89. 1. 644.

currence du montant de la créance de ce dernier, puisse être considéré comme un acte conservatoire ? Peu importe le but et l'objet de cet exploit de dénonciation, qui peut bien être signifié afin d'obtempérer à un délai de procédure, mais qui n'en est pas moins l'introduction d'une instance devant le Tribunal, dans laquelle le créancier saisissant, conclut formellement au dessaisissement du saisi, et à l'attribution à son profit des deniers saisis-arrêtés, et qui n'en constitue pas moins, par là même, un acte d'exécution. En le signifiant, le créancier ne se contente plus de faire défense au tiers-saisi de payer à son préjudice, il a l'intention bien arrêtée d'appréhender la créance du saisi.

La différence entre les deux opinions que nous venons d'exposer, ressort clairement des définitions que donnent de la saisie-arrêt les partisans de l'une ou de l'autre. Les auteurs qui ne voient dans toute la procédure de saisie-arrêt, tout au moins jusqu'au jugement de validité, qu'un acte, ou une série d'actes conservatoires, définissent cette procédure en ne tenant compte que de la défense faite au tiers-saisi par le premier exploit. C'est ainsi que Boitard définit la saisie-arrêt : « L'acte par lequel un créancier *fait défense*, aux débiteurs de son débiteur, de se dessaisir du montant de ce « qu'ils doivent, en d'autres mains que celles du saisissant ». MM. Boulet et Dubouloz : « l'acte par lequel un créancier « qui a lieu de croire qu'un tiers doit quelque chose à son « débiteur, arrête entre les mains du premier les deniers ou « effets mobiliers appartenant au second, et *lui fait défense* « de s'en dessaisir » ;

Et MM. Deffaux et Harel : « un acte par lequel un créancier *met sous la main de la justice* les sommes et objets « mobiliers appartenant à son débiteur, et existant entre « les mains d'un tiers. »

Ceux qui, au contraire, attribuent au seul exploit d'opposition le caractère conservatoire, pour voir dans le reste de la procédure une mesure d'exécution, expriment dans leur définition le but que le créancier poursuit, en engageant cette procédure. Roger, dans son traité de la saisie-arrêt, après avoir énoncé les définitions de Merlin et de Pigeau, conçues dans le même sens que les précédentes, déclare ces définitions incomplètes, et y ajoute : « Et par suite de laquelle le « créancier obtient la délivrance des sommes, ou le prix des « effets arrêtés, jusqu'à concurrence de ce que lui doit le saisi. » M. Glasson ajoute à la première partie de sa définition : « Et le droit pour le créancier saisissant de demander à « justice que les deniers, ou la valeur des effets devenus « indisponibles par la saisie-arrêt, lui soient attribués. » Et M. Garsonnet : « Et par suite duquel, le créancier obtient jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû, la délivrance des « sommes arrêtées, ou du prix provenu de la vente des objets saisis. »

Dalloz, dans son répertoire de jurisprudence, critiquant cette adjonction faite par M. Roger à sa définition, déclare : « Mais c'est là (la délivrance) l'effet, la conséquence de la saisie-arrêt, lorsqu'elle est validée par un jugement, et non pas de la saisie-arrêt en elle-même, qui, jusqu'à la décision de la justice, n'est qu'un acte conservatoire ; et cela est si vrai, ajoute Dalloz, que si le saisissant n'obtenait pas jugement, son opposition ne produirait aucun effet légal (1). Il semble que Dalloz se fasse une idée critiquable de la saisie-arrêt en elle-même.

(1) Rennes, 21 Août 1871. D. 75. 2. 20. — Liège, 16 Avril 1859, précité.

PARAGRAPHE TROIS

La Saisie-arrêt est une voie d'exécution

A coup sûr, la délivrance des sommes arrêtées ne sera consommée que par l'effet du jugement de validité ; mais quelqu'un oserait-il déclarer qu'un commandement ou un procès-verbal de saisie, ne soit pas un acte d'exécution, sous le prétexte que l'un ou l'autre de ces actes n'aura pas été suivi d'effet, pour une raison ou pour une autre ? En ce qui concerne la saisie-arrêt, elle-même, ne doit-on pas tenir compte, pour en déterminer la nature, de l'intention formelle d'appréhender la chose du débiteur, exprimée par le créancier dans son assignation en validité ? Et, pour être logique, n'y a-t-il pas lieu d'arguer du motif que M. Glasson allègue en faveur du caractère d'exécution de l'assignation en validité pour voir dans l'exploit d'opposition lui-même un acte, sinon d'exécution proprement dit, tout au moins de commencement d'exécution, et de dire avec Dodo, que la saisie-arrêt est une mesure d'exécution, ou du moins le premier acte d'une procédure d'exécution ? Il n'est pas nécessaire, disait M. Glasson, qu'un acte consomme l'exécution pour qu'il ait le caractère d'un acte d'exécution ; et, il en donnait comme exemple les actes qui préparent l'expropriation dans les saisies-

exécutions. Pourquoi ne pas voir, dans l'exploit d'opposition, en matière de saisie-arrêt, ce que l'on voit dans le commandement en matière de saisie-exécution: un acte préparant la délivrance des sommes saisies-arrêtées, délivrance qui sera demandée par la dénonciation de cet exploit, et obtenue par le jugement de validité ? Que fait le Code de procédure pour caractériser une saisie ? Il s'attache au but auquel cette saisie tend. Or, la saisie-arrêt ne tend-elle pas, aussi bien que les saisies-exécutions proprement dites, à exproprier le débiteur, à faire attribuer au saisissant les deniers saisis-arrêtés ? Pourquoi, dans ces conditions, vouloir, pour conserver au premier acte de la procédure de saisie-arrêt son caractère conservatoire, scinder cette procédure en deux phases bien distinctes, (comme le voudraient l'arrêt de la Cour de Chambéry du 29 janvier 1885 sus-énoncé et M. Harel (1) dont la première, comprenant tous les actes jusqu'à la demande en validité ou jusqu'au jugement statuant sur cette demande, serait purement conservatoire et n'aurait pour unique effet que de placer sous la main de la justice les valeurs arrêtées, et pour unique but que de garantir provisoirement le droit prétendu par le créancier ; et dont la seconde, comprenant tous les actes postérieurs, constituerait une mesure d'exécution qui enlève, ou tend à enlever au débiteur saisi, les valeurs arrêtées, pour les attribuer au saisissant d'une manière définitive jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû. Aussi nous rangeons-nous à l'opinion émise par M. Griolet (2), et par M. le Procureur général Beaudoin dans les conclusions prises par lui devant la Cour d'appel de Limoges, et sur lesquelles fut rendu l'arrêt de cette Cour du 29 juin 1885 (3), et

(1) Note J. des av. t. 89, p. 135.

(2) Note sous Cassation, 23 Mars 1868, précité.

(3) D. 85. 2. 265.

voyons-nous, même dans l'exploit d'opposition, un véritable acte d'exécution.

En effet, la procédure de la saisie-arrêt n'est pas moins indivisible que la procédure de saisie-exécution, ou que celle de la saisie immobilière qui, elles aussi, débutent par des mesures conservatoires, la constatation des choses saisies et l'interdiction d'en disposer, et par lesquels également le débiteur n'est définitivement dépossédé qu'après certains délais, certaines formalités, voire même un ou plusieurs jugements. Un acte destiné à avoir dans la suite les effets d'un acte d'exécution, doit toujours, même à son début, être considéré comme acte d'exécution.

Mais peut-on même dire que le premier acte de la procédure de saisie-arrêt soit purement conservatoire, et ne doive produire que dans la suite les effets d'un acte d'exécution ? Nous ne le croyons pas. L'effet immédiat généralement reconnu à l'exploit d'opposition est, (ainsi que nous l'établirons dans notre second chapitre) de mettre sous la main de la justice, et de rendre indisponible, au regard du saisissant les sommes saisies-arrêtées. A partir de la signification de cet exploit, le débiteur saisi est privé du droit de toucher ce qui lui est dû ; les facultés de ce débiteur sont paralysées ; il n'a plus la libre disposition des deniers saisis ; la rentrée de ses fonds est rendue impossible (1).

Or quel peut être le caractère d'un acte qui produit ces effets ? N'est-ce pas être mis indirectement dans la nécessité de payer, que de voir, si l'on ne veut pas effectuer ce paiement, toutes ses facultés ou toutes ses ressources immobilisées ? La plupart des auteurs, même ceux qui partagent les

(1) Bordeaux, 22 Août 1854. D. 55. 2. 123. — Bourges, 17 Mars 1826. D. 26. 2. 220. — Douai, 10 Déc. 1836. S. 38. 2. 119. — Orléans, 17 Janv. 1848. D. 50. 3. 13. — Paris, 7 Févr. 1902. D. 1903. 2. 236.

opinions précédemment émises, ne voient-ils pas dans cet effet immédiat de l'exploit d'opposition, le motif d'empêcher que cet acte puisse être signifié, pour sauvegarder une créance non encore exigible ? L'opposition est une exécution et un paiement, dit M. Carré, puisqu'elle prive le débiteur de la somme, en arrêtant ou affectant par la consignation les deniers jusqu'au terme du paiement ; et ce qui n'est dû qu'à terme, ne peut être exigé avant l'échéance du terme. C'est en vain que M. Chauveau critique ce motif, et donne de l'impossibilité de pratiquer une opposition pour une créance non exigible l'explication suivante: « La seule condition que la loi « exige de celui qui veut saisir-arrêter, c'est d'être créancier ; « c'est-à-dire d'avoir contre le saisi une créance exigible ; car « qui a terme ne doit rien. » La condition suspensive, seule, affecte l'existence de la créance, le terme en affecte seulement l'exécution. Il est vrai que les Art. 557 et 558 n'exigent d'une personne pour pouvoir saisir-arrêter, que la qualité de créancier. Mais, celui qui a terme pour payer est dès à présent débiteur ; si son créancier ne peut, avant l'arrivée du terme, saisir-arrêter, c'est que l'acte d'opposition produirait indirectement une exécution de l'obligation. MM. Boulet et Dubouloz, que nous avons vus s'incliner devant la volonté bien arrêtée de la Cour de cassation, déclarent, comme M. Carré, que si un créancier à terme ne peut faire pratiquer une saisie-arrêt avant l'échéance du terme, c'est que c'est véritablement exiger le paiement que de saisir-arrêter ; en effet, disent-ils, l'opposition empêche d'abord le débiteur de toucher ce qui lui est dû, à lui-même, et, lorsqu'elle est validée, elle le dessaisit du montant de sa créance au bénéfice du saisissant ; dès lors, il est dans le même état que s'il avait payé lui-même, ce qui serait contraire à l'Art. 1186 C. civ.

M. Rodière tirant en ce qui concerne les créances à ter-

me, un argument d'analogie décisif de la loi du 3 septembre 1807 qui défend au créancier ayant obtenu de son débiteur l'aveu judiciaire d'une pièce privée de requérir une inscription hypothécaire avant l'échéance de la dette, déclare que la saisie-arrêt est de nature à nuire aux intérêts et au crédit du débiteur, bien plus qu'une inscription hypothécaire (1).

L'arrêt de la Cour de Chambéry du 29 janvier 1885, précité, statuant en matière de saisie-arrêt pratiquée en vertu d'un jugement frappé d'appel, tire, il est vrai, de l'inscription hypothécaire un argument en sens contraire ; il déclare qu'il est admis par une jurisprudence constante qu'il (le jugement frappé d'appel) possède une valeur suffisante pour autoriser une inscription hypothécaire sur les biens du débiteur ; qu'il serait donc déraisonnable de prétendre qu'il (le même jugement frappé d'appel) ne saurait équivaloir à la simple permission sans titre accordée par le juge pour procéder à une saisie-arrêt. Cependant l'inscription hypothécaire est bien une mesure conservatoire : elle a pour but de prévenir l'extinction du droit du créancier ; elle conserve le droit lui-même, et non la chose qui en est l'objet ; et, surtout, elle laisse les choses en l'état, et n'empire pas la situation de celui contre qui elle est prise. Or, tel n'est pas le cas de la saisie-arrêt qui, si elle a pour but de prévenir l'extinction du droit du créancier, ne conserve pas le droit lui-même, mais les choses qui en sont l'objet ; et, elle les conserve en empirant la situation du débiteur saisi contre lequel elle est pratiquée, en l'empêchant de toucher certains fonds sur lesquels il comptait peut-être pour rembourser le créancier lui-même, ou tout au moins pour faire face à ses affaires. L'état des choses est

(1) Grenoble, 26 Mai 1882. D. 83. 2. 126.

si bien changé, et la situation du débiteur si bien empirée par le saisie-arrêt, que certains créanciers, peu scrupuleux, usaient de cette procédure pour rendre lettre morte, la caution exigée pour l'exécution provisoire des décisions commerciales frappées d'appel, dans le cas où dispense n'en était pas prononcée par elles ; le créancier voyant ses ressources complètement immobilisées, s'acquittait sans exiger la caution nécessaire pour l'exécution provisoire. Il a fallu des arrêts fortement motivés de la Cour d'appel de Paris, pour mettre fin à ce procédé. Il faut voir enfin, dans la nouvelle situation faite au débiteur saisi par l'opposition, (situation qui contrairement à l'affirmation qui en est faite par la plupart des arrêts cités à l'appui de la théorie de la Cour de cassation, ne réserve pas tous les droits, puisque le débiteur saisi est privé de celui de toucher ce que lui doit le tiers-saisi, pendant même qu'il est mis en demeure de payer ce qu'il doit au saisissant) la raison qui a amené la Cour de Grenoble dans son arrêt du 26 mai 1882 précité à émettre en ces termes un système hybride : « Attendu que la saisie-arrêt est une véri-
« table exécution, et même un paiement, puisqu'elle prive
« le débiteur de la somme saisie et le force à renoncer au
« terme et à se libérer sans égard à la convention relative au
« délai; que si elle peut être considérée comme une mesure
« conservatoire, cela n'est vrai que pour le créancier ; que
« vis-à-vis du débiteur, au contraire, elle devient un acte
« d'exécution qui peut avoir pour lui les plus graves résul-
« tats; que toute saisie-arrêt tend à le priver du droit de tou-
« cher ce qui lui est dû et à le contraindre à payer ce qu'il
« doit. »

Cette idée toute particulière, qui d'ailleurs n'a eu que peu d'écho en jurisprudence, ne saurait être admise ; comment admettre qu'un acte puisse avoir un caractère différent,

suivant qu'on envisage l'une ou l'autre des parties qui y sont intéressées ? Ou il est conservatoire, ou il est exécutoire ; et il doit l'être à l'égard de tout intéressé. La saisie arrêt est un acte d'exécution, et, elle doit l'être aussi bien à l'égard du saisissant auquel elle assure l'exécution d'un titre, ou le paiement d'une somme (1) qu'à l'égard du saisi qu'elle peut mettre dans le plus grand des embarras. Que tel soit le caractère de la saisie-arrêt, comment en douter, lorsqu'on remarque l'endroit qu'occupent dans le Code de procédure les articles qui traitent de cette matière. Ces articles sont au livre V de la première partie du Code de procédure civile, lequel est consacré à l'exécution des jugements ; et, dans ce livre, la saisie-arrêt occupe le titre VII, alors que le titre VI traite des règles générales sur l'exécution forcée des jugements et des actes. Dans ce titre VI le législateur avait examiné ces règles générales d'abord au regard des tiers, Art. 548 à 550, puis au regard du débiteur lui-même, Art. 551 à 556. Aussi traite-t-il immédiatement après du premier mode d'exécution forcé sur les deniers ou meubles qui sont aux mains d'un tiers (Chauveau)."

Les auteurs et la jurisprudence, qui voient en la saisie-arrêt un acte conservatoire, ne semblent pas tenir suffisamment compte de cette place occupée par la saisie-arrêt dans le code de procédure (2). Ils répondent à l'argument que l'on en tire en faveur du caractère d'exécution de cette procédure, par la réflexion de Treilhard au moment des travaux préparatoires du code. Mais ce dernier ne pensait-il pas, au moment où il a exprimé cette idée, au simple arrêt de l'ancien droit, défense essentiellement conservatoire, que l'on pour-

(1) Orléans, 17 Janv. 1848, précité.

(2) On trouve pourtant quelques arrêts fondés sur ce motif : Bordeaux, 28 Août 1827. D. 28. 2. 146. — Orléans, 7 Juin 1855. D. 56. 2. 111.

rait assimiler dans notre droit actuel, à l'opposition au sens large du mot, et qui d'ailleurs a été fondu par le code de procédure, à la saisie-arrêt, pour ne plus former qu'une seule et même chose avec elle.

On remarque, d'autre part, que le législateur a placé les articles relatifs aux saisies conservatoires dans les titres II et III du livre I de la deuxième partie. Pourquoi, dans ces conditions, n'avoir pas traité à cet endroit de la saisie-arrêt, qui, tout aussi bien que la saisie-gagerie, d'après la thèse qui voit en la saisie-arrêt une mesure conservatoire, aurait uniquement pour but de mettre les sommes arrêtées sous la main de justice pour éviter qu'elles soient détournées dans le cours du procès à engager ? C'est qu'il y a un cas pour lequel il est difficile de reconnaître à la saisie-arrêt un caractère purement conservatoire: celui où l'opposition est pratiquée pour permettre l'exécution d'une décision de justice. Aussi, la jurisprudence elle-même, malgré sa tendance bien marquée à ne voir en la saisie-arrêt, tout au moins à son début, qu'une mesure conservatoire, a-t-elle décidé aussi bien que la doctrine, que la saisie-arrêt est nulle lorsqu'elle est pratiquée en vertu d'un jugement qui n'est pas encore signifiée (1).

Depuis 1880, la jurisprudence paraît avoir repris la tendance contraire (2); mais il semble que les nouvelles décisions en cette espèce se basent sur un motif toute autre: comment un jugement non signifié ou frappé d'une voie de recours pourrait-il avoir moins de force qu'une simple permission du juge obtenue sans aucun titre? D'autres motifs sont également fournis; on déclare, entr'autres, que si l'on ne pou-

(1) Note Dalloz sous Bordeaux, 12 juillet 1880, précité.

(2) En pratique on forme saisie-arrêt en cas d'urgence, en même temps qu'on signifie le jugement.

vait pratiquer une saisie-arrêt en vertu de jugements de la nature dont s'agit, un débiteur condamné par une décision de justice pourrait, à l'aide d'une voie de recours habilement exercée, frustrer son créancier en profitant du délai qui en résulte pour faire disparaître les fonds sur lesquels le bénéficiaire du jugement pouvait compter pour l'exécuter (3).

Ce n'est pas que la jurisprudence antérieure partageait l'avis émis par M. Chauveau à l'appui de la solution qu'il donne à cette question, et par Dalloz dans sa note sous Bordeaux 22 Août 1854 précité, à savoir que la saisie-arrêt, quoiqu'elle soit une mesure conservatoire n'en constitue pas moins une exécution du jugement sur lequel elle est basée (1), ou qu'elle ne saurait être considérée comme un acte simplement conservatoire, lorsqu'au lieu d'être formée en vertu de la permission du juge, elle a, comme dans l'espèce de l'arrêt du 22 août 1854 pour objet véritable d'assurer l'exécution d'un jugement. Les arrêts rendus en ce sens, appuyaient simplement leur décision sur ce motif : qu'un jugement non signifié est censé ignoré de la partie contre laquelle il a été rendu, et que peut-être cette partie attend cette signification pour exécuter la décision rendue contre elle. C'est cependant la raison exprimée par Chauveau et Dalloz qui aurait dû motiver ces décisions (2).

(1) Mais alors, comme le fait observer M. Roger, c'est que la saisie-arrêt avait bien pour effet d'assurer l'exécution du jugement..... Comment, dans ces conditions la considérer comme une mesure conservatoire ?

(2) Douai, 13 Fév. 1874, J. des av. 74, p. 364.

(3) Un arrêt récent de la Cour de Paris du 28 Déc. 1898. J. des av. 99, p. 158, rendu en sens contraire, motive sa décision sur la nature de la saisie-arrêt qu'il considère comme conservatoire. Dalloz, contrairement à sa note sous Bordeaux, 12 Juillet 1880, déclare en note : que la solution consacrée par cet arrêt (saisie-arrêt possible en vertu d'un jugement non signifié), bien que très controversée est généralement admise, et, qu'il existe notamment en ce sens, un grand nombre d'arrêts de la Cour de Paris, qui ont en effet admis qu'une saisie-arrêt ne constituant pas, à son début, un acte d'exécution mais un simple acte conservatoire, peut être valablement pratiquée en vertu d'un jugement non signifié, même rendu par défaut.

Dans ce cas, la saisie-arrêt n'a-t-elle pas, en effet, pour but, comme le dit ce dernier, d'assurer l'exécution du jugement, et ne doit-elle pas être considérée alors, tout au moins comme un commencement d'exécution.

Le même raisonnement amène la même conclusion pour le cas où la saisie-arrêt a uniquement pour but d'assurer au saisissant le recouvrement de sa créance, en attendant qu'il se procure un titre (1).

Reste le dernier argument militant pour le caractère conservatoire de la saisie-arrêt: les articles 557 et 558 qui permettent à tout créancier de saisir-arrêter, sans titre exécutoire, en vertu d'un simple titre privé, et même, en vertu d'une simple ordonnance du juge rendue sur requête.

Quels sont les motifs qui ont amené le législateur à laisser au créancier une aussi grande facilité d'emploi pour la saisie-arrêt ? Nous ne pensons pas que ce soit le caractère conservatoire de cet acte, ni la réflexion de Treilhard au conseil d'Etat.

La commission de réforme du code de procédure de 1805 proposa, (comme l'avaient fait lors des travaux préparatoires du Code la section de législation du tribunal, plusieurs cours d'appel, et quelques conseillers d'Etat) qu'on ne puisse saisir-arrêter en vertu d'un titre privé ; et quelles raisons opposait-on à cette proposition ? Non pas que la saisie-arrêt soit une mesure conservatoire ? ... Mais que la saisie-arrêt ayant par elle-même moins de publicité que les autres saisies, et n'entraînant pas comme elles la dépossession du débiteur, devait être plus facilement permise ; que, d'autre part, un créancier ne voudrait pas s'exposer en la faisant sans motif sérieux, aux dommages-intérêts qu'il encourrait si elle venait

(1) Orléans, 17 Janv. 1848. D. 50. 3. 13

à être annulée. Sans examiner ici la valeur de ces arguments que nous nous réservons de combattre par la suite en reprenant la proposition de la commission de réforme de 1865, qu'il nous suffise de faire remarquer qu'il n'est pas certain que la saisie-arrêt n'amène pas la dépossession tout au moins indirecte du débiteur, et qu'en tous cas ce sont ces raisons, et non pas le caractère conservatoire de la saisie-arrêt, qui ont amené le législateur à adopter les termes des articles dont s'agit.

D'ailleurs, le droit exceptionnel qu'ont les créanciers sans titre de procéder à la saisie-arrêt en vertu d'un simple permis délivré par le juge, se justifie souvent par l'extrême urgence de cette saisie. Une créance est certaine, liquide et exigible, mais le créancier n'a pas de titre, l'actif le plus clair du débiteur consiste en créances près d'échoir, dont il va toucher puis dissimuler ou dissiper le montant, et le soustraire ainsi aux poursuites de son créancier. L'assigner et prendre jugement contre lui pour avoir un titre : c'est bien long ; saisir-arrêter par autorité privée : C'est bien dangereux . L'intervention du juge devant qui l'on peut se présenter immédiatement, et qui peut statuer séance tenante, concilie l'intérêt du créancier et celui du débiteur.

On voit, par ces considérations très simples, que la faculté de saisir-arrêter en vertu d'un titre privé ou même sans titre, ne prouve pas nécessairement que la saisie-arrêt soit une mesure purement conservatoire(1).

Il n'y a, d'ailleurs, rien d'absolument contradictoire à supposer un acte d'exécution pour lequel la loi n'ait pas exigé un titre revêtu de la formule exécutoire.

(1) Garsonnet.

APPENDICE :

La Solution admise ne jettera aucun trouble dans la doctrine.

Dernière tendance de la Jursiprudence.

Nous croyons avoir suffisamment établi que la procédure de saisie-arrêt, ne saurait être, à aucun moment, pas même en son exploit d'opposition, considérée comme une mesure conservatoire.

Dans la pratique d'ailleurs, la saisie-arrêt sert plutôt au créancier de moyen d'intimation à l'égard de son débiteur que de moyen de conservation à l'égard de sa créance. Combien de saisies-arrêts pratiquées habilement sur des commerçants, entre les mains tant de leur banquier que de leur expéditeur, ont amené le saisi à préférer transiger sur une créance douteuse, même injustifiée, plutôt que de se voir acculé dans le plus bref délai à une faillite certaine !

Et que l'on ne croie pas que, voir en la saisie-arrêt un acte d'exécution, doive influencer sur toutes les questions pratiques pour la solution desquelles on s'est basé sur la nature conservatoire de la saisie-arrêt ; sans vouloir traiter ici de toutes les conséquences que l'on a cru devoir tirer du caractère de la saisie-arrêt, qu'il nous suffise de dire que ce caractère ne saurait influencer sur la validité d'une opposition pratiquée en ver-

tu d'un jugement non signifié ou frappé d'une voie de recours. (1). M. Bertin examinant la question de savoir si la saisie-arrêt doit être permise ou non, en vertu d'un jugement de la nature dont s'agit, regrette les longues discussions qui ont jailli sur ce point, et il exprime ainsi son opinion que nous partageons : « tous ont discuté la question au point de vue des principes généraux du droit, et ont oublié qu'il s'agissait de faire application d'une disposition spéciale. »

En effet, lorsque l'article 557 du code de procédure civile dispose que tout créancier, en vertu de titres authentiques ou privés, peut saisir entre les mains d'un tiers les sommes et effets appartenant à son débiteur, il est évident que la loi, en matière de saisie-arrêt, déroge aux principes généraux du droit en ce qui concerne la force exécutoire des actes, puisque le titre privé, qui à raison de sa nature ne peut légitimer la mise à exécution de cet acte, confère le droit de former la saisie-arrêt. L'Art. 557 n'exige pas que, préalablement à la saisie, le titre authentique ou privé soit signifié. Il n'exige pas davantage que le titre authentique soit exécutoire. La seule condition qu'il exige, pour la validité de la saisie-arrêt, c'est qu'elle soit formée en vertu d'un titre authentique ou privé. Celui qui a obtenu un jugement contradictoirement ou par défaut, a incontestablement un titre authentique qui le constitue créancier, il a, dès lors, le droit aux termes de l'article 557 de former la saisie-arrêt. Peu importe que ce titre soit attaqué ou même attaqué, que ce titre soit ou non paralysé dans ses moyens ordinaires d'exécution (2). La loi ne demande

(1) C'est l'espèce sur laquelle statue la plupart des arrêts précités.

(2) Nous partageons toutefois l'avis de l'arrêt de la Cour de cassation du 3 Févr. 1892. D. 92. 1. 115. qui a annulé une saisie-arrêt pratiquée en vertu d'un jugement par défaut frappé d'opposition, par ce motif, qu'en droit l'opposition à un jugement par défaut, lorsqu'elle est régulière en la forme, a pour effet de remettre les parties au même et semblable état où elles se trouvaient avant ce jugement ; motif qui n'a d'ailleurs aucun rapport avec la nature de la saisie-arrêt.

qu'une chose au créancier saisissant : un titre. Nous estimons, en conséquence, que les principes généraux sur la force exécutoire des titres, sont inapplicables dans les cas prévus par l'article 557 du code de procédure civile qui est une disposition exceptionnelle.

Bien que nous ayons constaté que la jurisprudence et la majorité des auteurs nous soient contraires, quelques décisions récentes sont conçues en notre sens :

Cassation 15 mars 1892 D. 93, 1, 30.

Toulouse, 27 janvier 1898. S. 99, 2, 124.

Cassation, 6 juillet 1899. S. 1901, 1, 133.

Paris, 7 février 1902, D, 1903, 2, 236.

Paris, 10 novembre 1904.

Paris, 22 novembre 1905, D, 1906, 2, 181.

Nous espérons, du reste, mieux faire sentir la gravité de l'exploit, lui-même, d'opposition, lorsqu'après en avoir étudié les effets en ce qui concerne le paiement et l'indisponibilité des sommes saisies, nous en aurons esquissé les inconvénients. Et, alors, apparaîtra la nécessité si bien sentie, et si difficilement élaborée, de limiter les effets de cet exploit, tout au moins en ce qui concerne l'indisponibilité des deniers arrêtés.

CHAPITRE II

Des effets de l'exploit d'opposition

Quels peuvent bien être les effets de cet exploit d'opposition, premier acte de la procédure de saisie-arrêt, auquel nous avons reconnu le caractère d'une mesure d'exécution, ou dans lequel nous avons vu, tout au moins, le premier acte d'une procédure d'exécution ? Ce n'est pas que nous nous proposons de faire un exposé complet de ces effets, et de les discuter les uns après les autres. Un tel exposé et une telle discussion seraient en dehors de notre sujet. Nous nous attacherons spécialement à l'étude des effets de la saisie-arrêt sur le paiement, et de cette grave question de l'indisponibilité qui résulte de l'exploit d'opposition. La solution à donner à ce problème est la seule qui nous intéresse. Elle seule établira que la limitation des effets de la saisie-arrêt était une mesure pratique, rendue nécessaire par les inconvénients qui résultaient, pour la saisie-arrêt, de cette solution. Nous ne saurions, toutefois, préalablement à notre discussion, passer sous silence la plupart des principaux effets produits par l'exploit d'opposition lui-même, pris indépendamment de la procédure qui en est la suite. Il est à remarquer qu'aucun texte du code

de procédure civile ne traite de ces effets ; le titre VII du livre V de ce code consacré à la saisie-arrêt, dit bien en vertu de quel titre ou de quelle autorisation, on peut pratiquer cet exploit, ce qu'il doit contenir, dans quelles conditions il doit être signifié, toutes questions que l'on peut qualifier de forme ; mais il n'aborde en aucun de ces textes, la question de fond relative aux effets juridiques de cet exploit. Il va nous falloir, à ce sujet, avoir recours aux textes du Code civil : et, encore, ne trouvons-nous dans ce Code, que trois articles ayant trait à ces effets : l'Art. 1.242 en ce qui concerne le paiement, l'article 1.298 en ce qui concerne la compensation, et l'article 1.944 en ce qui concerne le dépôt.

Il serait à désirer qu'une matière aussi importante, et aussi féconde en conséquences juridiques que celle des effets de cet exploit d'opposition, qui est d'un usage si courant dans la pratique, soit étudiée en un texte législatif spécial ; et, avant de penser à la limitation de ces effets, il aurait été bon de les établir d'une façon précise dans une loi. Certains de ces effets, il est vrai, sont très nettement établis par l'application de dispositions du Code ; mais combien d'autres ont donné lieu, dans la pratique, à des discussions et à des controverses sans fin, au cours desquelles la jurisprudence s'est montrée indécise.

Pour énumérer la plupart des effets de l'exploit de saisie-arrêt, il est bon de rappeler que la saisie-arrêt met en présence trois personnes, qui primitivement n'ont aucun lien de droit commun, et affecte des créances absolument indépendantes l'une de l'autre.

PARAGRAPHE PREMIER

Effets de l'exploit d'opposition au regard du saisi.

La créance saisie demeure le gage commun des créanciers.

Nous allons voir quels effets résultent de l'opposition, en ce qui touche chacun de ces individus ; et, tout d'abord, à l'égard du saisi, celui qui est le principal intéressé, celui contre lequel la procédure est directement dirigée.

§ 1

Il semble que l'exploit d'opposition, quoiqu'il ne lui soit pas signifié directement, doive faire courir contre lui les intérêts moratoires de la créance pour sûreté de laquelle la saisie-arrêt est pratiquée. La presque unanimité des auteurs lui refusent cet effet. Cette solution se comprenait, lorsqu'une demande judiciaire était nécessaire pour faire courir ces intérêts moratoires. Mais la modification apportée par la loi du 7 avril 1900 à l'Art. 1.150 du Code civil, les fait courir du jour de la sommation de payer. Et, bien que l'on ne puisse guère reconnaître le caractère d'une mise en demeure à un acte qui ne touche pas directement le débiteur, ne serait-il pas raisonna-

ble d'assimiler à une sommation, cet exploit qui, s'il n'est pas délivré en mains propres du saisi, l'atteint cependant d'une manière efficace? Il faut remarquer, d'ailleurs, que le premier exploit qui touchera directement le saisi, et, par lequel il sera averti de l'opposition pratiquée à son encontre, constituera contre lui une véritable demande judiciaire qui contiendra assignation en paiement, s'il n'y a déjà un titre contre lui. Aussi, dirons-nous que rien ne s'opposerait à ce que l'exploit seul de saisie-arrêt fasse courir contre le saisi les intérêts moratoires de la créance du saisissant. Ce dernier, en effet, fait plus que de lancer contre son débiteur une simple mise en demeure ; il a, non pas appréhendé, mais immobilisé entre les mains d'un tiers, la chose appartenant à son débiteur. Du reste, la solution à donner à cette question, offre peu d'intérêt pratique. On sera obligé de faire courir les intérêts, s'ils ne courent déjà, du jour de la dénonciation de l'opposition, qui contiendra, en ce cas, demande en paiement de la créance pour laquelle la saisie-arrêt est pratiquée ; et, aux termes de l'article 563 du code de procédure civile, cette dénonciation devra être délivrée dans la huitaine du jour de l'exploit d'opposition. La discussion ne porte donc, en réalité, que sur quelques jours d'intérêts, et, il faudra envisager une somme bien importante, pour que ce point présente de l'importance.

§ 2

Si on fait courir contre lui les intérêts moratoires de sa dette à raison d'un exploit qui ne lui a pas été signalé à lui-même, le saisi ne va-t-il pas, par contre, profiter de ce même exploit quoiqu'il y ait été, pour ainsi dire étranger ? Il est indéniable, en effet, que l'exploit d'opposition interrompt,

contre le tiers-saisi, au profit du saisi, la prescription qui courait au profit de celui-là. Un ancien arrêt s'en était décidé que la saisie-arrêt n'interrompait pas la prescription, par le motif : « que la saisie-arrêt ne constitue qu'une mesure conservatoire et nullement une demande judiciaire qui mette en demeure pour le paiement des intérêts, et qui soit de nature à interrompre la prescription. » Cette décision n'a pas eu d'écho en jurisprudence. On ne saurait voir en effet, ainsi que nous l'avons établi, en la saisie-arrêt, une simple mesure conservatoire. Troplong, a d'ailleurs, condamné le principe de cet arrêt en ces termes : « Le droit du créancier entre dans son exercice plein et régulier, et il serait absurde de prétendre que des diligences aussi efficaces, dont le terme est la vente du mobilier et la distribution du prix, ne sont pas une voie d'interruption. »

Sans nous lancer dans toutes les discussions relatives à cette question, qu'il nous suffise d'énoncer le principal obstacle qui a été opposé à la solution admise : l'exploit n'émanant pas du créancier, et étant même dirigé contre lui, comment la prescription a-t-elle pu être interrompue à son profit ? Cette objection a été formulée en d'autres termes par MM. Aubry et Rau, qui, personnellement auraient voulu que la prescription ne fut interrompue que dans la mesure où elle profite au créancier saisissant, sans que le débiteur saisi puisse d'ailleurs, s'en prévaloir. Ils déclarent : « L'interruption civile de la prescription ne profite, en général, qu'à celui dont elle émane et à ses ayants droit ; et, réciproquement, elle ne peut être invoquée que contre celui à l'égard duquel elle a été opérée, et contre ses ayants droit. » Mais, MM. Aubry et Rau fournissent eux-mêmes la réponse à la difficulté

{1) Bordeaux, 13 Mars 1828. D. 28. 2. 212.

soulevée. En effet, il n'est dit nulle part que le droit d'interrompre la prescription soit exclusivement attaché à la personne du créancier ; ses créanciers ont donc le droit de l'interrompre à sa place en vertu de l'Art. 1.166 du Code civil ; et, le saisissant ne fait pas autre chose, en signifiant l'exploit d'opposition au tiers-saisi ; quoi faisant, on doit lui reconnaître la qualité d'ayant droit du débiteur saisi. S'il est vrai, dit Roger à cet égard, (1) que c'est dans son intérêt, que le créancier saisissant a pratiqué la saisie, il est également incontestable qu'il n'a pu agir qu'au nom de son débiteur, le saisi, et que, dès lors, ce dernier peut se prévaloir de tout ce qui a été fait par le saisissant, son ayant cause. Et Chauveau dit, de son côté, qu'on ne peut contester la qualité du saisissant pour cet objet, puisqu'il ne fait en cela, qu'exercer les droits de son débiteur. C'est d'ailleurs la solution qui s'impose en face des termes si formels de l'article 2.244 du code civil, ainsi conçu : « Une saisie signifiée à celui qu'on veut empêcher de prescrire, forme l'interruption civile ». Cet article n'impose aucunement, comme condition à l'interruption civile, que ce soit le créancier lui-même qui fasse délivrer la saisie. Un jugement du tribunal de Limoges (2) confirme cette opinion en ces termes : « La saisie ne peut perdre sa valeur interruptive parce qu'elle n'émanait pas du créancier lui-même, la loi n'ayant fait à cet égard aucune distinction ». Il faudra même décider que l'exploit d'opposition produira l'interruption de la prescription au profit du saisi, indépendamment de sa validité. L'article 2244 attribue l'effet interruptif à la simple saisie signifiée, et aucun texte ne met comme condition, à cet effet, la dénonciation de cette saisie. Le saisissant profitera, lui-même, de l'interruption de

(1) Traité de la saisie-arrêt, p. 460, n° 451.

(2) Limoges, 1^{er} Déc. 1899. Droit, 16 Mai 1900.

la prescription qu'il a produite en agissant au nom de son débiteur. Par suite de cette interruption, la créance du tiers saisi, qui lui sert, pour ainsi dire, de gage, et qui peut-être allait être prescrite au profit de celui-ci, va continuer d'exister et lui procurer le moyen d'opérer, dès qu'il aura obtenu une décision de justice, le recouvrement de sa créance.

§ 3

Si l'exploit de saisie-arrêt produit ces effets, en ce qui concerne les intérêts et la prescription, il ne dépouille pas le débiteur saisi de la propriété de la créance. Cette créance reste dans son patrimoine ; elle y demeure le gage commun de ses créanciers (Article 2093 du Code civil). Nous aurons à enregistrer des conséquences de ce principe, pour refuser au saisissant, tout privilège sur la créance saisie-arrêtée, et pour admettre les créanciers opposants postérieurs à un paiement partiel, à concourir sur la somme demeurée entre les mains du tiers-saisi. Mais, dès à présent, nous pouvons en déduire que le débiteur saisi conserve le droit de prendre, à l'égard de son débiteur, toutes les mesures conservatoires que peut lui dicter son intérêt. Il peut poursuivre ce débiteur, prendre contre lui un jugement de condamnation, requérir contre lui une inscription hypothécaire. Le tiers saisi ne pourra éviter ces poursuites, ou ces mesures prises contre lui, sous le simple prétexte qu'il existe entre ses mains une saisie-arrêt qui le met dans l'impossibilité de payer à son créancier. C'est que la saisie-arrêt n'empêche pas, comme nous le verrons le tiers-saisi de se libérer. C'est qu'il lui reste

un moyen de le faire en consignait à la charge des oppositions. Ce principe a été consacré ; 1° par un arrêt de la Cour de Limoges du 4 février 1847 (1) qui déclare formellement « qu'une saisie-arrêt, même valable et fondée, ne dépouille pas le débiteur saisi, tant qu'un jugement n'a pas ordonné que le tiers-saisi viderait ses mains dans celles du saisissant; qu'ainsi, la partie saisie conserve, malgré la saisie-arrêt ses droits et sa liberté d'action contre le tiers-saisi » ; 2° par un jugement du tribunal de Limoges précité, qui statue que : Les saisies-arrests mises aux mains des tiers-saisis, n'enlèvent pas au saisi le droit de prendre toutes mesures pour la conservation de ses droits contre les tiers-saisis ; que le saisi est également en droit de contraindre les tiers-saisis, entre les mains de qui les sommes saisies pourraient périlcliter, sinon à les verser en ses propres mains, du moins à les consigner à la charge des oppositions mises à son préjudice ». Et, d'ailleurs, le débiteur saisi peut avoir un grand intérêt à exercer des poursuites contre son propre débiteur, quoique celui-ci ne puisse se libérer valablement entre ses mains ; non pas pour interrompre la prescription contre lui, puisque nous avons vu que cette prescription était interrompue par l'exploit d'opposition lui-même, mais pour éviter qu'il ne devienne insolvable. Par une mesure habilement prise, il va le contraindre à consigner le montant de ce qu'il lui doit à la caisse des dépôts et consignations ; et, ces sommes vont se trouver en lieu sûr, à l'abri des hasards et des fluctuations de la fortune du tiers-saisi, qui, en cours d'instance, pourrait tomber en déconfiture ou en faillite s'il est commerçant. Ne faut-il pas penser aussi aux supercheries dont peut être capable ce tiers-saisi, principalement lorsque c'est un débiteur

(1) D. 47. 4. 431.

aux abois ? Peut-être pour se donner à lui-même des délais, ou pour trouver le temps de détourner toutes ses ressources, il va provoquer, soit de la part d'un créancier de son créancier, soit même de la part d'un compère qui simulera une créance, une saisie-arrêt entre ses mains. C'est alors que l'intérêt du saisi à prendre toute mesure pour conserver son droit de créance, se fait surtout sentir. L'arrêt sus visé de la Cour de Limoges déclare à ce sujet : « Attendu que si la « saisie-arrêt pouvait empêcher les poursuites de la partie-saisie, et, par suite, la consignation, ce serait un moyen facile ouvert aux débiteurs obérés ou de mauvaise foi, qui, pour gagner du temps, trouveraient toujours le moyen de faire jeter entre leurs mains une saisie-arrêt bien ou mal fondée ».

Devant des intérêts aussi indiscutables, la jurisprudence ne pouvait que concéder cette faculté au débiteur saisi, qui d'ailleurs demeure propriétaire. Mais il va en résulter que le saisissant ne saurait être responsable des causes d'insolvabilité du tiers-saisi qui surviendront pendant la procédure de saisie-arrêt. C'est ce que la Cour de cassation a décidé dans son arrêt du 26 juillet 1836 (1). « Attendu, dit cet arrêt, que le créancier qui forme des oppositions contre son débiteur, use d'un droit légitime ; qu'il n'est point tenu de discuter les tiers-saisis à peine d'être responsable des deniers saisis ; que le débiteur n'est pas dépouillé de la faculté d'agir ; qu'il a le droit de forcer les tiers-saisis de payer dans les mains du saisissant, s'il n'existe pas d'obstacle à ce paiement, ou de déposer à la charge des oppositions ; que s'il éprouve quelque préjudice par la perte des deniers saisis, c'est par sa faute et par son inaction volontaire ».

(1) D. 37. 1. 35.

§ 4

Si le saisi demeure propriétaire des sommes ou objets saisis, la saisie-arrêt n'en opère pas moins une espèce de dessaisissement partiel à son égard. « Cette saisie opère, en effet, une sorte de main-mise judiciaire sur les valeurs qui en sont l'objet, et, la partie saisie n'a plus la liberté de disposer de ces valeurs au préjudice du saisissant » (1). Donc, pour tout acte relatif à la créance saisie, il suffira d'examiner le point de savoir s'il peut nuire au créancier saisissant ; et, il ne sera interdit au débiteur saisi que s'il porte préjudice à l'opposant, et, dans la mesure de ce préjudice. De ce principe consacré par l'article 1242 du Code civil, en ce qui concerne le paiement, et que nous étudierons par la suite, il faut déduire : 1° que le débiteur saisi ne peut, au préjudice de la saisie-arrêt, faire à son débiteur tiers-saisi, une remise gratuite de la dette ; c'est là une conséquence de ce qu'il ne peut, au préjudice de cette saisie, recevoir le paiement de ce que lui doit son débiteur ; faire gratuitement remise d'une dette, c'est renoncer à son paiement ; et, ne peut renoncer à ce paiement que celui qui pourrait le recevoir valablement. Il faut toutefois excepter de cette prohibition les cas où la remise de la dette est imposée au débiteur saisi, et, où il ne pourrait pas s'y opposer : un débiteur saisi est, par exemple, contraint d'admettre le dividende concordataire, en cas de faillite du tiers-saisi, et de concordat voté par l'assemblée des créanciers de ce dernier, et, le saisissant ne saurait se plaindre de ce fait qui est demeuré indépendant de la volonté du débiteur saisi. Roger dit à ce sujet (2) : « Le paiement que le tiers-saisi

(1) Orléans, 26 Janv. 1864. D. 64. 2, 68.

(2) Traité de la saisie-arrêt, p. 449, n° 435.

ferait au saisi, ne libérerait pas le premier, lors même que le dernier lui ferait remise de la dette, à moins que cette remise ne fut forcée ; tel serait le cas ou le tiers-saisi tomberait en faillite, et où il obtiendrait un concordat de ses créanciers. Le saisi serait alors contraint d'accéder à cet acte, et, la remise qu'il contiendrait, lierait le saisissant » ; 2° que le débiteur saisi ne saurait par un arrangement, pris avec le tiers-saisi, ou avec un tiers, nuire aux droits du saisissant. Il a été décidé par la Cour de Cassation dans cet ordre d'idées (1), que l'usufruitier qui a une saisie-arrêt entre les mains, pratiquée sur le nu-propriétaire, ne peut, au mépris de cette saisie-arrêt, prendre avec le saisi, des arrangements ou effectuer entre ses mains des paiements ayant pour effet de le libérer de l'obligation de restituer à la fin de l'usufruit, la somme qui y était soumise. « Attendu, dit cet arrêt, que si le jugement, qui a déclaré la veuve Soulzer déchu de la dispense de caution, est antérieur à la saisie-arrêt, il ne saurait résulter de cette circonstance que les actes des 23, 25 avril et 15 juin 1881 postérieurs à cette saisie (ceux qui contenaient les arrangements), soient opposables à la saisissante ». La Cour de cassation avait admis le même principe dans un arrêt du 5 janvier 1857 (2). Dans l'espèce, le saisi, bailleur, s'était, pour se soustraire aux effets d'une saisie-arrêt pratiquée entre les mains de ses locataires, substitué un tiers en qualité de principal locataire par un bail sous signatures privées, qui avait été déclaré nul, comme entaché de fraude à l'égard du saisissant. La Cour déclare que l'arrêt attaqué a décidé à bon droit que ce bail ne pouvait être opposé au saisissant. Il ne faudrait pas cependant, que le saisissant veuille rejeter, comme faite à son préjudice, toute cause de réduction de la dette du tiers-

(1) Cassation, 11 janvier 1888. D. 89. 1. 53.

(2) D. 57. 1. 217.

saisi, même quand cette réduction, subie depuis la saisie-arrêt, dérive de conventions antérieures à cette opposition (1). 3° que le débiteur saisi ne peut au préjudice de la saisie-arrêt, opérer une novation de sa créance contre le tiers-saisi. Si, donc, la nouvelle créance offrait au créancier saisissant les mêmes garanties que la créance primitive, celui-ci n'aurait aucun intérêt à critiquer la novation qui deviendrait possible ; 4° que le débiteur saisi ne saurait, au mépris d'une opposition, accorder au tiers-saisi, un terme qui peut être considéré comme une remise partielle de la dette.

Il ne faudrait pas pousser trop loin ces conséquences du principe que le saisi ne peut plus de son fait, préjudicier aux droits du saisissant.

On ne saurait par exemple, refuser au débiteur-saisi le droit de contracter de nouvelles dettes. Le débiteur n'est pas dépossédé par l'effet de la saisie-arrêt ; sa créance demeure dans son patrimoine ; elle doit rester le gage commun de tous ses créanciers, l'origine de leur créance fût-elle postérieure à une saisie-arrêt qui n'a pas exproprié leur débiteur. Un arrêt de la Cour d'Orléans du 22 janvier 1864 précité, est formel à cet égard : « Attendu, toutefois, qu'il n'est pas interdit à la partie saisie de contracter de nouvelles dettes, ni surtout d'en reconnaître d'anciennes ; que, dans les deux cas, les biens du débiteur étant le gage commun de ses créanciers, les tiers avec lesquels le saisi aurait contracté depuis la saisie-arrêt, pourraient atteindre les valeurs saisies-arrêtées, tant que l'appréciation judiciaire n'en aurait pas été consommée au profit du saisissant ». On ne saurait suivre, à ce sujet, l'opinion émise par M. Boitard qui déclare (2). « que ce serait

(1) Cassation, 10 Janv. 1859, D. 59. 1. 34.

(2) T. II, p. 221.

de la part du saisi disposer de la créance au préjudice de l'opposant, que de conférer à de nouveaux créanciers, en s'obligeant envers eux, le droit de concourir avec le saisissant sur les deniers saisis ». La saisie-arrêt ne frappe, en effet, le saisi d'aucune incapacité de contracter. La solution de Boitard serait, d'ailleurs, en formelle contradiction avec le principe de l'Art. 2.093 du Code civil, aux termes duquel, les biens du débiteur, se partagent également entre ses créanciers, s'il n'y a entre eux des privilèges et des hypothèques ; or, nous verrons que le fait d'être le premier saisissant ne confère aucun droit de préférence.

Il n'y a pas lieu d'appliquer aux créanciers du saisi dont la créance a une origine plus récente qu'une saisie-arrêt, la distinction établie par certains auteurs, distinction qui ne saurait s'appliquer qu'au tiers-saisi, à raison des obligations nées contre lui, au profit du saisissant, du fait de l'exploit d'opposition. Pour les dettes contractées par le saisi à l'égard du tiers-saisi, depuis la signification de l'opposition à ce dernier, celui-ci, comme nous le verrons, ne pourra les opposer en compensation. Mais il ne pourra, non plus, venir en concours pour elles, avec les opposants, lorsque ces créances seront nées d'un fait volontaire de la part du saisi ; si, par exemple, le tiers-saisi lui a prêté de l'argent. Le tiers-saisi pourrait, au contraire, venir en concours pour elles, avec les opposants, quand ces créances auraient pour cause un fait indépendant de la volonté du saisi. La raison de cette distinction se trouve, d'abord, dans l'obligation de ne pas payer imposée au tiers-saisi ; obligation qui fait que celui-ci doit d'abstenir de tout acte pouvant préjudicier à l'opposition qu'il a reçue. On peut encore en donner comme motif que, sans cette solution, la fraude serait trop facile au détriment des créanciers opposants. Le tiers-saisi pourrait toujours

simuler un prêt assez fort, pour absorber toute la créance saisie-arrêtée. Chauveau qui voudrait appliquer la distinction établie à l'égard du tiers-saisi, à tous les créanciers du saisi postérieurs à une saisie-arrêt, en donne la raison suivante : « Si le débiteur saisi pouvait en consentant de nouvelles obligations, depuis la saisie, conférer des droits sur les sommes arrêtées, ce serait les aliéner en quelque sorte, les transférer au préjudice du créancier saisissant, puisque le gage de celui-ci en serait diminué. Mais si la nouvelle créance doit son origine à un fait indépendant de la volonté des parties, elle devra concourir, quoique postérieure à la saisie, avec celles qui lui sont antérieures, parce qu'on ne peut pas dire, dans ce cas, que le saisi ait violé l'obligation où il était de ne plus disposer de la créance arrêtée ». Cette opinion de Chauveau, qui se rapproche fort de celle de Boitard, nous semble contraire aux deux grands principes établissant : 1° que le saisi n'est pas dépossédé par la saisie-arrêt, que, par conséquent la somme arrêtée demeure dans son patrimoine le gage commun de ses créanciers, principe que nous avons déjà visé ; 2° que le saisissant ne saurait, conséquemment, exercer aucun droit de préférence sur la somme saisie-arrêtée. En ce qui concerne le tiers-saisi, l'opposition crée contre lui, à l'égard du saisissant, des obligations qui permettent à ce dernier d'exercer un droit de préférence quand le tiers-saisi a, par son fait, contrevenu aux obligations dont il est tenu.

Mais nous admettons plus volontiers l'idée de Chauveau qui voudrait que la saisie-arrêt prive le débiteur saisi de la faculté d'aliéner la créance saisie au profit d'un tiers, par le motif que ce serait faire disparaître le gage dont la saisie-arrêt est destinée à assurer la conservation. On ne saurait, en effet, partager l'opinion des commentateurs des Pandectes Françaises qui, après avoir déclaré que le saisi peut contrac-

ter de nouvelles dettes, concluent « qu'on ne peut dire que le créancier, en cédant la créance, porte atteinte aux droits du saisissant, cette objection pouvant être faite à toutes dettes qu'il contracte, et conduisant à l'incapacité générale de s'obliger par le créancier ». Il est inexact de dire que la cession de la créance ne porte pas atteinte aux droits du saisissant ; elle y porterait une grave atteinte si elle pouvait recevoir son plein effet. Dans quelles limites doit-on restreindre l'effet de cette cession ? et quel caractère doit-on reconnaître à cette dernière, lorsqu'elle a été précédée d'une saisie-arrêt ? En un mot, quelles sont les solutions à donner à toutes les difficultés soulevées par l'existence d'une cession après une saisie-arrêt, ou entre deux d'entre elles ? Autant de problèmes, autour desquels on a bataillé depuis bien longtemps, tant en doctrine qu'en jurisprudence, sur lesquels on est loin d'être tombé d'accord, et pour la solution desquels on a proposé près de deux douzaines de systèmes.

L'étude de ces problèmes et la nomenclature de ces systèmes, sont en dehors de notre sujet. Nous nous proposons uniquement d'établir tous les inconvénients et toutes les conséquences que peut avoir, à l'égard du saisi, une saisie-arrêt pratiquée à son encontre, et cela, pour montrer comment la limitation des effets de cette saisie s'imposait.

Qu'il nous suffise de remarquer que la saisie-arrêt ne saurait frapper le saisi d'une incapacité de contracter ; mais que, d'autre part, tout acte de celui-ci pouvant nuire au saisissant doit être, sinon déclaré impossible, tout au moins réduit dans ses effets ; qu'il résulte de ces deux idées que la cession ne saurait porter préjudice au saisissant à l'égard duquel elle ne saurait valoir que comme opposition ; que, d'autre part, la cession est valable pour tout ce qui excède l'intérêt personnel de l'opposant, et, par le fait même, opposable aux saisis-

sants postérieurs à sa signification; c'est là, en matière de cession, le principe de l'indisponibilité totale et relative que nous consacrerons en matière de paiement (1).

§ 5

Si la saisie-arrêt pouvait empêcher le saisi d'aliéner la créance, elle ne saurait lui en enlever la libre administration.

La question s'est posée en ce qui concerne les loyers.

Dans l'ancien droit, et tel était l'avis de Pothier, on déclarait que le bailleur saisi ne pouvait, au mépris d'une saisie-arrêt pratiquée entre les mains d'un de ses locataires, résilier le bail de ce dernier. Par ce fait, disait-on, le saisi déchargerait le tiers-saisi de ses obligations à échoir, qui, tombant sous le coup de l'arrêt, étaient devenues indisponibles.

Aujourd'hui on admet généralement que le débiteur saisi n'est pas, dans ce cas, privé de l'administration de son immeuble, et qu'il peut consentir aux locataires tiers-saisis, la résiliation de leurs baux. En effet, si la saisie-arrêt frappe d'indisponibilité les droits nés, elle est subordonnée, quant aux droits à naître, à la condition qu'ils naîtront. Thomine s'exprime ainsi : « La saisie-arrêt ne frappe, ne saisit véritablement que ce qui est échu ; elle ne peut s'étendre à des loyers à échoir que conditionnellement autant qu'ils seront

(1) Ce principe a été consacré par les décisions suivantes : Cass. 26 Fév. 1834. D. 34. 1. 177. — Bourges, 3 Fév. 1836. D. 37. 2. 117. — Paris, 30 Mai 1835. D. 35. 2. 133. — Orléans, 11 Mai 1859. D. 59. 2. 172. — Cassation, 25 août 1869. D. 69. 1. 456. — Blois, 28 Juillet 1886. D. 87. 2. 195. — Rennes, 14 Août 1891. D. 93. 2. 246. — Dieppe, 16 juillet 1896. — Cass., 10 Janv. 1899. D. 99. 1. 136. — Seine, 30 Avril 1901. D. 1903. 2. 73. Contra : Guadeloupe, 16 Mai 1851. D. 51. 2. 244. — Cass., 12 Nov. 1877. — Caen, 15 Mai 1871. D. 72. 2. 59. — Annecy, 6 Juillet 1892. D. rep. J. S. A., n° 148.

dus, dans la supposition que le locataire continuera de jouir, et de devoir payer au même propriétaire. Celui-ci peut vendre, et, dès lors, les loyers cesseront de lui appartenir ; mais l'effet de la saisie n'empêchera point, en ce cas, que le locataire ne doive et ne paye valablement au nouvel acquéreur. Si le locataire résilie son bail, il cessera de devoir des loyers, sauf au créancier à faire une nouvelle saisie, s'il le juge à propos, aux mains du locataire qui remplacera le précédent (1). La Cour de Cassation a également décidé à cet égard (2), que le créancier qui a saisi les loyers d'une maison, n'a pas qualité pour y placer des locataires ; que ce droit appartient exclusivement au propriétaire, débiteur saisi, qui n'est dépouillé que du droit d'agir pour le recouvrement des loyers, et, non pas de celui d'administrer l'immeuble.

* * *

Il résulte de tout ce qui précède, que l'exploit d'opposition empêche le saisi de faire aucun acte qui puisse préjudicier aux droits du saisissant, mais qu'il ne lui enlève, ni la propriété, ni l'administration des créances ou objets saisis-arrêtés.

(1) T. II, p. 56.

(2) Cassation, 26 Juillet 1836. D. 37. 1. 35

PARAGRAPHE DEUX

Effets de l'exploit d'opposition au regard du saisissant.

La saisie-arrêt ne lui confère aucun privilège.

§ 1

Le saisissant, à la requête duquel l'exploit d'opposition a été délivré, ne devient pas, par le fait de cette opposition, propriétaire des deniers arrêtés (1). Cet exploit ne lui donne même aucun droit de préférence à l'encontre de ceux qui formeraient plus tard saisie-arrêt. C'est la conséquence forcée, dit Garsonnet, du principe que la saisie-arrêt ne rend pas le saisissant propriétaire des valeurs saisies-arrêtées, et, aussi des articles 2093 et 2094 du Code civil, aux termes desquels les biens du débiteur se partagent également entre ses créanciers, s'il n'y a entre eux des privilèges ou des hypothèques, qui n'existent point ici. Un droit de préférence était édicté par l'Art.178 de la coutume de Paris, en faveur du premier saisissant; cet article était conçu en ces termes. « Le créancier qui fait premier arrêter et saisir valablement ou prendre par exé-

(1) Lyon, 22 Juillet 1881. G. P. 81-82. 1. 146.

cution aucuns meubles appartenant à son débiteur, doit être le premier payé. Il dépendait de la règle et coutume générale que:meubles n'ont point de suite par hypothèque » (Art.170). En cas de vente, même par autorité de justice, la priorité du temps et la date du contrat portant hypothèque ne se considéraient pas. « Le créancier qui premier fait saisir et arrêter valablement ou prendre par exécution les meubles ou choses mobilières, comme dettes actives personnelles, appartenant à son débiteur, ou qui était premier en diligence, comme disait l'article 180, devait être le premier payé sur les deniers procédants de la vente, nonobstant toutes saisies postérieures ou oppositions qui pouvaient être formées par autres créanciers, quoique premiers et antérieurs en hypothèque, sinon en cas de privilège qui donne un droit réel de suite et vendication ou de préférence (1) ». Encore, ce droit de préférence du premier saisissant était, dans la coutume de Paris, bien restreint par l'article 179 qui disposait : qu'en cas de déconfiture, chacun créancier vient à contribution, au sol la livre, sur les biens meubles du débiteur et n'y a point de préférence ou prérogative pour quelque cause que ce soit, encore qu'aucun des créanciers eut fait premier saisir.

Le Code civil n'a pas reproduit les dispositions de ces deux articles de la coutume de Paris. Aujourd'hui, le fait d'être le premier à saisir-arrêter ne donne aucune prérogative au créancier, qui, tant qu'il n'a pas été approprié des deniers qu'il a saisis-arrêtés, se trouve toujours exposé à subir le concours de nouveaux saisissants, même pour créances nées depuis la signification de son opposition. La pluralité des saisies donne seulement lieu à contribution.

(1) Coutume de la Prévôté et vicomté de Paris, commentée par feu M^r Julien Bodeau, ancien avocat au Parlement. 1669.

Quant à la question de savoir à quelle époque le saisissant doit être considéré comme définitivement approprié des deniers saisis-arrêtés, elle est en dehors de notre sujet. Il nous faut, toutefois, retenir le principe qui refuse au premier saisissant tout droit de préférence. Nous aurons à en étudier des applications lorsque nous traiterons du principe de l'indisponibilité. Nous constaterons également que la loi du 17 juillet 1907 y déroge, en établissant au profit du saisissant un privilège pour le cas qu'elle consacre.

Le saisissant, n'ayant pas de droit de préférence sur les deniers arrêtés, ne pourra exiger du tiers-saisi, avant qu'une décision de justice soit intervenue en ce sens, le paiement, sur la somme que celui-ci doit au saisi, de ce que lui doit ce dernier. Encore faudra-t-il, pour que le tiers-saisi s'exécute sur ce jugement, qu'il y ait été partie. La caisse des dépôts et consignations qui, en qualité de tiers-saisi, avait soulevé la difficulté, a fait décider par la Cour de Cassation (1), que, n'ayant pas été partie à un jugement qui prononçait la mainlevée d'une saisie-arrêt, formée entre ses mains, elle pouvait refuser le paiement, lorsqu'on ne lui représentait pas le certificat de non opposition ni appel, encore qu'il lui fût justifié d'un acquiescement. La Cour de Cassation motive son arrêt sur ces deux principes : qu'aux termes de l'article 1351 du Code civil, l'autorité de la chose jugée ne peut être invoquée que contre ceux qui ont été parties au jugement dont on excipe; et que l'Art. 548 du Code de procédure civile, étant général et absolu, les tiers ne peuvent se constituer juges de la validité ou de l'efficacité d'un acquiescement authentique ou non, et ne doivent obéir qu'à un mandat de justice.

(1) Cassation, 15 Mars 1847. D. 48. 5. 326.

§ 2

Cependant, le saisissant peut avoir, aussi bien que le saisi, grand intérêt à ce que le tiers-saisi ne demeure pas détenteur des deniers arrêtés ; celui-ci peut devenir insolvable, et le saisissant verrait disparaître les sommes sur lesquelles il comptait pour se faire payer, et à l'égard desquelles il avait procédé à un commencement d'exécution. Aussi Roger est-il d'avis (1) que le saisissant peut aussi demander que le tiers-saisi consigne ; mais que la sommation qu'il ferait à ce dernier, à cet effet, en dehors du saisi, ne serait pas régulière. Il faut que la consignation soit demandée, sinon par le saisi, du moins, contradictoirement avec lui par le saisissant (2).

De ce que le saisissant a un intérêt né, à ce que les sommes dues par le tiers-saisi ne soient pas détournées à son préjudice, il faut encore déduire que les créanciers qui ont pratiqué des saisies-arêts au préjudice de leur débiteur, sont recevables à attaquer par la voie de la tierce opposition, le jugement de validité de la consignation faite par les tiers-saisis ou leurs ayants droit, lorsqu'ils n'ont été appelés, ni à cette consignation, ni à l'instance en validité. Ainsi jugé par la Cour de Cassation le 24 janvier 1828 (3). Roger (p. 446, n° 432) en donne pour motif : que la saisie-arêt a eu pour effet d'empêcher qu'on ne puisse disposer de la somme frappée d'opposition, que, donc, le créancier aurait dû être mis en cause, sauf en cas de déclaration affirmative non contestée ou validée.

(1) F. 444, n° 430.

(2) Caen, 25 Fév. 1846. D. 47. 2. 120.

(3) D. J. G. Tierce opposition, n° 184.

La saisie-arrêt formée par un créancier, ne lui confère pas cependant, sur les sommes saisies, un droit tel, qu'il soit nécessaire de l'appeler au jugement qui prononce, entre le débiteur saisi et des tiers prétendant avoir droit à ces sommes, sur l'étendue des droits de ce débiteur. Par suite, la Cour de Cassation a décidé, le 17 novembre 1838 (1) que le créancier saisissant n'était pas recevable à former tierce opposition à ce jugement, qu'il était réputé y avoir été représenté par son débiteur. En effet, en dehors du droit de surveillance reconnu au saisissant, et par suite duquel on lui permet de provoquer ou de surveiller la consignation des deniers saisis, ce créancier ne saurait prétendre à aucune prérogative sur la créance par lui arrêtée ; l'administration et la propriété en demeurent à son débiteur saisi ; on ne reconnaît même pas à son exploit d'opposition la faculté de faire courir les intérêts (2), et d'interrompre la prescription à son profit ; ces effets seront ceux de la dénonciation de cet exploit.

(1) D. 39. 1. 16.

(2) Voir l'observation ci-dessus.

PARAGRAPHE TROIS

Effets de l'exploit d'opposition au regard du tiers-saisi.

Sa responsabilité. - Indisponibilité de la créance.

Et, maintenant, quels effets va produire l'exploit d'opposition entre les mains du tiers-saisi ? Cette troisième personne qui paraît dans une procédure de saisie-arrêt, et qui n'a primitivement de rapports juridiques qu'avec le saisi, est incontestablement la partie qui a le moins d'intérêt à la mesure prise ; qu'il paie entre les mains du saisi, ou du créancier saisissant, peu lui importe, il faudra toujours qu'il se libère. Il ne pourrait tirer profit de l'opposition pratiquée entre ses mains, que, par suite du délai que ce fait pourrait lui procurer. Mais, nous verrons, que pour parer à une fraude possible de sa part, on lui interdit de pouvoir se servir d'un délai, quel qu'il fût, à ce sujet ; et que, saisissant et saisi peuvent le contraindre de suite à consigner.

L'effet principal et direct de l'exploit d'opposition, se pro-

duit entre les mains du tiers-saisi, du jour même où il lui est signifié. Cet exploit place sous la main de justice, les sommes que doit ce dernier, ou les objets qu'il détient, de telle sorte qu'il ne peut plus en disposer au préjudice du saisissant. En un mot, le tiers-saisi ne peut plus payer, ni entre les mains du saisissant, ni en celles du saisi, ni en celles d'un cessionnaire de ce dernier, sans engager sa responsabilité à l'égard du premier. Nous verrons plus loin, dans quelles limites le paiement lui devient dangereux, si l'opposition crée entre lui et le saisissant un quasi-contrat et avec quelles conséquences.

Nous allons examiner d'abord, s'il n'y a pas des cas bien déterminés dans lesquels, indépendamment de toute solution à donner à l'indisponibilité de ce qu'il doit ou de ce qu'il détient, le tiers-saisi peut, sans aucune responsabilité possible, effectuer un paiement.

§ 1

Tout d'abord, l'article 2 de la loi du 12 novembre 1808 déclare formellement que : « tous fermiers, locataires, receveurs, économes, notaires, commissaires-priseurs, et autres dépositaires de deniers provenant du chef des redevables et affectés au privilège du Trésor Public, seront tenus, sur la demande qui leur en sera faite, de payer, en l'acquit des redevables, et sur le montant des fonds qu'ils doivent ou qui sont entre leurs mains, jusqu'à concurrence de tout ou partie des contributions dues par ces derniers ». Donc, aux termes de cette loi, le paiement ainsi fait par le tiers-saisi, pour le contribuable, est pleinement libératoire. Mais il faut, pour que sa libération ne puisse être contestée, que les sommes soient

affectées au privilège du Trésor, et que le percepteur ait exigé le paiement dans les formes prescrites par les lois administratives, c'est-à-dire par voie de contrainte.

Un avis du Conseil d'Etat du 18 juillet 1807, approuvé le 12 août suivant, a décidé, d'autre part, que la caisse d'amortissement (aujourd'hui le Trésor) est régulièrement libérée des intérêts des cautionnements des fonctionnaires publics, du moment qu'elle a délivré ses mandats ; de telle sorte que, si entre cette délivrance et le paiement des mandats, il survient des oppositions, elle peut payer nonobstant ces saisies-arrêts (1). Cette solution a été généralisée en faveur du Trésor public. « En effet, dit M. Dumesnil (2), il ne serait pas juste que l'Etat fut exposé à des risques lorsque, ayant délivré le mandat, et ne pouvant pas connaître s'il est survenu de nouvelles oppositions, depuis sa délivrance, il aurait payé de bonne foi à la partie prenante. Les mandats, lorsqu'ils ont été soumis au contrôle, sont des titres à vue ; leur délivrance à l'ayant droit, donne au porteur la faculté de se faire payer immédiatement, sur une simple signature ou émargement ». Il n'y a que le Trésor qui puisse bénéficier de cette extension de l'avis du Conseil d'Etat du 18 juillet 1807.

Toutefois, la Cour de cassation a, par un arrêt de la Chambre des requêtes du 30 mars 1852 (3), admis, à la responsabilité du tiers-saisi, une exception qui peut être assimilée à celle édictée en faveur du Trésor, et qui, comme elle, est basée sur l'équité; elle a décidé que le paiement fait, au préjudice d'une saisie-arrêt, par le tiers-saisi, qui, éloigné de son domicile, ne pouvait avoir connaissance de la saisie-arrêt lors de ce paiement, était valable même à l'égard du

(1) Roger, p. 448, n° 434.

(2) Trésor public, n° 79.

(3) D. 52. 1. 247.

saisissant. « Attendu, dit cet arrêt, que la bonne foi de la dame Domthe, n'ayant pas été mise en doute par le tribunal, il a pu, sans violer aucun texte de loi, la relaxer des conclusions prises contre elle ».

La Cour de Cassation a depuis, par un arrêt du 13 novembre 1877 (1), consacré un nouveau cas, dans lequel le tiers-saisi échappe à toute responsabilité à l'égard du saisissant, en payant au mépris de l'opposition: celui où le tiers-saisi ne peut se libérer valablement qu'aux mains du saisi. La Cour suprême motive son arrêt par les considérations suivantes, dont nous aurons à faire état, dans la suite, pour établir que la saisie-arrêt ne saurait changer la situation primitive du tiers-saisi à l'endroit de son créancier, le saisi, et que le tiers-saisi peut toujours apporter pour échapper à toute responsabilité, une légitime justification du paiement qu'il a effectué : « Attendu, dit l'arrêt, qu'à l'égard du tiers-saisi, la saisie-arrêt est l'exercice du droit que l'article 1166 du Code civil accorde aux créanciers, d'exercer les droits et actions de leur débiteur ; que le jugement qui, en déclarant la saisie-arrêt valable, dit que les sommes dont le tiers-saisi se reconnaîtra ou sera jugé débiteur, seront par lui versées entre les mains du saisissant, en déduction ou jusqu'à concurrence du montant de sa créance, n'a d'autre objet que de mettre juridiquement le saisissant aux lieu et place du débiteur saisi, de manière à ce que le tiers-saisi puisse être libéré envers ce dernier, par le paiement qu'il fait au saisissant; mais que ce jugement ne donne pas au saisissant de droits autres et plus étendus que ceux qui appartiennent à son débiteur et qu'il est autorisé par justice à exercer à ses lieu et place ; d'où il suit, qu'il ne peut exercer ces droits que comme

(1) D. 78. I. 473.

son débiteur le pourrait lui-même, et, de manière, lorsque la créance résulte d'un contrat commutatif, à ce que, par le paiement que le saisissant réclame du tiers-saisi, celui-ci obtienne les mêmes avantages, et soit aussi complètement libéré et avec les mêmes conséquences, que si ce paiement avait été fait au débiteur saisi..... Attendu que, si aux termes de l'article 1242 du Code civil, le paiement fait par le débiteur à son créancier n'est pas valable à l'égard des créanciers saisissants ou opposants, et si ceux-ci peuvent le contraindre à payer à nouveau, il résulte du texte de cette disposition qu'elle n'est pas absolue, et que le saisissant ne peut le contraindre à payer une seconde fois que selon son droit, c'est-à-dire selon le droit qu'il exerce ou nom du débiteur saisi, et alors seulement que le tiers-saisi ne justifie pas, conformément aux Art. 573 et 574 du C. pr. civ., des causes valables de sa libération.... ; qu'en effet, le tiers-saisi, qui ne doit rien personnellement au saisissant, et auquel la saisie ne doit causer aucun grief, n'a qu'un rôle passif, et, est en droit, en payant le saisissant d'obtenir sa libération de la même manière que s'il payait à son créancier ». Dans l'espèce soumise à la Cour, les consorts Pinard et Kœnigswarter, tiers-saisis, n'étaient débiteurs du Crédit Portugais débiteur saisi, qu'en leur qualité de souscripteurs d'actions dans cette société, et, aux termes de l'Art. 48 des statuts de ladite société, faute par eux d'avoir versé, la Compagnie avait le droit d'exproprier les souscripteurs et de faire procéder à la vente des titres.

Garsonnet ajoute à ce sujet : qu'il ne faudrait pas, par application de ce principe, valider le paiement, fait au mépris d'une opposition, par un usufruitier, tiers-saisi, au nu propriétaire débiteur saisi, des sommes que cet usufruitier devait rendre au nu propriétaire, et, il cite l'arrêt de la Cour,

de cassation du 11 janvier 1888 que nous avons visé plus haut pour établir que le saisi ne pouvait, par des arrangements avec le tiers-saisi, nuire aux droits du saisissant. Nous retrouverons plus loin cet arrêt consacrant le principe de l'indisponibilité totale.

La doctrine et la jurisprudence admettent une quatrième exception à la responsabilité du tiers-saisi, en cas de paiement fait à l'encontre d'une saisie-arrêt (1) : le tiers-saisi pourrait valablement faire les paiements qui ne nuisent pas au créancier, et conserverait toujours le droit d'apporter une légitime justification de son paiement. Mais, avant d'étudier cette quatrième exception, nous allons préciser la situation dans laquelle se trouve le tiers-saisi, du fait de la saisie-arrêt.



Il demeure le débiteur de son créancier (le débiteur saisi) lequel a toujours la propriété de sa créance ; c'est toujours au profit de ce créancier qu'il est tenu par les liens de l'obligation. Normalement, tout créancier peut, quand il lui plaît, et que sa dette est exigible, réclamer de son débiteur le paiement de ce qui lui est dû. Mais la saisie-arrêt a produit une situation nouvelle ; si le débiteur-saisi est toujours propriétaire de la créance saisie, il lui est interdit, de par l'opposition, de préjudicier aux droits du saisissant ; d'autre part, un lien de droit s'est formé entre deux des personnes que met en présence une saisie-arrêt, et, qui, primitivement, étaient absolument étrangères l'une à l'autre. Le saisissant a signi-

(1) Ajouter à ces quatre exceptions, celle qui résulte de l'obligation de renouveler périodiquement les oppositions entre les mains des comptables publics ; et celle qui est la conséquence de ce qu'à défaut de contre-déclaration dans la huitaine, de la dénonciation, le tiers-saisi peut payer.

lié au tiers-saisi une injonction de n'avoir pas à se dessaisir, à son préjudice, des sommes qu'il doit au saisi, sommes qu'il a pu découvrir dans le patrimoine de ce dernier, et sur lesquelles il compte pour assurer le recouvrement de sa créance. Cette défense fait naître, entre saisissant et tiers-saisi, des rapports juridiques, qu'il ne faut pas, comme M. Chauveau attribuer à un quasi-contrat formé entre eux, la saisie n'opérant aucune novation des deux créances, mais qui n'en sont pas moins de nature à engager fortement la responsabilité du tiers-saisi.

Comment, et par quoi, la responsabilité de ce tiers-saisi va-t-elle pouvoir être engagée ? : par un paiement fait par lui nonobstant la défense qui lui a été notifiée par le saisissant.

*
* *

Nous avons exposé les cas, bien rares, dans lesquels le tiers-saisi peut impunément se soustraire à l'injonction qui lui a été faite. Nous allons examiner maintenant s'il ne pourrait s'y soustraire encore sans danger, par le paiement des sommes qui excèdent celles pour lesquelles défense lui a été faite de payer. Et, nous arrivons ainsi à l'étude de cette grosse question, qui est celle de l'indisponibilité en matière de saisie-arrêt.

§ 2

Peu de sujets ont amené autant de discussions et de controverses tant en doctrine qu'en jurisprudence. La Cour de Cassation elle-même a, dans ces vingt dernières années, cherché la voie à suivre pour y établir des données certaines. Ce n'est pas que ce sujet présente une difficulté particulière

et bien grande. Les auteurs ont, en effet, confondu comme à plaisir, l'indisponibilité de la créance saisie-arrêtée entre les mains du tiers-saisi qui intéresse le paiement, et l'indisponibilité de la même créance entre les mains du débiteur saisi qui concerne ou affecte la cession. Ce n'est pas que la situation créée par l'une soit tellement différente de la situation créée par l'autre. Mais la différence que l'on avait voulu établir entre les deux, avait amené une grande confusion des principes à y appliquer au regard de la cession ; et cette confusion se retrouve en ce qui concerne le paiement. C'était, du reste, au regard de la cession, que la plupart des lites s'étaient engagées ; et l'assimilation des deux situations se légitimait par ce fait, que le cessionnaire, en tant que la cession à lui faite par le saisi ne pouvait pas recevoir son exécution, devait être lui-même considéré comme un créancier saisissant à l'encontre du tiers-saisi et des autres créanciers saisissants. Quoi qu'il en soit, toutes ces controverses, et la multitude des systèmes qu'elles ont engendrés, sont fort regrettables ; et, il serait fort à désirer, ainsi que le déclare M. le professeur Tissier dans sa note sous l'arrêt de la Cour de Cassation du 15 juin 1898 (1), qu'un texte législatif précis vienne enfin mettre fin à toutes ces discussions. Pourquoi, préalablement à la limitation des effets de la saisie-arrêt, n'avoir pas pensé à asseoir ces effets sur des textes précis et coordonnés dans une loi d'ensemble, qui pourrait constituer un titre spécial, soit du Code civil, soit du Code de procédure civile ?

Nous avons traité de la cession, en établissant les effets d'une saisie-arrêt au regard du saisi ; nous n'examinerons ici l'indisponibilité que relativement au paiement. C'est le

(1) S. 90. 1. 401.

seul point, d'ailleurs, qui nous intéresse pour démontrer l'objet et la nécessité de la loi du 17 juillet 1907, conçue dans l'intérêt exclusif du débiteur saisi, qui lorsqu'une cession lui a fourni l'équivalent de l'excédent de la somme saisie, ne présente plus le même sujet d'intérêt.

Nous avons dit que le principal et premier effet de la saisie-arrêt était de mettre sous la main de justice les sommes dues par le tiers-saisi et d'empêcher ce dernier d'en disposer au préjudice du créancier saisissant. Donc, du jour où l'opposition lui a été signifiée, le tiers-saisi ne peut plus remettre aux mains de qui que ce soit, et jusqu'à ce qu'il ait été statué par décision de justice, les objets mobiliers qu'il détient pour le compte du débiteur saisi, même à titre de dépôt. L'article 1944 du Code civil est formel à ce sujet : « Le dépôt doit être remis au dépositaire aussitôt qu'il le réclame, lors même que le contrat aurait fixé un délai déterminé pour la restitution, à moins qu'il n'existe entre les mains du dépositaire une saisie-arrêt ou une opposition à la restitution et au déplacement de la chose déposée ». Il ne peut pas, non plus, à partir de la même époque, effectuer un paiement quel qu'il soit, aux mains de son créancier, sans engager sa responsabilité ; car ce paiement ne peut pas être effectué par lui au préjudice des droits des créanciers saisissants qui, selon leur droit, pourront le contraindre à payer à nouveau. L'article 1242 du Code civil énonce clairement ce second point : « Le paiement fait par le débiteur à son créancier au préjudice d'une saisie ou d'une opposition n'est pas valable à l'égard des créanciers saisissants ou opposants ; ceux-ci peuvent, selon leur droit, le contraindre à payer de nouveau, sauf en ce cas seulement, son recours contre le créancier ».

Avant d'aborder la question de la validité du paiement

ainsi effectué et d'étudier la nature du recours accordé au tiers-saisi, en cas de nouveau paiement, nous allons établir les cas dans lesquels ce tiers-saisi paie au préjudice d'une saisie-arrêt.

Dégageons d'abord de la discussion une première hypothèse, la plus simple, celle qui comporte l'application la plus stricte de l'article 1242 du Code civil. Une saisie-arrêt est mise entre les mains du tiers-saisi : celui-ci fait un paiement à son créancier ; si le montant des causes de la saisie-arrêt était égal ou supérieur au montant de la créance saisie-arrêtée, le tiers-saisi effectue son paiement au mépris des droits du saisissant et il pourra être contraint à payer une seconde fois. Si les causes de l'opposition sont inférieures à la créance du saisissant, le tiers-saisi n'aura payé valablement, et sans aucun risque, que l'excédent de ces causes. Si le paiement fait par lui dépasse cet excédent, il aura engagé sa responsabilité d'autant. Dans ce cas, aucune difficulté, on applique littéralement le texte de la loi.

Mais la situation semble se compliquer quand, postérieurement au paiement, et avant que le saisissant n'ait été définitivement attribué sur les sommes saisies, du montant de sa créance, de nouvelles saisies-arrests surgissent contre le débiteur saisi entre les mains du tiers-saisi.

Pourtant, rien de plus simple si on sait appliquer à cette situation, les deux principes fondamentaux qui doivent la régir. Ces deux principes qui ont été établis au cours de notre développement, sont les suivants : 1° la saisie ne dépouille pas le saisissant qui demeure propriétaire de sa créance ; celle-ci reste donc, dans son patrimoine, le gage commun de ses créanciers, gage sur lequel le saisissant ne saurait, du fait seul de la saisie, exercer aucun droit de préférence ; 2° la saisie rend le tiers-saisi responsable de tout paiement fait

au préjudice des droits des saisissants. Ces deux prémisses posées, rien de plus facile que d'en déduire les conséquences qui doivent inévitablement en découler.

Il en découle tout d'abord que le tiers-saisi, n'étant jamais certain de demeurer dans la première situation, et pouvant toujours craindre de voir surgir de nouvelles oppositions sur la somme qu'il doit, ne devra effectuer aucun paiement, quel qu'il soit, entre les mains de son créancier ; et que, par conséquent, en ce qui concerne le paiement, l'indisponibilité de la somme saisie, produite par la saisie-arrêt entre les mains du tiers-saisi, doit nécessairement être totale, pour que tous les intérêts en cause soient suffisamment sauvegardés.

L'indisponibilité totale de la créance saisie-arrêtée, qui vient d'ailleurs de l'ancien droit où le parlement de Paris l'avait consacrée par un arrêt du 8 mars 1760, résulte, du reste, clairement de tous les textes de la matière. L'article 557 du Code de procédure civile est ainsi conçu : « Tout créancier peut, en vertu de titres authentiques ou privés saisir-arrêter, entre les mains d'un tiers, les sommes et effets appartenant à son débiteur, ou s'opposer à leur remise ». Ce texte ne fait aucune distinction ; « il s'applique, dans la généralité de ses termes, à la totalité de ces sommes ou de ces effets, et c'est, dès lors, pour la totalité, que la saisie, une fois formée, produit l'arrêt qui en résulte (1) ». Tout créancier, sans égard à la quotité de la créance, peut saisir-arrêter, sans limiter le taux auquel cette faculté sera restreinte, les sommes appartenant à son débiteur, quelle que puisse être leur valeur, ou s'opposer à leur remise, et non pas seulement à la remise d'une portion suffisante, pour le remplir de ses droits. Cette manière de s'exprimer ne comporte évidemment aucune

(1) Demolombe. Traité des obligations : paiement, n° 209.

espèce de restriction ; les effets qu'elle accorde à la saisie sont, du moins à l'égard de son auteur, d'une étendue qui n'a point de bornes (1). Et, d'ailleurs, comment distinguer dans cet article, qui englobe toutes les saisies-arrêts dans la même formule, celle des sommes d'argent qui ne les frapperait qu'en partie, et celle des objets mobiliers qui les frappe nécessairement en entier (2). L'article 1242 du Code civil précité, et l'article 1298 du même code ainsi conçu : « La compensation n'a pas lieu au préjudice des droits acquis à un tiers; ainsi, celui qui étant débiteur est devenu créancier depuis la saisie-arrêt faite par un tiers entre ses mains, ne peut, au préjudice du saisissant opposer la compensation », sont, en ce point, absolument conformes à l'article 557 du Code de procédure civile, et, comme lui, ne font aucune distinction (3). L'article 1242 dit que le paiement ne peut être fait au préjudice de l'opposition, et l'article 1298 déclare que le tiers-saisi ne peut opposer la compensation au préjudice du saisissant. Il ne disent pas: le paiement du montant des causes de la saisie, ni la compensation de ces causes. Ils emploient, au contraire, le terme général, dans toute l'acception de ce mot. Il en est de même de l'article 1944 du Code civil en matière de dépôt. Ces textes défendent au tiers-saisi de faire aucun paiement, de faire valoir aucune compensation, de remettre au déposant une partie quelconque des objets qu'il détient, au préjudice du saisissant.

Monsieur le doyen Glasson (4) donne comme autre argument de l'indisponibilité totale des deniers saisis, la règle

(1) Chauveau, q. 1925.

(2) Garsonnet.

(3) En ce sens : Bordeaux, 6 Avril 1891. G. T. 11 Sept. 91. — Seine, 20 Nov. 1896. Droit 4 Fév. 1897.

(4) Edition 1902, p. 213.

fondamentale en matière d'exécution qui veut que l'objet, ou le droit, sur lequel on a mis la main de justice, devienne indisponible pour le tout. Cela ne saurait être contesté, dit-il, pour la saisie des immeubles, des droits réels immobiliers, des meubles corporels, bien qu'il puisse en résulter un préjudice considérable pour le saisi. Pour quel motif en serait-il autrement, lorsque l'exécution est dirigée contre une créance du débiteur ? On aurait pu attribuer cette différence, à la limitation possible de ces saisies prévue par certains textes, alors que rien de semblable n'existait, en matière de saisie-arrêt ; Mais la loi du 17 juillet 1907 vient justement d'apporter à cette dernière matière le texte, en ce sens, qui lui manquait.

Nous voyons, comme base à l'indisponibilité totale de la somme arrêtée, indépendamment de l'argument tiré des textes précités, et de celui qui est fourni par M. le doyen Glasson, les deux principes formulés au début de cette discussion ; et, nous disons que tout paiement fait par le tiers saisi, fût-il de l'excédent des causes de la saisie au cas de saisie-arrêt pour un intérêt moindre que la créance saisie, est de nature à porter préjudice aux droits du saisissant. Le débiteur saisi, s'il est obéré, peut être, de la part d'autres créanciers, en but à la mesure qu'a prise le saisissant ; et, s'il est solvable, il peut contracter une nouvelle dette, dont le bénéficiaire viendra peut-être, à son tour, former opposition, avant l'attribution définitive au saisissant des deniers arrêtés. Et, comme le saisissant n'est pas, par sa saisie, approprié des sommes dues par le tiers saisi qui sont demeurées le gage commun des créanciers du débiteur saisi, et sur lesquelles il n'a aucun droit de préférence, il pourra toujours, par suite du paiement opéré par le tiers saisi, ce paiement fût-il légitime en apparence, éprouver un préjudice résultant pour lui du concours qu'il devra subir des créanciers opposants postérieurs au paiement,

et qui, si ces derniers avaient des privilèges que lui-même ne possède pas, va réduire le montant de ce qu'il va toucher à une fraction très minime de la créance qu'il avait pris le soin de sauvegarder par la saisie-arrêt.

Nous avons remarqué que la plupart des discussions soumises à l'appréciation des tribunaux, principalement les plus récentes, l'avaient été en matière de cession, et, notamment, au sujet de contributions dans lesquelles des cessionnaires se trouvaient entre deux séries d'opposants. Nous étant attaché à écarter de notre discussion tout ce qui concerne la cession, nous n'avons trouvé que peu d'arrêts consacrant un principe qui n'est, du reste, plus guère contesté.

Quelques arrêts ont, toutefois, très fortement motivé l'indisponibilité totale de la créance saisie. Un arrêt de la Cour de Caen du 13 février 1882 (1) la motive en ces termes :

« Attendu qu'aux termes de l'article 2.093 du Code civil,
« tous les biens d'un débiteur sont le gage de ses créanciers;
« que l'article 557 du Code de procédure civile autorise le
« créancier à saisir-arrêter les sommes, ou effets appartenant
« à son débiteur, ce qui doit s'entendre de tout ce qui est son
« gage ; que cet article ne restreint point les droits du créan-
« cier à une partie des sommes ou effets égale à la créance
« du saisissant ;

« Attendu que l'article 1.242 du Code civil porte expres-
« sément qu'aucun paiement ne peut avoir lieu au préjudice
« d'une saisie-arrêt, à l'égard du créancier saisissant ; que, si
« le paiement, de tout ce qui excède la créance du saisissant,
« pouvait avoir lieu, ce paiement se ferait, le plus souvent,
« au préjudice de la saisie-arrêt ;

(1) D. 1883. 2. 63.

« Attendu, en effet, que la saisie-arrêt ne dépouille pas
« le débiteur saisi, de la propriété de la chose saisie, et ne
« confère au créancier saisissant aucun droit de préférence ;
« que jusqu'à la fin de la procédure il peut intervenir de nou-
« velles oppositions pour des sommes considérables sur la
« partie réservée de la créance saisie ; que le premier saisis-
« sant ne pourrait toucher, au centime le franc, qu'une partie
« minime de sa créance, ou même n'en toucher absolument
« rien, s'il se trouvait en concours avec des créances privilé-
« giées ; que le préjudice résultant pour lui d'un paiement
« partiel est donc évident. »

Un arrêt de la Cour de Bordeaux, après avoir déclaré que la décision (il s'agissait, en l'espèce, d'une ordonnance de référé qui avait autorisé le paiement de l'excédent des causes de la saisie) serait de nature à compromettre les droits de l'appelant (le saisissant), et avoir motivé sa décision sur les mêmes attendus, en ce qui concerne la possibilité, toujours menaçante pour le saisissant, de nouvelles saisies-arrêts conclut ainsi qu'il suit : « qu'une décision qui peut entraîner de pareilles conséquences, méconnaît manifestement les dispositions de l'article 557 du Code de procédure civile et des Art. 1.242, 2.092 et 2.093 du Code civil. »

On trouve même, dans les arrêts statuant en matière de cession, des motifs sérieusement établis dans notre sens. (1) Nous avons remarqué entr'autres, un arrêt de la Cour d'An-necy du 6 juillet 1892, (2) et un arrêt de la Cour d'Aix du 17 juin 1897, (3) celui-ci qui fut cassé par la Cour de cassa-

(1) Saint-Lô, 20 Février 1891. Droit, 6 Août 1891. — Cassation, 21 Mars 1853. D. 56. 1. 118. — Lille (Paix), 13 Juillet 1898. D. 1900. 2. 227. — Lyon, 24 Janv. 1895. D. 96. 2. 45. — Cassation, 11 Janv. 1888, précité.

(2) Rep. Jurisp. S. A., n° 148.

(3) D. 1900. 1. 45.

tion le 15 juin 1898, et contre lequel s'est prononcée la Cour de Nîmes, devant laquelle la cause avait été renvoyée. Nous ne citerons, que pour mémoire, l'arrêt de la Cour de cassation du 6 juillet 1899 (1) par lequel la Cour suprême semble avoir déduit, d'une façon bizarre et inattendue, l'indisponibilité absolue de l'indisponibilité totale. Nous renverrons, en ce qui concerne les fluctuations de cette Cour, qui d'ailleurs concernaient la cession, tant à la note de M. Fraissaingea (D. 1906. 2. 369) qu'à celle de M. le professeur Tissier sous l'arrêt du 15 juin 1898 (Sirey 99. 1. 401.)

Quoiqu'il résulte des principes établis que, pour que les intérêts de chacun, et principalement ceux du saisissant, soient suffisamment sauvegardés, il est nécessaire que l'effet de la saisie-arrêt relatif au paiement, se produise sur la créance entière, et que ce point ne soit plus guère contesté, notre discussion ne serait pas complète, si nous n'exposions pas les arguments fournis en faveur de l'indisponibilité partielle, encore soutenue, en matière de cession.

Les partisans de cette indisponibilité arguent, eux aussi, de certains textes : notamment de l'article 559 du Code de procédure civile, et du décret du 18 août 1807. Le premier de ces textes trouve facilement une explication autre que celle qu'on veut lui donner ; quant au second, il va nous fournir un surcroît de preuve en faveur de l'indisponibilité totale.

L'article 559 du Code de procédure civile énonce ce que doit contenir l'exploit d'opposition ; et, il dispose que cet exploit, en cas de titre, contiendra l'énonciation de la somme pour laquelle la saisie-arrêt est faite ; qu'en cas de permission du juge, l'ordonnance devra énoncer la somme pour laquelle l'opposition est faite ; et que si, dans ce dernier cas,

(1) D. 1900. 1. 484.

la créance pour laquelle on demande la permission de saisir-arreter n'est pas liquide, l'évaluation provisoire en devra être faite par le juge. A quoi bon, dit-on, cette prescription à peine de nullité, sinon pour faire connaître au tiers-saisi la somme qui demeure indisponible entre ses mains ? Et, on ajoute que cette disposition est une innovation du droit nouveau, pour remédier aux inconvénients existant dans l'ancien droit, de la faculté de saisir-arreter pour des causes à déduire ultérieurement. Nous répondons que cette disposition n'a aucunement pour motif de restreindre l'indisponibilité de la somme saisie; elle trouve aisément son application dans l'utilité manifeste qu'il y a à faire connaître au saisi, auquel l'exploit de saisie-arreêt sera bientôt dénoncé, la somme qu'il doit offrir au saisissant, pour obtenir mainlevée de la saisie-arreêt. Et, en effet, l'Art. 1.258 du Code civil exige, pour que les offres soient valables, qu'elles soient de la totalité de la somme exigible, des arrérages ou intérêts dûs, des frais liquidés, et d'une somme pour les frais non liquidés, sauf à la parfaire. Demolombe (1) dit à ce sujet « Nous comprenons que le nouveau législateur ait exigé que l'exploit de saisie contienne l'énonciation de la somme pour laquelle elle est faite, et, nous y applaudissons. C'est bien le moins, quand vous faites défense à mon débiteur de me payer, au préjudice de ce que je vous dois, que vous me disiez, en effet, ce que vous prétendez que je vous dois, et, comment et par quel sacrifice je pourrai faire lever votre défense ». Il ajoute que conclure de l'Art. 559 du Code de procédure civile, qu'il a limité l'effet de la saisie-arreêt à une partie seulement de la créance saisie, c'est violer les principes élémentaires du droit civil en matière de gage. Le gage, aux termes de l'article 2.083 du Code civil est indivi-

(1) Traité des obligations. T. IV, n° 209.

sible, c'est-à-dire qu'il affecte toute la chose qui en est l'objet, et toutes les parties de cette chose. Et, ne voit-on pas que malgré cette indivisibilité, et l'impossibilité où se trouve le débiteur d'obtenir, en payant une partie de sa dette, l'extinction pour une partie quelconque du gage, (1) l'acte constitutif de ce gage n'en doit pas moins contenir l'énonciation de la créance qu'il garantit (article 2.074 pour le gage, articles 2.132 et 2.148 4° pour l'hypothèque). Le jugement du Tribunal de Saint-Lô du 20 février 1891 précité, motivé en ce sens, dispose : « qu'il paraît conforme aux principes généraux du droit, de dire que la saisie-arrêt produit sur les valeurs mobilières, un effet analogue à celui de l'hypothèque sur les immeubles, en ce sens que, de même que l'hypothèque conférée pour une valeur déterminée, porte sur la totalité de l'immeuble engagé, de même la saisie-arrêt doit avoir effet sur la totalité de la somme saisie, et devenue ainsi le gage spécial du saisissant. » Et, voilà bien un nouvel appui à la thèse que nous soutenons.

Le décret du 18 août 1807, article 4, reproduisant les dispositions des lois du 30 mai 1793 et de pluviôse an XI porte : que les saisies-arrêts faites entre les mains des créanciers de dépositaires publics, ne vaudront que jusqu'à concurrence des causes de l'opposition. Mais, il faut voir dans ce texte, une disposition de faveur à l'égard de l'Etat, qui ne peut être suspecté de mauvaise foi. Du reste, ce texte semble bien inutile s'il n'est que la consécration d'un principe ; il s'explique, au contraire, s'il est une modification du droit existant. Demolombe, continuant l'argument d'analogie qu'il tire du gage en faveur de l'indisponibilité totale, ajoute : « Et, sans doute, de même que le gage ne vaut qu'à due concurrence de la somme déclarée dans l'acte qui doit en être dressé. » Nous

(1) 2082. C. civ. gage. — 2087 C. civ. antichrèse. — 2114 C. civ. hypothèque.

tirerons, au contraire, du décret de 1807, d'accord en cela avec l'arrêt de la Cour d'Annecy précité du 6 juillet 1892, un argument à contrario en faveur de notre opinion: « Si telle avait été l'intention du législateur, (de faire emporter à l'article 559 du Code de procédure civile une limitation des effets de la saisie-arrêt) il s'en serait expliqué expressément, comme il l'a fait pour l'espèce prévue par le décret du 18 août 1807 postérieur à la promulgation du Code de procédure civile. »

La théorie qui voit dans l'effet de la saisie-arrêt une indisponibilité partielle de la créance, s'appuie, indépendamment des deux textes précités, sur un motif autrement sérieux, motif que la loi du 17 juillet 1907 a d'ailleurs rendu sans vigueur. Elle puise ce motif dans le danger que l'indisponibilité totale va faire courir au saisi qui, peut-être, va éprouver un préjudice considérable. M. le doyen Glasson (1) fait sentir ce danger en déclarant que notre théorie conduit à admettre qu'un créancier de cent francs, pourra, par une saisie-arrêt, frapper de paralysie une créance de un million se trouvant dans le patrimoine de son débiteur. Nous répondrons avec avantage que, tout d'abord ce danger est commun à toutes les saisies ; que le législateur y avait paré par des textes formels, en ce qui concerne les autres saisies, et qu'il vient d'y parer, en ce qui concerne la saisie-arrêt, par la loi que nous avons entrepris de commenter ; que, d'autre part, on peut remarquer avec M. Garsonnet que ce danger est très souvent imaginaire, car, il est trop facile, comme le fait M. le doyen Glasson de grossir les chiffres, de montrer des sommes énormes saisies-arrêtées pour des créances minimales ; qu'il arrive très fréquemment, au contraire que la créance du saisissant est presque égale à celle du saisi ; que les intérêts et

(1) Edition 1902. F. 213.

les frais viennent s'y ajouter au cours de la saisie; et que l'intérêt du premier saisissant justifie, à lui seul, l'indisponibilité totale.

Mais, peut-on nous objecter, et les intérêts du saisi ? et ceux du tiers-saisi ? Le tiers-saisi, ainsi que nous le verrons, pourra consigner sa dette. Quant au saisi, dont les intérêts pourraient être lésés par cette consignation, nous verrons comment la loi du 17 juillet 1907 est venue à son secours, en lui permettant de contraindre le saisissant à se contenter de la consignation d'une somme arbitrée par le juge pour la sauvegarde de la créance qu'il a contre le saisi, ou de son recouvrement.

Que le tiers-saisi ne puisse rien payer sans engager sa responsabilité; c'est ce qui résulte clairement du développement qui précède ; c'est ce qui avait été admis par l'article 492 du projet de réforme du Code de procédure civile de la commission de 1865, projet que nous reprendrons, pour exprimer ensuite de notre commentaire quelques souhaits de réforme.

Mais, à l'égard de qui le tiers-saisi va-t-il être responsable ? Avant d'établir ce point, il est bon de dire un mot de la faculté qu'il a de se libérer.

§ 3

Peut-être le tiers saisi va-t-il être lésé, lui aussi, par le fait de l'opposition pratiquée entre ses mains, malgré le rôle passif qu'il va jouer dans cette procédure. Il peut avoir, en effet, un grand intérêt à se libérer pour éviter d'une part de payer des intérêts peut-être onéreux, pour échapper, d'autre part, aux risques que court tout détenteur d'objets mobiliers.

Aussi, donne-t-on au tiers saisi la faculté de se libérer, dès la réception de la saisie-arrêt, en faisant offres de ce qu'il doit au saisi dans les formes de droit commun, mais à charge de lui rapporter mainlevée de l'opposition, et, en consignait, en suite de ces offres, tout ce qu'il doit, à la caisse des consignations. Ce droit lui est reconnu par de nombreux arrêts; notamment : Riom, 17 mai 1830 ; (1) Cassation 28 décembre 1880; (2) Seine, 28 février 1900. (3) Des discussions, qui sont en dehors de notre matière, se sont élevées au sujet de cette consignation, principalement en ce qui concerne la possibilité d'offres préalables. Nous ne citerons, pour mémoire, qu'un arrêt de la Cour d'Orléans du 17 juin 1854, (4) non suivi d'ailleurs en jurisprudence, lequel, arguant de l'impossibilité pour le saisi d'accepter les offres et de l'article 817 du Code de procédure aux termes duquel la consignation volontaire ou ordonnée sera toujours à la charge des oppositions, avait décidé que le tiers-saisi devait consigner directement, et que, par suite, les offres, en cas de saisie-arrêt devaient être considérées comme frustratoires.

La consignation par le tiers-saisi a principalement été prévue par la jurisprudence, pour le cas où le saisi exercerait des poursuites contre lui. Nous avons établi que celui-ci, peut, malgré la saisie-arrêt, actionner son débiteur ; le tiers-saisi ne pourra se soustraire à ces mesures, prises contre lui, que par une consignation, laquelle, à notre avis, doit être faite de suite, les Art. 656 et 657 du Code de procédure civile, et l'ordonnance du 3 juillet 1816

(1) D. 1834. 2. 36.

(2) D. 1881. 1. 427.

(3) D. 1903. 2. 489.

(4) D. 1856. 2. 234.

n'étant applicables que lorsqu'il n'y a eu sommation, ni de la part du saisi, ni de la part du saisissant.

Que la consignation soit le seul moyen, pour le tiers-saisi, d'éviter les poursuites du saisi toujours possibles, et de les arrêter, c'est ce qui résulte des principes et de nombreux arrêts, notamment : Bruxelles, 18 novembre 1816 ; (1) Limoges, 4 février 1847 précité ; Limoges 1^{er} décembre 1899 précité ; Béziers 20 novembre 1903 (2). C'est la conséquence des principes. En effet, le saisi ne peut pas recevoir valablement; d'autre part, le tiers-saisi ne saurait se prévaloir d'une opposition pratiquée en ses mains pour obtenir un délai et refuser de remplir ses engagements. C'est, en outre, la seule solution pratique et logique devant les risques que pourraient courir, tant le saisissant que le saisi, en laissant des deniers entre les mains d'un tiers dont la solvabilité n'est pas connue, et, surtout, devant la fraude à laquelle, à défaut de cette solution, pourrait se livrer impunément le tiers-saisi. L'arrêt de la Cour de Limoges du 4 février 1847 est, enfin, très explicite à ce sujet :

« Attendu, toutefois, que le tiers-saisi ne peut valablement se libérer entre les mains du saisi, sans s'exposer à
« payer deux fois si la saisie est validée ; qu'il doit donc, lorsqu'il lui est fait de la part du saisi, sommation ou commandement de payer, faire à celui-ci un acte d'offres, dans lequel il déclarera qu'il est prêt à payer, à la charge de rapporter mainlevée de la saisie ; et consigner ensuite, dans le cas où cette mainlevée ne serait pas rapportée ; Attendu que c'est là le moyen légal et régulier, de la part du tiers-saisi, de se soustraire aux poursuites que la partie saisie

(1) D. A. 11. 629.

(2) J. des av., 1904, p. 39.

« peut diriger contre lui, en cas de non paiement ou de non
« conciliation. »

§ 4

La faculté de consigner, accordée au tiers-saisi, fait tomber toute objection qu'il pourrait faire, à la responsabilité qu'il encourt en cas de paiement. N'y a-t-il pas des cas, bien rares il est vrai, où il peut se libérer (ils ont été énumérés plus haut) ? Et, surtout, ne peut-il pas toujours apporter une justification du paiement qu'il aura fait ? La situation du tiers-saisi n'est aucunement changée, et ne saurait l'être, d'ailleurs. L'arrêt de la Cour de cassation du 13 novembre 1877, précité, l'a établi surabondamment. D'autre part, le tiers-saisi n'est tenu, à l'égard des opposants, qu'à une obligation de ne pas payer à leur préjudice, laquelle obligation, aux termes de l'article 1.145 du Code civil, doit se résoudre, en cas de contravention, en dommages-intérêts à lui infliger dans les termes des Art. 1.382 et suivants du même Code. Il en résulte que le tiers-saisi ne sera responsable qu'en cas de préjudice causé, si les opposants ont eu à souffrir de son paiement; et qu'il lui sera toujours possible d'établir que le préjudice n'existe pas ou qu'il avait un juste motif de payer. Il n'y aura pas eu préjudice pour les saisissants, si le tiers-saisi a payé un créancier qui leur était préférable, soit par privilège, soit par hypothèque: Gand, 27 juin 1896 (1). Nous pensons même qu'il faille pousser cette idée aussi loin que le fit un jugement du Tribunal civil de la Seine du 19 janvier 1894 (2), lequel admet le tiers-saisi, qui, dans un sentiment

(1) D. 1898. 2. 125.

(2) Pand. per. F., 1894. 2. 84.

d'humanité, a payé, malgré la saisie-arrêt, quelques sommes à un employé, à justifier son paiement sous le motif qu'il a fait l'affaire des opposants, en permettant, par son paiement au saisi de continuer son travail, et, par là même, de diminuer peu à peu sa dette envers ses créanciers. Il devrait en être de même, du cas où le tiers-saisi pourrait justifier que son paiement a eu pour résultat de permettre au saisi de se créer un établissement avantageux : Cassation, 18 novembre 1829. Mais, que le tiers-saisi prenne garde, car la jurisprudence décide, par contre, qu'il paye toujours à ses risques et périls, et que, s'il se fait juge, soit de la préférence du créancier qu'il paie, soit de l'opportunité de son paiement, c'est sous son entière responsabilité (1). Quoiqu'il en soit, le tiers-saisi conserve toujours le droit d'établir la légitimité de ses paiements. Ceci résulte des derniers termes de l'article 1242 du Code civil, qui impliquent que le tiers-saisi, que l'on veut contraindre à payer une seconde fois, peut contester le droit des créanciers saisissants. La loi lui réserve d'ailleurs, en cas de nouveau paiement, son recours contre le débiteur saisi, et, la jurisprudence le subroge même dans les droits et exceptions des créanciers préférables qu'il a payés, (2) sans toutefois l'autoriser à répéter contre eux (3).

§ 5

Si le tiers-saisi ne peut légitimer son paiement, soit en établissant qu'il est dans un des cas où il pouvait payer

(1) Seine, 28 Fév. 1900. D. 1903. 2. 489. — Seine, 22 Juillet 1882. G. P. 1882. 83. 2. 147. — Lyon, 24 Janv. 1895. D. 96. 2. 45. — Paris, 14 Janv. 1884. G. P. 84. 1. sup. 49. — Seine, 5 Nov. 1891. G. P. 92. 1. sup. 56.

(2) Cassation 10 Janv. 1859. D. 59. 1. 34. — Cassation 29 Déc. 1841. D. 42. 1. 11.

(3) Cassation 11 Fév. 1867.

sans responsabilité, soit en arguant d'un juste motif l'ayant amené à payer sans qu'il en résulte aucun préjudice pour le saisissant, ce dernier peut le contraindre à payer de nouveau. Ce n'est pas que le paiement fait par le tiers-saisi soit nul ; au regard du saisi, et de tous autres que les opposants, il est pleinement valable ; nous tirerons argument de ce fait pour montrer la relativité de l'indisponibilité. Ce n'est pas non plus que le paiement fait au préjudice du saisissant, rende le tiers-saisi personnellement débiteur de celui-ci, et entraîne novation de l'une ou l'autre créance : Cassation, 8 novembre 1847 (1). Le paiement n'entraîne pas novation dans la créance du saisi qui est éteinte par l'effet de ce paiement à l'égard de tous, le débiteur ayant payé à son véritable créancier. Il ne demeure, au profit des opposants seuls, qu'une action en dommages-intérêts contre le tiers-saisi qui a contrevenu à l'obligation de ne pas payer résultant pour lui de l'exploit d'opposition. Le paiement n'entraîne pas, non plus, novation de la créance du saisissant qui reste la même, et que celui-ci ne peut conserver que de la même manière qu'il aurait pu le faire si le paiement n'avait pas eu lieu (2). L'art. 1242 du Code civil qui oblige le tiers-saisi à payer de nouveau, ou plus justement à indemniser le saisissant du préjudice qu'il lui a fait éprouver de son fait, réserve, nous avons dit, le recours du tiers-saisi contre son créancier. On a beaucoup ergoté sur la nature de ce recours. Nous ne saurions y voir une *condictio indebiti*, le paiement effectué n'étant pas nul ; mais nous y verrons, sinon une *actio negotiorum gestorum contraria*, le tiers-saisi pouvant être considéré comme ayant géré l'affaire du saisi, tout au moins une *condictio generalis*, ou *sine causa*, résultant de ce qu'il y

(1) D. 1849. I. 69.

(2) Cass. 13 Nov. 1877, précité.

a enrichissement sans cause pour le saisi qui se trouve avoir touché et être libéré à l'égard du saisissant, et être de ce fait, payé deux fois. Sur les conséquences de la nature à reconnaître à ce recours, nous renvoyons à l'exposé qu'en a fait M. Garsonnet.

§ 6

Qui va pouvoir contraindre le tiers-saisi, à la suite du paiement fait nonobstant une opposition, à payer à nouveau, ou plutôt à fournir indemnité du préjudice causé et prouvé ? C'est la question du caractère absolu ou relatif de l'indisponibilité résultant de la saisie-arrêt. Il nous suffirait d'avoir établi que le tiers-saisi ne peut rien payer. Mais, notre exposé serait insuffisant, si nous ne rapportions, dans leurs grandes lignes, les raisons qui imposent la relativité de l'indisponibilité. Pour faciliter notre exposé, nous adopterons la distinction établie par Demolombe dans son traité des contrats, t. iv n° 212, et, nous supposerons d'abord un paiement total fait par le tiers-saisi ensuite d'une saisie-arrêt, et suivi lui-même d'une autre opposition. Il est évident, dans ce cas, que le paiement ne peut porter préjudice qu'au premier saisissant, lequel pourra contraindre, dans la limite de ses droits, le tiers saisi à l'indemniser. En vérité déclare Demolombe, au sujet du second saisissant : il est bien impossible que le second saisissant ait un droit d'aucune sorte ; on ne peut pas saisir une créance éteinte, qui n'existe plus. Or, par le paiement, la créance totale a été éteinte, donc la saisie pratiquée après ce paiement est nulle, ou plutôt, ne porte sur rien. Ce raisonnement qui paraît évident à Demolombe, et qui repose uniquement sur les principes exposés ci-dessus, a trouvé, mal-

gré sa force, des contradicteurs faciles d'ailleurs à réfuter. L'argument péremptoire qu'on lui oppose vient, du principe unanimement admis, que le premier saisissant n'a aucun droit exclusif, aucune préférence sur les sommes saisies, par le fait seul de l'antériorité de ses poursuites. Si, objecte-t-on, vous laissez le premier saisissant profiter seul du recours contre le tiers-saisi, vous allez porter préjudice au second saisissant qui devrait, tout au moins, concourir sur la somme mise par la première saisie sous la main de justice, et que son opposition a pu frapper à temps ; et, surtout, vous allez faire profiter le premier saisissant du paiement, qui doit simplement ne pas lui porter préjudice. Nous répondrons tout d'abord, avec avantage, que la seconde saisie est arrivée trop tard, la créance étant éteinte par le paiement consommé à cette époque ; et, que si la première saisie devait profiter à la seconde, elle devrait lui profiter pour le tout. N'avons-nous pas démontré que l'indisponibilité, qui résulte de la saisie est totale. Nous dirons ensuite que, sans doute, la saisie-arrêt ne crée pas de privilège au profit du premier saisissant, contre le second, puisque la créance demeure au patrimoine du saisi le gage commun de ses créanciers ; mais qu'il ne saurait être question ici de privilège, en effet, la créance saisie a cessé par le paiement de faire partie du patrimoine du saisi, et d'être, par conséquent, le gage commun de ses créanciers ; qu'il ne reste, à la suite du paiement, qu'une action en dommages-intérêts au profit du saisissant, action que personne ne pourra prétendre faire partie du domaine du saisi.

Demolombe, après avoir exprimé ces deux idées, combat ses adversaires par l'absurde et leur montre les conséquences inadmissibles qui découlent inévitablement de leur théorie. Nous renvoyons à sa discussion sur ce point. Nous ne rete-

nous que la dernière de ces conséquences qui amènerait le saisissant, le seul à avoir fait diligence, à ne rien recevoir du tout, pour peu que le second opposant, venant en concours avec lui, soit muni d'un privilège à lui opposer. Mais, vraiment non, conclut Demolombe, il n'est pas illogique, ni injuste, que le premier saisissant profite seul du recours : *Jura vigilantibus prosunt*. A son égard, le paiement n'a pu être fait à son préjudice; au regard du deuxième saisissant, il a pu être fait, et la créance n'existe plus pour lui dans le patrimoine du débiteur. C'est en quoi consiste précisément l'effet relatif de la saisie-arrêt. Et que l'on ne vienne pas dire que le premier saisissant a fait les affaires du second. Il a pratiqué une saisie-arrêt dans son intérêt individuel.

La solution doit être la même, en cas de paiement partiel. Ce sera, d'ailleurs, le cas de beaucoup le plus fréquent, le tiers-saisi ne devant jamais se décider à payer la totalité, fait par lequel il engagerait indubitablement sa responsabilité. Le tiers-saisi ne pourrait être amené à effectuer un paiement qu'en cas de saisie inférieure au montant de sa créance. Nous avons suffisamment établi que, même dans ce cas, le tiers-saisi s'expose, par un paiement quel qu'il soit, à porter préjudice au saisissant ; de nouvelles saisies sont toujours possibles ; et, ces saisies, par leur concours sur la somme demeurée aux mains du tiers-saisi, feront subir une perte au saisissant ; celui-ci pourra toujours recourir contre le tiers-saisi, pour la somme que ce concours lui aura enlevée.

Mais le second saisissant pourra-t-il critiquer le paiement fait par le tiers-saisi ? quel est son droit ? Le droit du second saisissant est, dans ce cas, facile à établir. D'une part, il ne peut critiquer le paiement partiel qui a été fait, car ce paiement n'a pu être opéré au préjudice d'une saisie qui

n'existait pas encore. La première saisie est, en ce qui le concerne, *res inter alios acta*. Le premier saisissant a si peu agi dans un intérêt commun, que la seconde saisie va lui nuire par le concours qui va en résulter. A l'égard de ce second saisissant, la créance saisie n'est donc plus que de ce qui restait de la créance du saisi. D'autre part, le second saisissant doit venir à contribution sur la somme encore due par le tiers-saisi qui est toujours dans le patrimoine du saisi, auquel elle est toujours due; elle est restée le gage commun des créanciers de ce dernier. Quant au droit du premier saisissant, il est déterminé par celui du second. A l'égard de ce premier saisissant, la créance totale est indisponible, et aucun paiement, même partiel, ne peut en être fait au préjudice de la saisie. Or, il est manifeste que le fait de la seconde saisie, rend le paiement partiel effectué par le tiers-saisi, préjudiciable à son égard, puisqu'il va concourir avec le second saisissant sur une somme inférieure à celle sur laquelle le concours aurait dû avoir lieu. Le préjudice qui en résulte pour lui consiste dans la différence entre le dividende qu'il aurait obtenu dans une distribution proportionnelle de toute la créance arrêtée, et le dividende qu'il obtiendra dans une distribution de la somme restée aux mains du tiers-saisi. C'est, par conséquent, de cette différence que le tiers-saisi, responsable envers lui, peut être contraint par lui de faire un second paiement. Toute cette théorie découle, à l'évidence, des termes mêmes de l'art. 1242 du Code civil qui ne donne d'action aux saisissants, contre le tiers-saisi, que, selon leurs droits. Le premier saisissant, seul, peut avoir un droit au nouveau paiement. C'est envers lui seul que le tiers-saisi était obligé de ne pas payer. Ce n'est pas qu'il faille voir dans l'obligation du tiers-saisi, qui existe au regard du premier saisissant seul, le résultat, comme le vaudrait

Chauveau, d'un quasi-contrat existant entre eux du fait de l'opposition. L'idée de quasi-contrat est exclue par le fait qu'il n'y a aucune novation des créances. Nous ne citons, que pour mémoire, l'idée émise par M. Mersier, substitut à Tonnerre, dans la *Revue pratique du droit français* (1), qui voudrait ne pas asseoir l'indisponibilité sur le texte de l'Art. 1242 du Code civil, et qui arrive, comme conclusion, à ne laisser au second saisissant que l'excédent de ce qui doit revenir au premier. Nous avons suffisamment montré, en effet, que ce n'est pas donner une préférence au premier saisissant, que de le faire recourir seul, contre le tiers-saisi. Inutile, également de réfuter l'avis de M. Duvergier (2), qui voudrait voir refuser tout droit au deuxième saisissant sur la somme arrêtée : cet avis est trop évidemment contraire aux principes, et, oublie trop que la priorité de la saisie ne donne aucun droit au premier saisissant.

(1) Année 1867. T. 23.

(2) Vente. T. II, n° 202.

APPENDICE :

Inconvénients de l'exploit d'opposition

Il résulte de tout ce qui précède, et c'est l'avis que donne la grande majorité des auteurs, que c'est de la part du tiers-saisi une imprudence de faire, au préjudice de la saisie, un paiement, même partiel, qui peut, s'il survient ensuite des oppositions nouvelles, engager sa responsabilité envers le premier saisissant. Aussi, en pratique, le tiers-saisi, toujours exposé à un recours en dommages-intérêts ou à un second paiement, ne fera, dès qu'il aura reçu une opposition sur son créancier, aucun paiement, quelle que soit la différence qui existe entre le montant de sa dette, et les causes de la saisie.

Et, nous arrivons à établir les graves inconvénients qui peuvent résulter, pour le débiteur saisi, du simple exploit d'opposition pratiqué sur lui. Car, en effet, il faut le reconnaître, bien que nous ayons fait remarquer qu'il ne fallait pas grossir les chiffres, et arguer de situations problématiques et exceptionnelles, ces inconvénients sont encore graves. L'exposé des effets de l'exploit d'opposition nous a déjà montré le saisi bien gêné, sinon dans la possession, tout au moins dans la jouissance de sa créance. L'impossibilité où se trouve le tiers-saisi de faire aucun paiement sans engager sa responsabilité le plus souvent, aggrave encore la situation. Le débi-

teur saisi, ne va plus, par suite de l'exploit d'opposition, pouvoir toucher une part, si minime soit-elle, de ce que lui doit le tiers-saisi. Mais cette créance représente, peut-être, pour lui la plus grande partie de son avoir. Si le saisi est commerçant, le tiers-saisi est, peut-être, le banquier chez lequel il a un compte courant, dans les caisses duquel il dépose son argent liquide. C'est peut-être encore un vendeur qui doit lui livrer une certaine quantité de marchandises à une date déterminée, marchandise sur la livraison de laquelle il compte absolument pour satisfaire aux engagements qu'il a pris avec ses acheteurs. Que va produire dans ce cas le simple exploit d'opposition ? Il va immobiliser les fonds entre les mains du banquier ; arrêter les marchandises entre les mains des vendeurs. Et voilà le commerce du débiteur saisi, entièrement désorganisé, complètement arrêté ; c'est, pour ce dernier une perte considérable, peut-être la faillite. Indépendamment de ce résultat, chez toutes personnes commerçantes ou non, la saisie-arrêt porte une atteinte sérieuse au crédit de celui qui en est l'objet (Rapport de M. Raynaud à la Chambre). Elle révèle, en effet, chez le débiteur saisi, un état de gêne, un embarras dont nul peut être ne se doutait. Et cette révélation cause au saisi un préjudice d'autant plus considérable que cet état de gêne et cet embarras peuvent n'être que momentanés. Nous avons remarqué que cet inconvénient rapproché à la saisie-arrêt, ou, tout au moins, à la solution que nous avons admise, et démontré comme la seule possible, en ce qui concerne l'indisponibilité de la créance saisie, était l'inconvénient devant résulter de toute procédure d'exécution. Mais, dans les autres procédures d'exécution la loi n'a-t-elle pas édicté deux dispositions destinées à en préserver le débiteur digne d'intérêt ? L'Art. 622 du Code de procédure civile porte, en effet, en matière de saisie-exécution que :

« Lorsque la valeur des effets saisis excédera le montant des causes de la saisie et des oppositions, il ne sera procédé qu'à la vente des objets suffisants à fournir la somme nécessaire pour le paiement des créances et des frais ». Et, l'article 2112 du Code civil, dispose en matière de saisie immobilière que : « Si le débiteur justifie par baux authentiques, que le revenu net et libre de ses immeubles pendant une année, suffit pour le paiement de la dette en capital, intérêts et frais, et s'il en offre la délégation au créancier, la poursuite peut en être suspendue par les juges, sauf à être reprise s'il survient quelque opposition ou obstacle au paiement. » Voilà bien deux textes limitant les effets de deux voies d'exécution, pour remédier à leurs inconvénients. Malheureusement, il n'existait aucun texte de cette nature pour la saisie-arrêt. Ne résulte-t-il pas, pourtant, de tout ce qui précède, que cette dernière est, tout autant que les deux procédures dont le législateur s'est occupé à cet effet, une voie d'exécution aux conséquences désastreuses de laquelle il était nécessaire d'apporter des limites.

La loi du 17 juillet 1907 a comblé cette lacune. Elle est conçue en ces termes : « *En tout état de cause, et quelque soit l'état de l'affaire, la partie saisie-arrêtée pourra se pourvoir en référé, afin d'obtenir l'autorisation de toucher du tiers-saisi, nonobstant l'opposition, à la condition de verser à la caisse des dépôts et consignations, ou aux mains d'un tiers commis à cet effet, somme suffisante, arbitrée par le juge des référés, pour répondre éventuellement des causes de la saisie-arrêt, dans le cas où le saisi se reconnaîtrait ou serait jugé débiteur.* »

« *Le dépôt ainsi ordonné sera affecté spécialement aux mains du tiers détenteur à la garantie des créances pour*

sûreté desquelles la saisie-arrêt aura été opérée, et privilège exclusif de tout autre, sera attribué sur ledit dépôt.

« A partir de l'exécution de l'ordonnance de référé, le tiers-saisi sera déchargé, et les effets de la saisie-arrêt transportés sur le tiers détenteur ».

Que tel ait été le but du nouveau législateur ? Comment en douter lorsqu'on lit la première phrase du rapport de M. Savary, à la séance du Sénat, du 5 juillet 1907 : « Messieurs, s'exprimait le rapporteur, il arrive qu'une saisie-arrêt est pratiquée pour une créance minime qui peut, d'ailleurs, être fort intéressante, sur une somme considérable, dépassant de beaucoup celle qui serait nécessaire pour la garantie en principal et accessoires de la créance. Le débiteur perd de la sorte, sans utilité réelle pour le saisissant, la libre disposition de capitaux, dont la privation peut avoir les plus graves conséquences pour la marche de ses affaires. C'est pour porter remède à un pareil inconvénient que la Chambre des Députés a voté, dans sa séance du 27 février 1907, une proposition de loi tendant à limiter les effets de la saisie-arrêt ».

Nous remarquerons qu'il résulte, tant du texte même de la loi, que des paroles du rapporteur au Sénat, que c'est le bien-fondé des théories que nous avons émises, qui a rendu la loi nécessaire ; et, que cette nouvelle loi est un argument *à contrario*, en faveur, sinon du caractère d'exécution de la saisie-arrêt, tout au moins de l'indisponibilité totale et de l'impossibilité de disposer qui en résulte. Il eut été inutile de limiter les effets de la saisie-arrêt, si ces effets l'avaient été déjà, de par la loi, et si le saisi avait pu tirer profit de sa créance.

La nécessité de limiter les effets de la saisie-arrêt s'est fait sentir depuis longtemps, principalement depuis que les

valeurs mobilières ont pris une extension considérable. Aussi bien avant la loi, la jurisprudence s'était ingéniée à trouver des moyens pour réaliser cette limitation. Il nous est indispensable d'exposer ces longs et laborieux efforts de la jurisprudence, avant d'analyser les dispositions de la loi que nous commentons ; cette loi, dans laquelle le législateur n'a fait que reproduire une pratique des ordonnances d'autorisation au tribunal de la Seine, n'est, en effet, que la consécration de tous ces efforts.

Aussi, pour éviter de trouver dans une loi, ce que, peut-être, le législateur lui-même, n'a pas voulu y mettre nous bornerons-nous, après avoir exposé la jurisprudence, à montrer les discussions auxquelles la nouvelle loi a mis fin.

CHAPITRE III

Des moyens employés par la jurisprudence pour limiter les effets de la saisie-arrêt

Nous avons établi que la saisie-arrêt s'opposait à un paiement, quelqu'il soit, de la part du tiers-saisi. Nous avons démontré que cette solution était la seule conforme aux principes ; décider autrement, serait compromettre gravement les intérêts du saisissant. Nous avons reconnu enfin que la doctrine de l'indisponibilité totale était la seule reçue dans la pratique, puisque le tiers-saisi devant la responsabilité qui le menace, ne se dessaisit jamais, si minimes soient les causes de la saisie-arrêt, et si légitimes soient les causes qui pourraient l'amener à faire un paiement. Notre opinion, à ce sujet, a encore été affirmée par la note si fortement documentée de M. le professeur Albert Tissier, dans le *Sirey* périodique de l'année 1898 (1), à laquelle nous ferons de nombreux emprunts au cours des discussions que nous aurons à examiner dans le présent chapitre. M. le professeur Tissier s'exprime

(1) 2. 73 à 76.

ainsi : « Par suite de cette saisie-arrêt, le tiers-saisi ne peut plus faire de paiements au préjudice du créancier qui l'a fait pratiquer ; la somme saisie va se trouver en fait immobilisée pour le tout... ; les partisans de l'indisponibilité partielle ne méconnaissent pas, en général, qu'aucun paiement ne saurait être fait par le tiers-saisi au préjudice du saisissant... ; l'article 1242 du Code civil ne paraît pas, en effet, laisser de doute sur cette solution. Elle s'impose du moment que la saisie-arrêt ne confère pas de privilège au créancier saisissant ; il en résulte forcément que le tiers-saisi ne doit rien payer ; s'il ne conservait entre les mains qu'une somme égale au montant de la créance du saisissant, de nouvelles saisies survenant amèneraient celui-ci à concourir avec de nouveaux créanciers sur cette somme. Le paiement fait par le tiers-saisi causerait au créancier saisissant un préjudice injuste, puisqu'il resterait impayé tandis que le débiteur saisi toucherait une partie de la somme saisie ». Mais il va résulter de cette solution nécessaire, et qui n'est plus contestée, de graves inconvénients pour la saisie-arrêt. Nous ne croyons pas devoir exposer à nouveau ces inconvénients, dont nous avons traité en fin du chapitre précédent, et qui nous ont servi à étayer et à justifier notre opinion sur la nature de l'exploit de saisie-arrêt. Nous nous contenterons de signaler que ces inconvénients sont encore aggravés par la grande facilité qu'a laissée le législateur aux créanciers de recourir à la saisie-arrêt. Que faut-il, en effet, pour user contre son débiteur de cette mesure, que nous considérons comme une voie d'exécution, et qui va produire des effets aussi préjudiciables au saisi ? Une simple reconnaissance sous seing-privé, ou, à son défaut, une simple autorisation du Président. Passe encore pour l'autorisation du Président, car, dans ce cas, la permission ne sera accordée qu'après un examen sérieux des pièces ;

et, il sera bien rare, vu la grande habitude et la perspicacité des présidents de tribunaux, que leur religion soit surprise. Mais, il nous semble abusif que l'on puisse procéder à un acte aussi grave que la saisie-arrêt en vertu d'une simple reconnaissance privée, qui peut être frauduleuse. Pourquoi, dans ce dernier cas, ne pas soumettre ces actes privés à l'examen du président, comme toutes autres pièces, ne pouvant être qualifiées de titre. Il est vrai qu'on nous objectera la grande foi qu'ont acquis les actes sous-seings privés ; cette objection ne nous paraît pas suffisante. Mais nous reviendrons sur ce point, dans nos conclusions, pour formuler un désir de réforme qui devrait suivre celle opérée par la loi du 17 juillet 1907.

Dans l'état actuel de notre loi, la saisie-arrêt présente, tant à raison de ses effets, qu'à raison de la trop grande facilité que l'on a d'y recourir, de graves inconvénients qui se sont fait sentir dès les premières années qui ont suivi la promulgation du Code de procédure civile, et auxquels on a senti le besoin, dès cette époque, de remédier. Un fait historique a fait encore mieux sentir combien un remède était indispensable à cette situation. En 1825, une loi était intervenue pour accorder aux émigrés une indemnité représentative des biens qui leur avaient été confisqués pendant la Révolution, et qui avaient été vendus comme biens nationaux. En raison même des événements, les personnes auxquelles cette indemnité était allouée, qui depuis plusieurs années avaient été privées, par la tourmente révolutionnaire de toutes leurs ressources, s'étaient vues dans l'obligation de contracter de nombreuses dettes, pour leur permettre de vivre ; aussi, les sommes qui leur étaient attribuées furent-elles frappées de nombreuses oppositions. C'est alors que les inconvénients de la saisie-arrêt eurent de fréquentes occasions de se manifester, et que

l'on sentit davantage le besoin d'aller plus avant dans la voie que la jurisprudence avait déjà prise.

Qui pourrait contester qu'une limitation, ou un cantonnement des effets de l'exploit d'opposition que nous avons exposés plus haut, ne fut nécessaire dès la promulgation même du code de procédure ? Ne faut-il pas s'étonner, au contraire, que pendant tout un siècle, aucune arme défensive n'ait été donnée en termes exprès, par la loi, au débiteur saisi. Une loi antérieure (et nous trouverons au cours de notre développement des désirs exprimés formellement en ce sens) aurait eu l'avantage d'éviter toutes les discussions qui ont surgi à l'occasion des expédients que la jurisprudence a été obligée d'imaginer à défaut de texte législatif. Et, que l'on ne vienne pas dire que le débiteur saisi n'a qu'à payer, pour éviter tout le dommage matériel et moral résultant d'une saisie-arrêt ; que d'ailleurs, il est généralement fautif de ne pas avoir acquitté une dette. Nous répondrons, avec M. le professeur Tissier, que, peut-être, la contestation qu'il soulève, quant à la créance du saisissant est sérieuse ; et que, peut-être, aussi, si cette créance n'est pas encore liquidée, il n'y a aucune faute à lui reprocher. Qui pourrait soutenir, d'autre part, que le débiteur saisi va trouver un secours suffisant dans les dommages-intérêts auxquels le créancier saisissant va être condamné par le Tribunal, s'il a eu l'imprudence ou l'audace de faire pratiquer indûment une saisie-arrêt ? Ne faut-il pas, en effet, une véritable faute du créancier, pour amener une condamnation en dommages-intérêts contre lui ? Et, peut-être, ce créancier n'a fait qu'user, un peu durement, du droit de saisir-arrêter, qu'on ne peut lui contester. Il a, peut-être, pour une créance minime, jeté l'embargo dans les affaires de son débiteur, en paralysant tout mouvement de fonds, entre les mains du banquier de ce dernier. Le créancier ne peut-il pas, d'autre part,

être complètement insolvable, et le débiteur saisi n'aura aucun moyen d'exécuter le jugement de condamnation en dommages-intérêts qui aura été rendu à son profit. Mais, surtout qui pourrait nier que, dans nombre de cas, la somme allouée à titre de dommages-intérêts, quelque forte soit-elle ne réparera jamais le préjudice tant matériel que moral, causé au débiteur saisi par l'opposition indûment formée à son encontre ?

Il n'est donc pas douteux que l'obligation de limiter les effets de la saisie-arrêt s'imposait impérieusement. Elle était d'autant plus nécessaire, que nous avons admis, en faveur du tiers-saisi, pour le préserver des ennuis que pourrait lui occasionner l'opposition, la faculté de consigner, faculté qui loin de servir les intérêts du saisi, conserve à l'égard de ce dernier, tous les inconvénients de la saisie-arrêt et les aggrave même. En effet, par cette consignation, le saisi qui, d'une part, n'a pas immédiatement la libre disposition de ses capitaux, voit, d'autre part, l'intérêt de sa créance réduit au taux servi par la caisse des consignations, et va être astreint, pour le retrait des sommes à lui dues, quand il aura obtenu la mainlevée de la saisie-arrêt, à des formalités qu'il n'aurait pas eu à accomplir sous ce nouveau fait.

Nous allons parcourir les expédients imaginés par la jurisprudence, à défaut de texte formel, pour arriver à cette limitation ; et, nous aurons ainsi commenté la loi du 17 juillet 1907 qui n'est, nous l'avons déjà dit, que le couronnement, ou plutôt la consécration de cette jurisprudence.

PARAGRAPHE PREMIER

Moyens imaginés par le Tribunal

§ 1

Et, tout d'abord, nous trouvons dès 1810, quatre ans presque jour pour jour après la promulgation du code de procédure civile, un arrêt de la Cour de Toulouse rapporté par Roger (1), ainsi conçu :

« Attendu qu'aucune loi n'inhibe aux juges quand ils ne peuvent d'ores et déjà statuer sur la validité d'une saisie-arrêt, d'en accorder la récréance provisoire ; qu'il est même des circonstances où l'équité et l'intérêt commun des parties l'exigent ; qu'on doit seulement exiger des juges, qu'en accordant cette mainlevée, ils le fassent avec un tempérament tel que tous les droits des parties soient respectivement ménagés ; que, dans l'espèce, le premiers juges se sont conformés à ce principe ». (Ils avaient donné mainlevée provisoire en exigeant que le saisi donne une caution).

Voilà donc, à notre avis (contrairement à ce que l'on dit couramment, que le premier remède est venu de l'ordonnance

(1) Traité de la saisie-arrêt, p. 536 ,n° 530.

d'autorisation du président) le premier expédient qui a été imaginé par le tribunal: mainlevée provisoire à charge par le saisi de fournir caution au saisissant. Garsonnet et Roger ont suffisamment démontré le vice de ce moyen, nous renvoyons à leur développement à ce sujet (1). Nous nous contenterons de constater que, contrairement à ce que dit l'arrêt dans son dernier considérant, ce procédé présente des inconvénients pour le saisissant qui, s'il a à subir le concours de nouveaux saisissants, aura, pour obtenir la réparation du préjudice qu'il aura éprouvé de ce fait, deux débiteurs à poursuivre au lieu d'un, et, par conséquent, deux procès à engager.

§ 2

Une solution très simple devait être proposée tant par la doctrine que par la jurisprudence pour limiter les effets de la saisie-arrêt : cantonner ces effets aux simples causes de l'exploit d'opposition. Et, en effet, cette solution a été proposée; un arrêt de la Cour de Paris du 31 octobre 1825 a décidé que le tribunal peut restreindre les effets de la saisie-arrêt à une somme suffisante pour garantir le saisissant lorsqu'il n'est pas suffisamment éclairé pour juger au fond; elle s'est développée, et a pris tout son essor en ce qui concerne la cession. Mais c'est le système de l'indisponibilité partielle que nous avons combattu, et sur lequel nous n'avons plus à revenir. Nous avons vu, même, que les partisans de ce système se rangeaient à notre avis, en ce qui concerne le paiement, obligés qu'ils étaient de s'incliner devant le texte formel de l'Art. 1242 du Code civil. Nous croyons devoir citer,

(1) Roger. loc. cit.

toutefois, un arrêt de la Cour de Bordeaux (1), par lequel la jurisprudence semble avoir abandonné cette idée que MM. Boulet et Dubouloz qualifient de toute arbitraire, et qui ne trouve, selon eux, nulle part sa consécration dans la loi. « Attendu que la saisie-arrêt ne crée pas de privilège au profit du premier saisissant contre les créanciers postérieurs ; que jusqu'au jugement de validité, il peut intervenir de nouvelles oppositions pour des sommes considérables, de telle sorte que le premier saisissant se trouve en concours avec d'autres créanciers opposants. Attendu, dans la cause, que si les effets de la saisie-arrêt étaient restreints à la somme de 4.500 francs, comme il pourrait survenir de nouvelles oppositions avant que le jugement ait acquis l'autorité de la chose jugée, l'appelant serait exposé à perdre une notable partie de sa créance, puisque, le cas échéant, les oppositions ne fraperaient que la somme de 4.500 francs, laquelle devrait être répartie au centime le franc entre tous les créanciers saisissants. Par ces motifs ; infirme. »

§ 3

De l'affectation spéciale — Sa nature — Sa justification

La jurisprudence, ne pouvant limiter purement et simplement les effets de la saisie-arrêt aux causes de l'opposition, et ne pouvant d'autre part prononcer mainlevée provisoire à charge de caution, a alors imaginé le système de l'affectation

(1) 15 Mai 1891. S. 98. 2. 75. Note de M. le professeur Tissier, 10^e espèce.

spéciale, procédé d'abord employé par les présidents autorisant des saisies-arêts sans titre.

Il n'y a aucun doute que le Tribunal, au cours d'une instance en validité, puisse employer ce moyen pour cantonner les effets d'une saisie-arêt ; et, du reste, dans la pratique, il a employé ce moyen. Toutefois, c'est le plus souvent au juge des référés que les parties s'adressent à cet effet ; aussi, étudierons-nous toutes les discussions nées de ce chef dans la suite de notre développement, en exposant les pouvoirs qui peuvent appartenir à ce juge tant sur la matière de la saisie-arêt en général, qu'en vertu de l'expédient imaginé par M. de Belleyme dans les ordonnances d'autorisation, pour, lui aussi, limiter les effets d'une opposition, ou plutôt parer aux inconvénients qui peuvent résulter de l'autorisation elle-même.

Nous allons, toutefois, exposer ici en quoi consiste ce moyen, et comment il se justifie en principe.

L'affectation spéciale consiste en une offre faite par le débiteur à son créancier de consigner, ou de laisser entre les mains du tiers-saisi, ou de toute autre personne constituée séquestre, somme suffisante pour assurer au saisissant le paiement de sa créance au cas où le Tribunal la jugerait bien fondée, avec stipulation que cette somme *est affectée spécialement* à la créance du saisissant, et déléguée à son profit. En compensation, le créancier donne mainlevée de son opposition en ce qu'elle frappe tout le surplus de la créance après cette affectation spéciale. Ce procédé trouve, en droit, sa justification dans la jurisprudence devenue constante depuis l'arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de cassation du 12 juillet 1853 (1), qui admit que les effets d'une saisie-

(1) D. 1853. 1. 123.

arrêt pouvaient être réglés, aussi bien par un accord amiable intervenu entre les parties, que par une décision judiciaire. Le saisi et le saisissant peuvent, pour restreindre les effets d'une opposition trop gênante pour celui-là, se livrer au jeu de toutes conventions propres à amener ce résultat. M. le professeur Tissier énumère dans sa note précitée (1), la série des combinaisons possibles, en ces termes : « Le saisi et le saisissant pourraient, en dehors de toute intervention du juge, convenir d'une cession au profit du saisissant d'une partie de la somme due par le tiers-saisi, cession subordonnée à cette condition, que la créance du saisissant serait reconnue par le Tribunal ; les sommes à toucher par le cessionnaire viendraient en déduction de sa propre créance contre le cédant ; comme conséquence de cette cession, le saisissant donnerait mainlevée de sa saisie-arrêt, et, le saisi pourrait toucher le surplus de la somme à lui due. Il peut aussi intervenir, entre le saisissant, le saisi, et le tiers-saisi, une délégation au profit du premier, soit parfaite, soit imparfaite, et soumise à cette condition de la reconnaissance de son droit. Enfin le débiteur saisi peut donner en gage au saisissant, pour sûreté de la créance de celui-ci si elle vient à être admise, une partie de sa propre créance contre le tiers-saisi ; ou bien, il peut déposer une somme en gage aux mains d'une autre personne, ou à la caisse des consignations, et, le créancier saisissant peut, moyennant ce nantissement, donner mainlevée de la saisie-arrêt. » Toutes ces conventions n'ont rien que de licite ; l'Art. 1134 du Code civil ne dispose-t-il pas que les conventions légalement formées, tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites ? Ces conventions parent, certainement, sans discussion possible, et sans léser aucun droit, aux inconvénients

(1) S. 78. 2. 73 à 76.

de la saisie-arrêt. En cas de cession, le débiteur pour toucher le montant de sa créance sous déduction de la somme cédée ; le créancier acquiert un droit exclusif, au regard des tiers, en se conformant à l'art. 1690 du Code civil. En signifiant au tiers-saisi la cession qui lui a été faite, ce dernier se trouve valablement libéré du montant de la cession. Quant aux autres créanciers du débiteur, qui postérieurement à la signification de la cession, pratiqueraient de nouvelles oppositions aux mains du tiers-saisi, ils se heurteraient aux droits antérieurement conférés au premier opposant. On ne saurait objecter une lésion à l'encontre de ces opposants postérieurs : d'abord, ils ne sauraient avoir aucun droit sur la somme cédée régulièrement sortie, à leur égard, du patrimoine du débiteur ; d'autre part aucun privilège n'est dans ce cas, concédé au premier saisissant à leur préjudice : une fois la cession intervenue, ce premier saisissant n'agit plus en cette dernière qualité, il agit comme cessionnaire. Rien que de légal, également dans la délégation intervenue entre toutes les parties en cause, qui sera parfaite ou imparfaite selon qu'elle aura eu lieu dans les termes de l'Art. 1275 du Code civil, ou dans ceux de l'Art. 1276 du même Code ; même certitude, dans ce cas d'obvier aux inconvénients de la saisie-arrêt. Il en est encore de même au cas de gage, si le créancier s'est conformé aux dispositions de l'Art. 2075 du Code civil. Certains ont imaginé une quatrième sorte d'accord possible qu'ils qualifient soit de paiement conditionnel, soit de paiement sous condition résolutoire. Le débiteur paie, non entre les mains du saisissant dont la créance n'est pas encore reconnue, mais entre les mains d'un tiers, ou de la caisse des consignations sequestrer, une somme suffisante qu'il affecte spécialement à la garantie de la créance du saisissant : le sequestre devient dépositaire de la somme qu'il a reçue et qu'il remettra, soit au

saisi, soit au saisissant, selon l'issue de la demande en validité. Mais pour que ce quatrième accord produise son effet, et pour que la somme payée sorte bien du patrimoine du débiteur, à l'égard des opposants postérieurs, il est nécessaire que le versement des fonds soit accompagné d'une cession conditionnelle au profit du saisissant ; aussi, faisons-nous rentrer cette quatrième combinaison dans la première.

Toutes ces conventions, possibles entre les parties, peuvent intervenir devant le Tribunal, et l'on se trouve alors en présence d'un contrat judiciaire qui n'est autre que l'affectation spéciale.

Ergotant sur la nature du contrat qui intervient entre les parties en cas d'affectation spéciale, les auteurs ont voulu voir dans ce procédé, l'une ou l'autre des conventions que nous avons reconnu possibles entre saisi et saisissant. On ne saurait le considérer comme une constitution de gage, le débiteur refusant, par hypothèse, d'admettre la créance du saisissant (sans cela il n'aurait qu'à payer), et cette constitution supposant une reconnaissance de dette par le débiteur. Comment l'assimiler, d'autre part, aux autres conventions qui impliquent un paiement extinctif d'obligation, lorsqu'on remarque que le débiteur conteste formellement la créance du saisissant, et offre simplement à ce dernier de lui garantir par un dépôt spécial le paiement de la somme pour laquelle sa créance sera reconnue par le Tribunal ? A la vérité, l'affectation spéciale constitue un contrat judiciaire, sui-generis, qui tient à la fois de la cession et du gage. L'idée de cession y est forcément impliquée pour lui permettre de réaliser son but, et éviter toute prétention de saisissants postérieurs. Mais c'est une espèce de cession qui est considérée par son auteur comme ne devant pas être définitive, et qui est affectée d'une condition résolutoire ; et, l'idée de gage viendra, en cas

d'avènement de cette condition résolutoire qui sera le rejet par le Tribunal de la demande en validité, s'ajouter à l'idée de cession pour justifier la disparition momentanée, du patrimoine du saisi, des sommes qui étaient destinées à garantir le saisissant, en cas de réussite dans sa demande contre le saisi.

L'affectation étant ainsi établie, en principe, nous renvoyons pour l'exposé des discussions auxquelles elle a donné lieu en jurisprudence, au troisième paragraphe de ce chapitre, où nous exposerons le rôle du juge des référés dans la limitation des effets de la saisie-arrêt. On s'explique facilement que ce soit à ce juge que les parties se soient adressées de préférence pour cantonner les effets d'une saisie-arrêt. La procédure des référés est toujours plus expéditive que même un incident devant le Tribunal saisi de la demande en validité ; et, le débiteur est généralement très pressé d'obtenir une solution sans laquelle il est peut être acculé à la ruine ou à la faillite.

PARAGRAPHE DEUX

Moyens imaginés par le Président

L'Art. 558 du Code de procédure civile a investi les présidents de tribunaux du droit d'autoriser les saisies-arrêts à défaut de titre. Ce droit se légitime suffisamment par la situation intéressante de certains créanciers sans titre qui, s'il n'avait pas existé, se seraient vus contraints d'assister, impuissants, à la dilapidation par leur débiteur de sommes sur lesquelles ils auraient pu compter pour se faire payer.

Les Présidents des Tribunaux autorisèrent les saisies-arrêts par des ordonnances mises au bas de requêtes à eux présentées à cet effet. Ils durent, à raison du grand nombre de demandes qui leur étaient soumises, et surtout à raison de l'importance des pouvoirs qui leur sont ainsi conférés, sentir de très bonne heure les graves inconvénients qui pouvaient résulter de la mesure qu'on leur demandait d'autoriser, et, éprouver eux-mêmes le besoin d'essayer d'atténuer, dans la mesure du possible, les effets parfois excessifs de l'opposition. M. de Belleyne a parfaitement exprimé le rôle délicat du juge en ces circonstances, et les raisons de conscience qui devaient inévitablement amener le Président à tenter le cantonnement de la saisie-arrêt : « Un refus craintif peut compromettre les droits d'un créancier légitime en laissant au débiteur le temps de soustraire le gage, tandis qu'une opposi-

tion juste prévient une perte et un procès, en forçant le débiteur à se libérer. Une permission injuste peut exposer le saisi, dont elle paralyse les ressources, à suspendre ses paiements, et aux chances d'insolvabilité de son débiteur ; elle peut lui causer souvent un préjudice irréparable... ; sans la résistance éclairée du juge, l'opposition serait une contrainte pour obtenir des sacrifices sur des prétentions peu fondées, et, presque toutes les instances commenceraient par cette exécution qui livre le saisi à toute la résistance du saisissant. »

C'est d'ailleurs ce même M. de Belleyme, qui avait si bien senti les graves inconvénients de l'opposition, que nous allons voir inaugurer, dans les ordonnances qu'il rendra sur les requêtes qui lui seront présentées, le procédé de la réserve du référé qui a soulevé tant de discussions.

Avant de voir si ce procédé est légitime, et l'analyser les longues discussions de jurisprudence auxquelles il a donné lieu, il nous faut dire un mot des pouvoirs du Président, en ce qui concerne les autorisations de saisie-arrêt.

§ 1

Le Président est, en cette matière, investi d'un pouvoir à peu près discrétionnaire, comme le dit Garsonnet : il fait acte de juridiction gracieuse, et l'exerce au mieux des droits et intérêts des parties en cause. Il peut donc refuser l'autorisation qui lui est demandée; et, il le fera s'il estime la créance insuffisamment fondée, si la mesure, à raison du peu d'importance de la créance, ou de la solvabilité incontestable du débiteur, courait le risque de se transformer en une pure mesure de vexation et d'intimidation, si le créancier est

porteur d'un titre non enregistré, et que la demande qui lui est faite a uniquement pour but de frauder le Trésor. La pratique et la doctrine avaient décidé, à ce dernier sujet, que permission pourrait être parfois accordée au cas où les droits d'enregistrement à payer seraient plus importants que la créance frappée d'opposition. Mais de récentes circulaires, émanant de l'administration de l'Enregistrement, demandèrent aux présidents de se départir de ce tempérament, pourtant plein d'équité. Le Président peut être perplexe, hésiter à accorder une autorisation entière, sans pourtant vouloir aller jusqu'à opposer à la requête un refus formel. Nul doute que, dans ce cas, il puisse prendre des moyens termes, et, n'accorder, par exemple la permission que pour partie seulement de la créance du saisissant. Il pourrait également, dans ce cas, et, c'est devenu une pratique constante au Tribunal de la Seine, où l'on n'attend même pas que le Président le réclame, mettre comme condition à l'autorisation que le saisi sera préalablement mis en demeure de s'acquitter. C'est en vertu de cette faculté, de n'accorder que conditionnellement la permission de saisir-arrêter, que M. de Belleyne a pris l'habitude d'ajouter aux ordonnances qu'il répondait, cette phrase : *« Disons qu'il nous en sera référé en cas de difficultés. »*

§ 2

De la réserve du référé dans l'ordonnance d'autorisation

Laissons tout d'abord la parole à M. de Belleyne pour justifier le moyen imaginé par lui : « Cette réserve est le remède nécessaire aux abus des oppositions, afin de pouvoir véri-

fler, par les explications contradictoires des parties, si l'autorisation sollicitée est fondée. Le Code de procédure, qui a voulu prévenir les anciens abus, n'a pu refuser tacitement le moyen le plus efficace de les supprimer ; car la procédure actuelle expose encore à bien des délais pour obtenir, en première instance, et en appel, une décision définitive. Le président est placé entre le créancier qui peut, par un refus, perdre son seul gage, et le débiteur qui peut être exposé, par une opposition injuste, à suspendre ses opérations, et à un préjudice souvent irréparable. Un débat contradictoire est le principe d'une bonne justice, et, puisqu'on ne peut appeler, avant l'opposition, le débiteur qui pourrait détourner le gage, il ne reste, pour établir ce débat, que la réserve d'en référer. L'expérience prouve que le débiteur peut souvent contester avec avantage l'existence ou la quotité de la créance, présenter de justes obstacles au paiement, sous la réserve de la mesure dite conservatoire, qui pourrait être une exécution vexatoire avant condamnation. » Que la réserve d'en référer soit d'une grande utilité pratique, personne ne l'a jamais contesté ; et, c'est du reste cette utilité qui, malgré les nombreuses objections qu'elle a soulevées, l'a fait admettre tant par la pratique que par la jurisprudence. Cette réserve pouvait être considérée comme le complément nécessaire d'une ordonnance qui requiert célérité ; car, si le président ne pouvait l'introduire de lui-même dans son ordonnance, il refuserait presque toujours d'accorder l'autorisation réclamée par crainte de nuire au débiteur, et, les créanciers se trouveraient privés d'un droit que la loi leur donne formellement, et qui présente pour eux une grande utilité. Cependant, malgré toutes les bonnes raisons exposées par M. de Belleyme, pour légitimer son innovation, la Cour d'appel de Paris refusa, au début, de la sanctionner. Le but poursuivi

était de réserver au débiteur une explication contradictoire en référé. Or, deux arrêts de cette Cour, l'un de la première Chambre du 28 juin 1833, l'autre de la deuxième Chambre du 14 août 1833, déclarent qu'il n'appartient pas au président de modifier, en référé, les effets, ou d'y statuer sur le mérite de la saisie-arrêt, que lui-même avait permise (1). Un arrêt de la Cour de Lyon du 25 avril 1856 (2) refuse également au président le droit d'insérer la réserve : « Considérant, dit-il, que l'attribution conférée par l'article 558 du Code de procédure civile au président du tribunal de première instance, consiste uniquement dans le droit de refuser ou d'accorder la permission de saisie-arrêt ; considérant que vainement on objecte que le président pouvant ne pas autoriser la saisie, peut, à plus forte raison, ne l'autoriser que d'une manière conditionnelle ; considérant que l'argument des inclusions ne trouve pas là son application logique, en ce qu'il ne s'agit pas du moins qui serait renfermé dans le plus ; que la permission de saisir-arrêter qui ne serait que conditionnelle et que le président se réserverait de pouvoir modifier ou anéantir, altéreraient complètement le caractère de l'acte que la loi a placé dans les attributions de ce magistrat ;que la permission du magistrat dans le cas de l'article 558, équivaut au titre dans le cas de l'article 557 ; que, dans ce cas, la procédure de saisie est également régulière et valable, et que, pas plus dans l'un que dans l'autre, le Président du Tribunal n'a le pouvoir d'intervenir pour restreindre la portée de la saisie, ou en supprimer le point de départ (3). Considérant, en démonstration des mêmes principes, que l'ordon-

(1) Dans le même sens : Paris 4 Juillet 1834, cité par M. de Belleyme avec les deux arrêts rapportés au texte.

(2) D. 1857. 2. 5.

(3) Bioche en ce sens.

nance de permission de saisie est un acte de juridiction gracieuse ou volontaire ; que tous les actes de juridiction doivent s'accomplir de la manière dont ils ont été institués par le législateur, en sorte que le pouvoir conféré par l'art. 558 de refuser la permission de saisie, n'entraîne pas celui de donner une permission conditionnelle ; qu'il est dans la nature des actes de juridiction, à moins que le législateur n'en ait décidé autrement, de ne pouvoir être changés, modifiés, révoqués par leurs auteurs ; que la juridiction se consomme par l'acte dans lequel le magistrat en a fait l'exercice (1). »

Nous avons cru devoir reproduire ici la plupart des considérants de cet arrêt, si fortement motivé, qui est cité par le plus grand nombre des auteurs comme constituant l'arrêt type en la matière.

Nous ne citerons enfin, que pour mémoire, un arrêt de la Cour de Rouen du 28 février 1846 (2), rendu dans le même sens.

Quelques auteurs ont également été peu indulgents à l'égard du procédé de M. de Belleyme qui, il faut bien en convenir, quoiqu'offrant de grandes utilités pratiques, n'en donnait pas moins de graves entorses aux principes stricts de la loi. Le plus dur de ces auteurs a été M. Chauveau qui a été souvent consulté, à ce sujet, par des présidents de tribunaux ; on lui faisait observer que le système proposé était le seul qui permit aux présidents d'échapper aux conséquences fâcheuses devant résulter nécessairement d'autorisations accordées à la demande et sur les seules explications de l'une des parties intéressées. M. Chauveau ne se laissa pas séduire par cet argument, tout de pratique, qui, du reste, comme nous

(1) Même sens : Montpellier 7 Avril 1854. D. 1855. 2. 293.

(2) D. 1847. 4. 413.

le verrons était loin d'être exact, et il déclare : « J'ai depuis longtemps exprimé mon opinion, je n'hésite pas à déclarer le système créé par M. de Belleyme contraire à la loi, comme l'ont dit très formellement les Cours de Montpellier et de Lyon (arrêts précités)... Dans le système fort ingénieux, mais extra légal de M. de Belleyme ...tout n'est qu'une loi, à la place de celle qui existe. » Et, Chauveau rappelant les nombreuses consultations qu'on lui a demandées, déclare, en réponse au reproche qu'on lui avait fait d'être l'antagoniste des attributions si utiles des présidents, juges du référé : « Pourquoi !... parce que pour moi, c'est un malheur social que la loi la plus défectueuse soit refaite par le magistrat, qui doit être l'esclave des dispositions édictées par le législateur ; qu'on refasse la loi si elle est mauvaise ? C'est l'œuvre du législateur et non du commentateur. » Et il ajoute : « Je suis convaincu qu'on reviendra tôt ou tard aux véritables principes de la matière. Ces erreurs capitales n'ont jamais qu'un temps. »

M. Bertin n'a pas été plus doux à l'égard de M. de Belleyme. Il déclare que la réserve du référé n'a été admise que parce que l'on croyait universellement, et M. de Belleyme avait cette croyance, que l'ordonnance sur requête se trouvant intimement unie à la mesure autorisée, on ne pouvait contester la légitimité de cette mesure, sans attaquer en même temps l'ordonnance qui l'a constituée. Nous verrons que Bertin admet une toute autre théorie; aussi répète-t-il à plaisir qu'un procédé plus pratique que la réserve du référé, pouvant parer aux inconvénients incontestables de la requête, cette réserve ne se justifie plus par sa grande utilité. Et, indépendamment de cette utilité, il affirme ne pouvoir admettre la légitimité de ce système qui méconnaît formellement la nature et les principes des ordonnances sur requête;

cette nature et ces principes exigent, en effet, que le président statue sur requête, et non en référé, et que son autorisation ne puisse être frappée d'une voie de recours ; or, la réserve du référé aboutit, d'une part, à amalgamer les éléments du contentieux avec ceux du gracieux et à laisser, d'autre part, au président la faculté de réserver à certaines personnes une voie de recours qu'il refuse à d'autres, selon son bon plaisir.

Bazot partage la même idée que Bertin, tout au moins dans son principe ; à son avis, il est de principe fondamental, touchant à l'ordre public, que le magistrat qui a statué au gracieux a épuisé tous ses pouvoirs ; et, il ne comprend pas que, par une exception inexplicable à l'égard de la saisie-arrêt, le juge puisse donner une autorisation et la retenir, statuer et se réserver de statuer autrement, proroger lui-même sa juridiction en vertu d'une simple formule. » Enfin Dalloz, dans une note sous cassation 10 novembre 1885 (1) se range à la même opinion.

Malgré toutes les raisons, bonnes pour la plupart, qui militaient, sinon pour l'impossibilité, tout au moins pour l'illégalité de la réserve d'en référer, la jurisprudence s'est laissée capter par les grands bienfaits que ce procédé répandait dans la pratique ; et, sans se demander si ce moyen était conforme à tous les principes en concours dans la matière elle l'a consacré depuis plus de soixante ans. Presque tous les auteurs, sauf ceux que nous venons de citer, se sont rangés à ses décisions. Et, nous trouvons dans le Dalloz une note toute récente, (2) qui affirme que la doctrine et la jurisprudence ne font plus de difficultés pour admettre, que le président peut autoriser une saisie-arrêt à la charge d'en référer, et, en se réservant de revenir, en tout ou en partie, sur son autorisation

(1) D. 1886. 1. 209.

(2) D. 1903. 2. 464.

en cas de difficultés. La vérité est, que depuis 1860, la jurisprudence en avait pris son parti, et s'était rangée à l'avis de M. de Belleyme. On trouve encore, depuis, des arrêts parlant de la légitimité de la réserve d'en référer ; mais ils ne l'énoncent que comme un principe admis ; ou, s'ils la motivent, c'est pour en étendre les effets quant à la durée. L'arrêt qui est considéré comme ayant consacré l'approbation par la jurisprudence de la réserve du référé, est un arrêt de la Cour de Lyon du 6 mai 1861 (1). Nous allons suivre les considérants de cet arrêt pour exposer les motifs par lesquels on a tenté de légitimer le procédé qu'il approuve. Nous trouvons absolument inutile, en effet, de rapporter toute la longue énumération des décisions que M. de Belleyme rapporte de son côté dans son traité des ordonnances sur requête et sur référé (2). Cette énumération se comprenait de la part du Maître, qui voyait avec un orgueil, bien compréhensible d'ailleurs, la jurisprudence consacrer une de ses inventions. Quant à nous, qui nous rangeons, en ce qui concerne la réserve, et toutes les discussions relatives aux voies de recours des ordonnances sur requête auxquelles elle a donné lieu, à l'avis de M. Bertin, nous n'avons plus le même motif d'embarrasser notre discussion de longues citations, dont la plupart d'ailleurs se contentent de justifier leur décision par l'intérêt pratique et cet argument négatif qu'il n'y a rien d'illégal ; ce qui, du reste, est très contestable.

« Considérant, dit d'abord l'arrêt de la Cour de Lyon, qu'en l'absence de titre, l'Art. 558 du Code de procédure civile con-

(1) D. 1861. 2. 113.

(2) Paris, 2^e ch., 28 Mai 1832. — Paris, 1^{re} ch., 2 Juin 1832. — Paris, 2^e ch., 26 Fév. 1838. — Paris, 5^e ch., 26 Juin 1833. — Paris, 5^e ch. 16 Oct. 1833. — Paris, 2^e ch., 15 Fév. 1836. — Paris, Vac., 15 Oct. 1836. — Paris, 7 Oct. 1841. — Paris, 2^e ch., 4 Mars 1841. — Paris, 3^e ch., 22 Sept. 1841. — Paris, 1^{re} ch., 15 Janv. 1841. — Paris, 3^e ch., 9 Sept. 1841. — Paris, 3^e ch., 22 Déc. 1837. — Paris, 2^e ch., 7 Fév. 1842. — Paris, 3^e ch., 12 Janv. 1842. — Paris, 3^e ch., 3 Déc. 1841. — Paris, 2^e ch., 9 Déc. 1836.

fière au président du Tribunal le droit absolu d'accorder ou de refuser la permission de saisir-arrêter. Considérant que ce droit renferme virtuellement celui de n'accorder la permission que restrictivement ou conditionnellement; qu'il appartient au président de régler l'usage du pouvoir qui lui est conféré ; qu'on ne saurait comprendre, d'ailleurs, que le moins ne fut pas contenu dans le plus, et, que le président, qui peut refuser la permission d'une manière absolue, ne puisse pas l'accorder sous les conditions qu'il détermine. » Nous réfuterons ce premier argument par le considérant ci-dessus rapporté de l'arrêt de la même Cour du 25 avril 1856. « Considérant, ajoute l'arrêt de 1861, que la condition de lui en référer n'est contraire ni à l'ordre public, ni à aucune disposition de la loi; qu'elle est souvent commandée par les plus impérieuses nécessités de l'administration de la justice ; qu'en effet, forcé de prononcer seul, sans délai, et sans débats, entre un refus qui, en laissant échapper le gage du créancier, peut avoir pour conséquence la perte de la créance même, et une permission qui en paralysant, même momentanément, les ressources du débiteur, peut le conduire à la faillite et à la ruine ; le président n'a souvent d'autre moyen pour rassurer sa conscience et éclairer sa justice, que la réserve du référé; que la faculté d'user de cette réserve importe au créancier lui-même; que dans le doute, en effet, le juge souvent refuserait la permission, s'il pouvait l'accorder révocable. » Il nous faut déclarer que nous sommes le premier à reconnaître, tant avec M. de Belleyne, qu'avec l'arrêt du 6 mai 1861, que la réserve du référé a rendu de grands services ; qu'il était indispensable de remédier, tant à l'inconvénient des effets de la saisie-arrêt, qu'à celui du caractère discrétionnaire, absolu, et non contradictoire de l'ordonnance d'autorisation. Mais il nous faut déclarer aussi, que nous ne saurions admet-

tre, pour parer à ces inconvénients, un procédé aussi, non pas seulement extra-légal selon l'expression de M. Chauveau, mais illégal que celui de M. de Belleyne; surtout lorsqu'un moyen, conforme aux principes de la loi, résultant de ce que la mesure autorisée peut toujours être discutée, permet d'arriver au même résultat.

Dans son arrêt du 6 mai 1861 la Cour de Lyon ne se contente pas d'asseoir la légitimité de la réserve sur les arguments que nous venons de combattre, elle entreprend, en outre, de réfuter les objections formulées contre la réserve que nous avons exposées plus haut. Mais, à notre avis, malgré le soin mis par cet arrêt à cette réfutation, les objections subsistent.

Sans vouloir nous étendre sur ce point, qui est un peu en dehors de notre sujet, puisque la réserve du référé n'apporta directement aucune limitation aux effets de la saisie-arrêt, nous mettrons fin à cette discussion sur la légitimité de la réserve en déclarant que la réserve du référé s'imposait, pour ainsi dire, par les nécessités pratiques; que la jurisprudence a bien fait de la consacrer; mais que, cependant la nature de l'ordonnance sur requête qui épuise les pouvoirs du Président, et ne saurait être susceptible d'aucun recours, faisait que cette invention de M. de Belleyne apportait ou causait quelques entorses aux véritables principes du droit.

Nous avons remarqué, au cours de nos recherches de jurisprudence, que la plupart des décisions rendues sur la réserve d'en référer, l'avaient été en matière de recours. (1).

(1) Paris, 15 mars 1856. D. 56. 2. 138. — Bastia, 1^{re} Fév. 1859. S. 59. 2. 253. — Paris, 6 Août 1866. D. 67. 2. 65. — Paris, 23 Mars 1867. D. 67. 2. 266. — Paris, 31 Juillet 1871. D. 71. 2. 244. — Paris, 5 Janv. et 18 Juillet 1889. D. 91. 2. 249. — Paris, 3 Oct. 1891. D. 92. 2. 167. — Paris, 24 Juillet 1858. D. 58. 2. 144. — Paris, 6 Fév. 1872. D. 72. 2. 227. — Cass., 10 Nov. 1885. D. 86. 1. 209. — Cass., 5 Mars 1890. D. 90. 1. 477.

C'est, qu'en effet le point délicat de la réserve d'en référer est, tout d'abord, que l'on admet, en l'approuvant, une espèce de recours contre l'ordonnance sur requête ; et que, d'autre part, il va être très difficile d'établir la nature de la seconde ordonnance rendue en référé, par suite de la réserve insérée dans la première.

Nous n'avons pas la prétention de traiter ici de la question si complexe des ordonnances sur requête, qui a encore été embrouillée par l'absence de textes législatifs, et de règles générales. Nous croyons bon, toutefois, de rappeler que l'ordonnance sur requête est un acte de la juridiction gracieuse. Or, cette juridiction se distingue de la juridiction contentieuse par de pures questions de forme. L'acte de juridiction gracieuse, est un acte rendu sur requête, sans qu'aucune contestation soit engagée. La juridiction contentieuse est, au contraire, mise en mouvement toutes les fois qu'il y a procès entre deux personnes, contestation sur un droit, et que l'un des deux adversaires appelle l'autre en justice pour faire trancher le différend. En exerçant la juridiction gracieuse, le président ne peut à raison de la forme employée, résoudre aucun droit ; il ne statue même pas provisoirement sur la légitimité de la mesure ordonnée, il ne juge rien, la question de droit reste entière. Par l'exercice de ce pouvoir discrétionnaire, dont il se sert en ce cas, le juge ne peut donc faire obstacle aux contestations qui pourraient se produire lors de la mise à exécution de la mesure autorisée. Partant de ces principes et distinction, rien de plus simple que de résoudre les nombreuses difficultés nées sur ce point. L'ordonnance d'autorisation qui est rendue dans la forme des actes de la juridiction gracieuse n'est susceptible d'aucune voie de recours. Cependant, en autorisant, le président n'a rien résolu, il a simplement permis laissant entière la question de la légitimité de

la saisie-arrêt. Cette question de légitimité pourra donc être portée devant le Tribunal, et en cas d'urgence devant le juge des référés. Mais, il ne faudra pas voir là, une opposition, soit devant le Tribunal, soit devant le juge lui-même en référé, à l'autorisation elle-même. Cette autorisation est un fait accompli, non un droit. Que devient, si l'on applique rigoureusement les principes exposés, la valeur de la réserve, à supposer qu'on la reconnaisse légitime ? Elle apparaît comme absolument inutile, puisque, qu'elle existe ou qu'elle n'existe pas, le saisi pourra toujours porter la légitimité de la saisie-arrêt, en cas d'urgence et il y aura urgence dans la plupart des cas, devant le juge du référé. Nous avons toutefois déclaré que la jurisprudence avait bien fait d'admettre cet expédient.

Depuis que la jurisprudence s'est prononcée en ce sens, n'avons-nous pas vu le législateur consacrer, en matière de divorce, la réserve du référé pour les mesures conservatoires autorisées par le Président à l'effet de sauvegarder les droits pécuniaires des époux ? art. (242 du Code civil). N'était-elle pas du reste admise par le Code lui-même pour certaines autorisations demandées au Président ? Notamment, en matière de saisie-revendication, l'Art. 829 du Code de procédure statuait à ce sujet : « Si celui, chez lequel sont les effets qu'on veut revendiquer, refuse les portes, ou s'oppose à la saisie, il en sera référé au juge. » Nous ne saurions toutefois, comme le fait un arrêt de la première Chambre de la Cour de Paris du 6 mars 1896 (1), tirer un argument d'analogie, même de l'art. 242 du Code civil, en faveur de la réserve d'en référer. En matière de divorce, et en matière de saisie-revendication, un texte existait, en matière de saisie-

(1) D. 1898. 2. 241.

arrêt, ce texte manquait ; et d'ailleurs, la loi du 17 juillet 1907, a rendu cette réserve absolument inutile. Nous verrons du reste que, depuis longtemps déjà, la jurisprudence de la Cour de cassation l'avait rendue illusoire, en étendant la compétence du référé en matière de saisie-arrêt, mais en la restreignant quant à la durée ; et, nous remarquerons que les arrêts récents se sont affranchis à cet endroit. Un arrêt de la Cour de Paris du 26 mars 1902 (1), statue : « que la réserve n'est, en effet, qu'un des moyens pratiques pour atténuer les dangers d'une décision non contradictoire, mais que la loi ayant voulu que l'autorisation de saisir-arrêter fût donnée par le juge, sur requête, et son débat contradictoire, il n'échet d'assurer, par la violation des règles du droit, une sanction aux pratiques sus-dites ». Il semble donc résulter de la jurisprudence que la légitimité de la réserve ait été à nouveau contestée en ces derniers temps. C'est que cette réserve était née et avait rendu des services, alors que la compétence du juge des référés était encore contestée en matière de saisie-arrêt. Mais, depuis 50 ans, la compétence du référé s'était considérablement étendue en cette matière : la réserve devenait donc presque inutile ; et, même la jurisprudence en était arrivée, à raison des difficultés d'application née dans son système, de ce que le président s'était réservé le droit de revenir sur sa première ordonnance, à contester un pareil droit au président, et à décider qu'il ne pouvait rapporter son ordonnance (2).

Nous avons déclaré que la loi du 17 juillet 1907 avait ren-

(1) D. 1903. 2. 464.

(2) Cass., 1^{re} Juillet 1890. D. 90. 1. 469. — Cass., 5 Mars 1895. D. 95. 1. 120. — Paris, 12 mai 1899. D. 1901. 2. 331. Note sous Paris, 26 Mars 1902. D. 1903. 2. 464.

du la réserve inutile ; (1) en effet, elle apporte au Code de procédure le texte qui manquait en matière de saisie-arrêt ; et elle a fait, en cette matière, ce qu'avaient fait l'Art. 242 du Code civil en matière de divorce, et l'Art 829 du Code de procédure civile en matière de saisie-revendication. Aujourd'hui donc le saisi, de même que le détenteur des meubles revendiqués, peut, de par la loi, se pourvoir en référé. La loi du 17 juillet 1907 apparaît donc comme ayant surtout consacré la compétence du juge des référés, en matière de saisie-arrêt. Nous avons vu, d'ailleurs, que c'était cette raison qui l'avait fait rentrer dans l'Art. 567 du Code de procédure civile. Nous allons donc, après avoir établi la compétence de ce juge, en matière de saisie-arrêt, exposer les discussions nées, principalement, en ce qui le concerne, et auxquelles la loi du 17 juillet 1907 a mis fin.

Nous devons toutefois avant d'aborder ce dernier paragraphe de notre présent chapitre, faire remarquer que le président n'a jamais contribué directement à cantonner les effets de la saisie-arrêt ; leur limitation venait du juge des référés dont il avait réservé la décision. Aussi, avons-nous réservé pour l'exposé qui suit, la plupart des discussions de la matière, et, notamment, la question de savoir si l'affectation spéciale insérée dans l'ordonnance d'autorisation, pouvait produire quelque effet.

(1) Il est à regretter que, par esprit de routine, les magistrats chargés de répondre des requêtes, continuent à exiger dans les ordonnances d'autorisation, la mention de la réserve du référé.

PARAGRAPHE TROIS

De la limitation résultant du référé

Nous disions dans notre introduction que le juge des référés avait souvent été pressenti par les parties, pour statuer en matière de saisie-arrêt. Et, de fait, c'est à lui que l'on s'est adressé le plus souvent, pour obtenir la limitation des effets d'une saisie-arrêt. Ceci s'explique facilement par le peu de frais que nécessite l'ordonnance de référé, et le peu de temps dans lequel elle intervient. Presque toujours, la saisie-arrêt apporte dans les affaires du débiteur une telle gêne, qu'il est nécessaire d'y remédier rapidement.

Nous avons déclaré, en outre, que la compétence de ce juge, en cette matière, avait amené bien des discussions. Ce sont ces discussions que nous allons examiner.

Mais, avant d'aborder cette étude, il nous faut dégager brièvement le principe qui domine la compétence du référé.

§ 1

Les règles de cette compétence sont contenues dans le seul article 806 du Code de procédure civile, ainsi conçu : « Dans tous les cas d'urgence, ou lorsqu'il s'agira de statuer provisoirement sur les difficultés relatives à l'exécution d'un

titre exécutoire ou d'un jugement, il sera procédé ainsi qu'il va être réglé ci-après; » et l'article 807 du même code continue : « La demande sera portée à une audience tenue à cet effet, par le président du tribunal de première instance, ou par le juge qui le remplace, aux jour et heure indiqués par le tribunal ».

Il semble, à la lecture de ces textes, qu'il n'y ait rien de plus simple : le juge du référé sera compétent dans les cas où il y aura urgence, c'est-à-dire, nécessité pressante, et chaque fois qu'il s'agira de difficultés relatives à l'exécution d'un titre, sauf toutefois à statuer provisoirement.

Mais, cette matière a été embrouillée par la première phrase de l'article 809 du Code de procédure civile, dans laquelle on a voulu voir une règle de compétence ; cette phrase est ainsi conçue : « Les ordonnances de référé ne feront aucun préjudice au principal ».

On a donné de l'article 809 diverses explications erronées qui amenaient la jurisprudence à restreindre considérablement, au grand préjudice des plaideurs, la compétence du référé. Certains voulaient que le sens des mots : « Ne faire aucun préjudice au principal » impliquent que les décisions du juge ne doivent causer aucun dommage à l'une quelconque des parties en cause. D'autres estimaient que ces mots signifiaient que le juge ne peut, ni juger, ni préjuger le fond du droit. Et, alors, dans l'un et l'autre système, on arrivait à restreindre la compétence du juge des référés aux simples mesures conservatoires.

Tout d'abord, il nous faut rectifier la fausse interprétation donnée à l'article 809 du Code de procédure civile, et énoncer la véritable signification de ce texte. M. Appleton déclare à ce sujet, dans la note que nous avons citée dans notre premier chapitre, que les systèmes ci-dessus exposés

considèrent, à tort, l'article 809 comme fixant les limites de la compétence du président, alors que le législateur s'y propose seulement d'indiquer le caractère de l'ordonnance de référé, et d'en préciser les effets. Dans l'article 806, la loi traite de la compétence; dans les articles 807 et 808, elle trace la procédure à suivre ; dans l'article 809 elle consacre les effets de l'ordonnance. « Si nous examinons de près l'article 809 lui-même, dit M. Appleton, nous voyons qu'il est tout entier consacré à la détermination des effets de la saisie-arrêt, soit au point de vue de l'exécution provisoire, soit au point de vue des voies de recours. Il serait étonnant que les premiers mots de cet article, qui font corps d'ailleurs avec une phrase où il n'est question que des effets de l'ordonnance, fussent consacrés à indiquer quels sont les pouvoirs du président des référés ». Et il ajoute : « En déclarant que les ordonnances ne feront aucun préjudice au principal, la loi a seulement voulu dire que les juges qui auront à juger définitivement le procès, ne seront pas liés par la décision purement provisoire du président ; l'ordonnance ne fixe pas irrévocablement le droit d'entre les parties, elle ne règle leur situation que d'une façon provisoire ; mais, elle pourra causer à l'une d'elles, un dommage irréparable en fait, et elle pourra statuer sur le fond même du procès ». M. Appleton cite d'ailleurs, pour confirmer son opinion, le passage suivant d'Arthus (1), qui la met très nettement en lumière : « Dire que les ordonnances de référé ne feront aucun préjudice au principal, c'est comme si l'on disait : malgré les ordonnances de référé rendues à l'occasion d'une question urgente, dont la solution n'aurait pas pu attendre sans danger le jugement du fond du débat, la juridiction appelée à statuer sur ce fond du débat, conserve ses

(1) De la juridiction des référés, p. 249.

droits et sa liberté d'appréciation et de décision, aussi complets, aussi entiers, que si aucune décision de justice n'avait été rendue auparavant. » Nous citerons enfin, avec M. le professeur Tissier, (1) la phrase suivante de l'éminent maître Labbé : « Si le juge des référés ne peut ordonner que des mesures provisoires, et ne doit pas préjudicier au principal, c'est en ce sens seulement que toute décision par lui rendue ne fixe pas le droit même entre les parties — Le tribunal tranche le litige en toute liberté — mais les mesures prises par le président peuvent avoir, en fait, un effet définitif; il peut ordonner ce qui est urgent..... L'urgence, telle est la raison, la règle, la seule condition, et la seule limite de son pouvoir .»

Nous n'avons pas à nous étendre sur cette question, toute de principe. Il nous suffit d'affirmer, fort des autorités que nous venons de citer, que l'urgence est le seul criterium du référé, à condition toutefois qu'il se contente de statuer au provisoire ; que lorsqu'il y aura urgence, le président pourra statuer, alors même que les mesures provisoires qu'on lui demande d'ordonner ont trait à une situation litigieuse pour laquelle un procès est déjà engagé devant le tribunal. M. le professeur Tissier qui formule cette dernière proposition, (2) l'appuie des arguments suivants : 1° L'article 806 ne fait aucune distinction pour le cas d'urgence, ce serait ajouter au texte d'une façon arbitraire que d'exclure les cas où les parties sont déjà engagées dans un procès devant le tribunal. 2° Le président statuant nécessairement au provisoire, ne saurait préjuger le fond. 3° Au cours d'une instance, une mesure peut se présenter avec un caractère d'urgence tel, qu'il y ait grave danger à attendre un jugement du tribunal, qui, il

(1) S. 1898. 2. 76.

(2) Note dans Sirey, 1904. 2. 95. Sous cassation, 27 Oct. 1903.

est vrai, peut être saisi incidemment, mais qui, même en ce cas, mettra plus de temps à statuer que le président. 4° C'est une erreur de croire que l'instance principale crée un état de litispendance qui empêche de saisir le juge des référés. En réalité, il y a deux instances différentes, ayant des objets différents.

Nous affirmerons enfin, que le juge du référé sera compétent, en cas d'urgence, même pour ordonner des mesures de nature à porter aux parties un préjudice irréparable en fait.

C'est ce qu'a admis la Chambre des requêtes de la Cour de cassation le 17 février 1874 : (1) « Attendu que l'Art. 806 du Code de procédure civile autorise les parties à se pourvoir en référé, devant le président du Tribunal de première instance, dans tous les cas d'urgence ; que si l'Art. 809, même Code, porte que les ordonnances rendues par ce magistrat, ne feront aucun préjudice au principal, il faut en conclure qu'elles ne lient en aucune façon le Tribunal pour l'appréciation du litige du fond, mais, qu'on ne saurait en induire que le président n'a, dans aucun cas, qualité pour prescrire, à titre provisoire, une mesure de nature à causer peut-être, à l'une des parties, un dommage irréparable en fait. » (2). C'est ce que la même cour a confirmé le 20 novembre 1900 ; (3) « Attendu que si les ordonnances rendues par le président du Tribunal ne doivent faire aucun préjudice au principal, et ne lient en aucune façon le Tribunal, pour l'appréciation du litige du fond, on ne saurait en induire que le président n'a, dans aucun cas, qualité pour prescrire, à titre provisoire, une

(1) D. 1874. I. 444.

(2) Le rapport de M. le Conseiller Gouget, qui a précédé cet arrêt, expose dans des termes clairs et concis, l'opinion émise au texte.

(3) S. 1905. I. 455.

mesure de nature à causer peut-être, à l'une des parties, un dommage irréparable en fait ; (1) qu'il suit de là que l'ordonnance litigieuse, (elle n'avait tenu aucun compte de la demande en revendication d'un piano dont le propriétaire revendiquant, n'avait pas avisé le bailleur avant que le privilège de celui-ci soit né) n'excédait pas le pouvoir du juge des référés. »

Nous croyons devoir citer enfin, pour clôturer cet aperçu du principe de la compétence du référé, un arrêt de la Cour de Bourges du 24 juillet 1905, (2) qui montre que la jurisprudence semble fixée dans notre sens, depuis les décisions de la Cour de cassation sus-rappelées : « Considérant que le recours au juge des référés est autorisé dans tous les cas d'urgence ; considérant que ce caractère d'urgence peut se rencontrer, même alors qu'une instance est engagée au fond ; Considérant que, alors que l'instance a été déjà entamée, des incidents peuvent encore inopinément surgir qui soient de nature à requérir l'intervention du juge exceptionnel, qui peut donner à sa sentence les effets particuliers que consacre l'Art. 809 du Code de procédure civile. » Dans l'espèce, le principal était saisi de difficultés relatives à un droit de passage, et, le référé statuait provisoirement sur la nécessité immédiate de pourvoir à la rentrée de fourrages.

Etant donnés les principes que nous venons d'exposer, quelle va être la compétence du juge des référés en matière de saisie-arrêt ? Et, comment, par suite de cette compétence, va-t-il pouvoir limiter, sur les pressantes demandes qui lui seront fréquemment faites, les effets de la saisie-arrêt ?

Il nous faut, pour notre discussion, distinguer deux si-

(1) A remarquer qu'à 16 ans d'intervalle, la Cour de cassation rend la même décision, dans les mêmes termes.

(2) D. 1906. 2. 351.

tuations que la loi du 17 juillet 1907 a d'ailleurs confondues : la saisie-arrêt peut, en effet, être pratiquée en vertu d'un titre, ou, sans titre en vertu d'une ordonnance du président.

Nous allons d'abord examiner la seconde de ces deux situations, et supposer une saisie-arrêt faite en vertu d'une ordonnance du président rendue sur requête du créancier qui n'a pas de titre.

§ 2

Nous ferons remarquer, à ce sujet, que nous devons, pour qu'il nous soit possible d'exposer les discussions qui sont nées, et de donner un aperçu de la jurisprudence sur ce point, admettre que la réserve du référé est possible dans l'ordonnance, et y est de quelque utilité. Du reste, n'avons-nous pas reconnu que la jurisprudence avait bien fait de consacrer cet expédient qui avait présenté de si grands avantages, alors que la compétence du juge des référés était réduite, en notre matière, aux simples mesures conservatoires.

* * *

La première question qui se pose, dans notre hypothèse, est celle de savoir quelle est la nature de l'ordonnance de référé qui va être rendue par le président, par suite de la réserve qu'il a insérée dans sa première ordonnance. Ce point a été très controversé et a donné lieu à de nombreuses discussions ; il est, du reste de quelque importance, puisque nous avons constaté que la plupart des décisions de justice avaient été rendues à ce sujet. En effet, chaque fois qu'une ordonnance

ce le référé était rendue en vertu de la réserve, et que le saisissant formait appel de cette ordonnance, le saisi opposait la non recevabilité de l'appel, et la Cour avait à se décider sur la question qui nous occupe. Bertin, en 1877, déclarait que, quarante ans de discussions doctrinales et judiciaires, loin d'apporter la lumière, et de conduire à des solutions juridiques acceptées par tous, ou au moins par le plus grand nombre, ont tellement épaissi les ténèbres, qu'aujourd'hui le doute et l'incertitude existent plus que jamais dans les esprits. Et Roland (1) disait en 1896, que chacune des chambres de la Cour de Paris a rendu, sur cette difficulté, un grand nombre d'arrêts souvent contradictoires. La cinquième chambre, notamment, jugeait l'appel non recevable en 1867, recevable en 1873 et 1875, non recevable en 1877, recevable en 1878.

Une première opinion, qui était celle de M. de Belleyme, et qui s'est développée dans les années suivantes, déclare que l'ordonnance de référé rendue en cette circonstance, n'est que le complément, la suite de l'ordonnance d'autorisation, qu'elle lui emprunte sa nature gracieuse, (2) et que, par suite, elle ne saurait être susceptible d'appel. Le Président n'a autorisé que provisoirement, sauf à entendre, en cas de difficultés, les explications des parties ; et, s'il est appelé à les entendre, il statue de la même manière qu'il l'a fait la première fois. M. de Belleyme cite, sur ce point, un arrêt de la troisième Chambre de la Cour d'appel de Paris du 12 janvier 1842 qui statue : « que quelque soit la forme dans laquelle son ordonnance est rendue, elle n'est toujours que la suite et le complément des premières : (3) que le juge

(1) Supplément à Rousseau et Laisney.

(2) Bastia, 12 Fév. 1859. S. 59. 2. 253.

(3) Même sens : Montpellier, 7 Avril 1854. D. 55. 2. 293.

n'a donc fait qu'user du pouvoir discrétionnaire (1) qui lui est conféré par l'Art. 558 du Code de procédure, et que son ordonnance ne peut être attaquée par la voie de l'appel. » La même Chambre avait décidé de même façon le 3 décembre 1841.

D'après cette opinion, l'ordonnance de référé ne fait, pour ainsi dire, qu'une, avec l'ordonnance d'autorisation ; par la réserve, le président a prolongé son pouvoir discrétionnaire ; les deux ordonnances ne font qu'une seule et même chose (2). « Considérant, dit un arrêt de la Cour de Paris du 31 juillet 1871, (3), que la seconde décision, bien que rendue après des explications contradictoires, à le même caractère que la première ; que, dans le second cas, il s'agit toujours d'une permission du juge nécessaire pour accomplir un acte extrajudiciaire, laquelle n'emprunte aucun caractère de la juridiction contentieuse, et reste exclusivement dans les actes de l'administration gracieuse ». Un arrêt de la cinquième Chambre de la Cour de Paris du 15 décembre 1882 (4) consacre formellement le même principe : « Considérant que la décision intervenue après cet examen (que s'est réservé le président) n'est pas plus susceptible d'appel que la première, demeurant comme elle, étrangère à la juridiction contentieuse ; que toutes deux se confondent, en réalité, dans la solution d'une seule et même question soumise à l'appréciation du pouvoir discrétionnaire que lui a conféré le législateur. » (5). Enfin, un arrêt de la septième chambre de la Cour de Paris

(1) En ce sens : Paris, 6 Fév. 1872. D. 72. 2. 227.

(2) Paris, 15 Mars 1856. D. 56. 2. 138. — Paris, 20 Juillet 1880. D. 81. 2. 30. — Lyon, 6 Mai 1861. D. 61. 2. 113. — Paris, 24 Juillet 1858. D. 58. 2. 144.

(3) D. 1871. 2. 244.

(4) D. 1883. 2. 151.

(5) Même sens : Aix, 22 Nov. 1894. D. 96. 2. 330.

du 28 février 1893 (1), déclare aussi l'appel non recevable, mais pour une raison étrangère à notre discussion ; l'ordonnance de référé soumise à la Cour était, dans l'espèce, une ordonnance constatant un contrat judiciaire intervenu devant le juge du référé ; c'est pour ce motif que la Cour lui refuse le caractère contentieux. Nous avons cru intéressant de rapporter ces deux arrêts, parce qu'ils ont été rendus par les chambres de la Cour de Paris, lesquelles soutiendront, comme nous le verrons, malgré la Cour de cassation, que le référé est encore possible après l'assignation en validité. Il nous paraît étrange que l'opinion de M. de Belleyrne, soit encore émise dans le répertoire de jurisprudence de Fuzier-Hermann. Il est vrai que cet auteur l'exprime en ces termes : « A notre avis, la réserve sous laquelle le président accorde l'autorisation sollicitée, a un avantage, c'est précisément celui de maintenir à la seconde ordonnance qu'il pourra être appelé à rendre, le caractère gracieux et discrétionnaire que la première présentait, et, par suite, de rendre l'appel non recevable. » Fuzier-Hermann qui partage notre avis sur l'utilité de la réserve, essaie, par ce moyen, de lui trouver une raison d'être. Mais, comment émettre cette idée depuis que la Cour de cassation a exprimé si nettement sa manière de voir à cet égard.

La difficulté dont nous traitons, ne s'était pas encore produite ou présentée devant la Cour suprême, en matière de saisie-arrest, avant que lui fut déféré, par pourvoi, un arrêt de la Cour de Paris du 14 décembre 1882. Cet arrêt avait admis l'appel contre une ordonnance de référé, qui, en vertu de la réserve, avait rapporté l'autorisation ; il était ainsi motivé : « Considérant que cette seconde ordonnance a été rendue en

(1) D. 1894. 2. 246.

état de référé après débat contradictoire, et, non plus sur simple requête; qu'alors même que la décision pourrait être, à un certain point de vue, considérée comme étant la suite et le complément de la première, elle n'appartient plus, cependant, ni en la forme, ni au fond à la juridiction gracieuse, puisqu'il y a eu débat entre les parties, et que le juge a statué sur un contentieux soulevé. Considérant que cette même ordonnance a pu être valablement attaquée, comme toute autre décision sur référé, aux termes de l'Art. 809 du Code de procédure civile. » La Cour suprême, le 10 novembre 1885, (1) rejette le pourvoi du saisi, et est encore plus affirmative que la cour d'appel : « Attendu que l'ordonnance a été rendue par ce magistrat jugeant en référé sur assignation, et après un débat contradictoire ; qu'elle avait, dès lors, le caractère d'une ordonnance de référé. » Bien avant que la Cour de Cassation ait statué en ces termes, des décisions étaient intervenues dans le même sens. Un arrêt de la Cour de Paris du 23 mars 1867. 2 avait formellement décidé que la seconde ordonnance, qui intervient sur un litige engagé entre les deux parties, et qui prononce sur leurs prétentions respectives, présente tous les caractères d'une décision rendue en référé, et qui comme toutes les ordonnances de cette nature, est susceptible d'appel, lorsque la valeur du litige dépasse les limites du dernier ressort. » De même, un arrêt de la même Cour du 16 juin 1866 (3), avait décidé ainsi: « Considérant que, d'ailleurs, la décision attaquée rendue après assignation entre les deux parties, est un acte de la juridiction contentieuse, sujet, comme tous les actes de cette nature, à la

(1) D. 1886. 1. 209.

(2) D. 1867. 2. 66. — Paris, 30 Avril 1870. D. 71. 2. 85. — Bordeaux, 14 Avril 1856. D. 56. 2. 215.

(3) D. 1867. 2. 157.

règle générale des deux degrés de juridiction. » L'appel, déclare cette décision, de même qu'un arrêt plus récent de la même Cour du 28 août 1879 (1), est d'autant plus recevable que le président s'est cru autorisé à annuler l'autorisation de saisir-arreter. Nous croyons inutile de prolonger nos citations, et nous estimons surperflu de rapporter les décisions rendues en cette matière depuis l'arrêt de la Cour de cassation du 10 novembre 1885 (2). Nous croyons pouvoir considérer cet arrêt comme consacrant la jurisprudence.

Cette jurisprudence s'est rangée à la seule solution commandée par les principes que nous avons exposés ci-dessus, en ce qui touche la différence du gracieux ou du contentieux. Cette différence consiste exclusivement en questions de forme. L'ordonnance de référé, fût-elle rendue en suite d'une réserve, doit être, à raison des formes même dans lesquelles elle intervient, rangée dans la catégorie des actes de juridiction contentieuse. Un arrêt de la Cour de Bruxelles du 9 juin 1898, (3) fait très bien sentir que le caractère contentieux de l'ordonnance de référé, même au cas qui nous occupe, lui vient des formes dans lesquelles elle est rendue : « Attendu que l'ordonnance *a quo* réunit toutes les conditions d'une décision en matière contentieuse ; qu'elle constitue dans la forme une ordonnance de référé ; qu'elle est, en effet, rendue à l'audience publique des référés par le magistrat siégeant en matière de référés et assisté de son greffier, sur ajournement, et après conclusions respectives des parties, ... qu'enfin, comme toute autre ordonnance de référé ordinaire, la minute en est déposée au greffe, et l'ordonnance n'est produite à la Cour, qu'en expédition dûment enregistrée. »...

(1) D. 1881. 2. 30.

(2) On peut citer : Alger, 7 Nov. 1892. D. 93. 2. 529. — Poitiers, 4 Août 1887. D. 88. 2. 239. — Paris, 5 Janv. et 18 Juillet 1889. D. 91. 2. 49.

(3) D. 1900. 2. 245.

Les formes du référé, rendant l'ordonnance octroyée contentieuse, cette ordonnance devait nécessairement être déclarée susceptible d'appel. C'est l'invention de M. de Belleyme qui a fait naître, et qui a obscurci la discussion. Son système présentait une seule et même chose : l'autorisation de saisir-arrêter, décomposée en deux ordonnances, dont l'une sur requête, n'était, de par sa nature, susceptible d'aucune voie de recours, dont l'autre, sur ajournement en référé, était de par sa forme, soumise aux divers degrés de juridiction. Et, avec ce procédé, comme le déclarait Bertin, la question des voies de recours devenait, pour ainsi dire insoluble. Nous disons au contraire, avec ce dernier, qu'il n'est pas besoin de la réserve pour que les parties soumettent, en cas d'urgence, la mesure autorisée, indépendamment de l'ordonnance d'autorisation, au juge des référés ; et que, dans ces conditions, l'ordonnance de référé intervenant normalement, sans réserve, de laquelle on pourrait être tenté d'induire le complément de la première ordonnance, sera dans les formes ordinaires, et aux termes de l'Art. 809 du Code de procédure civile, susceptible d'appel.

*
**

La réserve du référé a encore été la cause de longues discussions, en ce qui concerne, tant les pouvoirs qu'a pu se réserver le président, que le délai pendant lequel il pourra user de ces pouvoirs.

Pour bien comprendre comment ces discussions ont pu naître, il nous faut rappeler que l'opposition doit, aux termes de l'Art. 563 du Code de procédure civile, être dénoncée au saisi dans les huit jours de sa date, et que l'exploit de dénon-

ciation doit contenir assignation en validité de la saisie-arrêt devant le Tribunal. Voilà donc, par cet exploit, comme par toute assignation, le Tribunal saisi de la contestation. Le juge des référés va-t-il encore être compétent pour statuer sur une opposition, dont le Tribunal est déjà appelé à apprécier la validité ?

La question a été très vivement controversée, tant en doctrine, qu'en jurisprudence ; et, c'est aux discussions qui étaient nées à ce sujet, que la loi du 17 juillet 1907 a mis fin par ses premiers mots « *en tout état de cause* ».

Pour exposer les décisions successives et contradictoires émises par la jurisprudence, et les diverses doctrines qui se sont formées à ce sujet, il nous faudra rapporter chronologiquement les arrêts rendus sur la matière. Mais, il nous faut, préalablement à cet exposé, préciser la nature des pouvoirs que le président s'est réservés par son ordonnance d'autorisation.

*
* *

Certains soutenaient que la réserve ne donnait au président que le droit de prescrire les mesures conservatoires qui lui paraîtraient nécessaires. C'est ce qu'avait décidé la Cour de Paris, le 16 juin 1866 ;(1) elle statue dans son arrêt : que le seul effet de cette disposition (la réserve) était de rendre l'autorisation de saisir-arrêter conditionnelle, et de réserver au président le droit de la modifier, s'il y avait lieu, dans les limites du pouvoir qui lui est confié par l'article 558 du Code de procédure civile ;.... qu'aux termes de l'article sus-énoncé

(1) D. 1867. 2. 157.

il (le président) a bien le droit d'accorder ou de refuser la permission de saisir-arrêter, et de limiter la somme pour laquelle la saisie est autorisée, mais qu'il n'a pas celui de statuer sur les effets ultérieurs de la saisie qu'il a permise, de prononcer la mainlevée des oppositions, et d'ordonner le paiement des sommes dues ; que cette faculté (de se réserver le référé) ne peut s'entendre que des cas où *la situation est demeurée la même, qu'au moment de la première ordonnance*, et, à la condition expresse de ne pas sortir de la nature du référé, qui ne saurait être que provisoire.

D'autres disaient, qu'en vertu de la réserve, le président pouvait, en outre, réduire le chiffre de la créance primitivement fixée dans l'ordonnance, sans, toutefois, pouvoir rétracter cette ordonnance, et donner mainlevée de la saisie-arrêt. Un arrêt de la Cour de Bordeaux du 14 avril 1856 (1) décide à ce sujet : « que le seul effet de cette disposition (la réserve) était de rendre, l'autorisation de saisie-arrêt conditionnelle, et, de réserver au président la faculté de la modifier, s'il y avait lieu, dans les limites du pouvoir qui lui est confié par l'article 558 du Code de procédure civile... ; qu'aux termes de cet article, il a bien le droit de refuser absolument la permission de saisir, ou de limiter la somme pour laquelle la saisie est autorisée ; mais, qu'il n'a pas celui de statuer sur les effets ultérieurs de la saisie qu'il a permise et de prononcer la mainlevée totale ou partielle, des sommes saisies, un tel droit n'appartenant qu'au Tribunal ». Et un arrêt de la Cour de Paris du 24 juillet 1858, (2) statue : « qu'en appréciant de nouveau sur le référé du saisi, la créance réclamée sans titre et en réduisant son évaluation provisoire,

(1) D. 1856. 2. 215.

(2) D. 1858. 2. 144.

il (le président) agit dans l'exercice du même pouvoir discrétionnaire et souverain dont il a usé dans sa première ordonnance la juridiction restant la même, et la réduction dépendant du seul arbitrage du président. »

Enfin une troisième opinion admet que le président a le droit de rétracter en référé son ordonnance, et d'accorder mainlevée de l'opposition.

Et, c'est à ce système que nous donnons notre préférence, dans la discussion qui nous occupe. Ce pouvoir de retrait, plein et entier, est, en effet, le corollaire obligé du droit qu'on reconnaît au Président de revenir sur son ordonnance. Il faut en effet, s'il reconnaît s'être trompé, qu'il puisse réparer entièrement la conséquence de l'erreur dans laquelle l'a fait tomber un demandeur téméraire ; et, on ne voit pas sur quel motif on pourrait se baser pour faire maintenir, même partiellement, ce qui manifestement n'aurait pas été accordé en pleine connaissance de cause (1). MM. Boulet et Dubouloz reconnaissent que cette opinion (celle pour laquelle nous marquons notre préférence) est, du reste, maintenant généralement admise. Nous la trouvons consacrée dans deux arrêts de la Cour de Paris des 11 février 1868 et 30 avril 1870 (2), qui en même temps déclarent que, si le Président n'a apporté aucune condition à son autorisation, il ne peut plus la modifier, qu'il a complètement épuisé ses pouvoirs, et qu'il n'appartient qu'au Tribunal de faire mainlevée, s'il y a lieu, de la saisie régulièrement pratiquée. Nous combattons cette dernière proposition ; nous avons en effet admis, avec Bertin, que la mesure, indépendamment de l'ordonnance, peut être soumise, en cas d'urgence, au juge du référé, et nous rete-

(1) Boulet et Dubouloz. *Petite encyclopédie juridique*. Code de la saisie. arrêt.

(2) D. 1871. 2. 85.

nous le principe posé par ces arrêts que le magistrat peut, s'il le croit utile, n'accorder l'autorisation qui lui est demandée, que sous la réserve qu'il lui en soit référé en cas de contestation, et qu'il conserve alors la faculté de rapporter plus tard, après avoir entendu contradictoirement les parties, la permission qu'il n'a donnée que provisoirement. C'est ce qui a été depuis décidé, en termes formels, par un arrêt de la Cour de Paris du 3 octobre 1891 : « Considérant que le juge du référé a fait une juste application des faits de la cause en rapportant l'ordonnance précédemment rendue, et, sans qu'il résulte de ladite appréciation un excès de pouvoir pouvant faire infirmer l'ordonnance dont est appel ». C'est, enfin, ce que l'on peut déduire, a contrario de toutes les décisions de la Cour de Cassation que nous rapporterons dans la discussion qui va suivre, au cours de laquelle nous constaterons comment cette cour, tout en élargissant les pouvoirs réservés, les cantonne, quant à leur durée, au point de les rendre illusoires.

*
* *

Mais, pendant combien de temps, ou plutôt jusqu'à quel acte de procédure, le Président pourra-t-il exercer les pouvoirs qu'il s'est réservés ?

C'est cette grosse question, avant laquelle nous avons cru bon de préciser les pouvoirs du Président, et pour l'étude de laquelle, ainsi que nous le disions, il va nous falloir faire un exposé chronologique de la jurisprudence.

Une première opinion, qui était celle de M. de Belleyne, et qui s'est développée pendant les années qui suivirent, admet que la dénonciation de l'opposition, qui contient assigna

tion en validité de la saisie-arrêt, et qui saisit le Tribunal du principal de cette contestation, n'empêche pas le juge des référés de rétracter son ordonnance d'autorisation. Nous la trouvons émise dans toute une série d'arrêts ; notamment dans : Paris, 15 mars 1856 (1), qui pose le principe : « Considérant, qu'en fait, le second référé a été introduit immédiatement après la dénonciation de l'opposition, et, que la demande en validité ne peut faire obstacle à l'exercice du pouvoir du Président. » Bastia, 12 février 1859 (2) ; Paris, 6 août 1866 ; Paris, 23 mars 1867 (3) ; Paris, 31 juillet 1871 (4) ; Paris 24 juillet 1858 (5). Nous la retrouverons dans quelques arrêts plus récents, lorsque nous retracerons les divergences de vue existant entre les diverses Chambres de la Cour d'appel de Paris.

Dans le système, et d'après les théories de M. de Belleyme sur la réserve du référé, cette première opinion se comprenait à merveille, s'imposait même, avec la même rigueur que la faculté de rétracter l'ordonnance. Le Président, grâce au pouvoir qu'il avait d'autoriser conditionnellement, avait soumis son autorisation, à une faculté de retrait au cas où après débat contradictoire entre les parties, sa conviction viendrait à être ébranlée. Cette condition devait affecter la saisie-arrêt elle-même, et sa réalisation devait, malgré un exploit de dénonciation qui n'était même pas le fait du saisi, anéantir l'opposition, avec tous les effets qu'elle avait pu produire.

Examinons les motifs sur lesquels se fondent les décisions que nous avons rapportées sur la matière : « Consi-

(1) D. 1856. 2. 138.

(2) S. 1859. 2. 253.

(3) D. 1867. 2. 66.

(4) D. 1871. 2. 244.

(5) C. 1858. 2. 144.

dérant que cette ordonnance a d'ailleurs été acceptée par les saisissants, qui, en procédant à des saisies-arêts sans autres titres que les ordonnances d'autorisation, se sont soumis à la condition qui leur était imposée... que la demande en validité ne porte devant le tribunal que l'appréciation d'une saisie faite sous les conditions de l'ordonnance qui l'autorisait » (Bastia, 12 février 1859).

« Considérant que, du moment où il y a lieu d'admettre que le président, sur la contestation portée par le saisi à l'audience des référés, peut retirer son ordonnance, il s'ensuit nécessairement que ce droit existe même après la dénonciation de la saisie et l'assignation de validité, puisque c'est alors seulement que le saisi a connaissance de l'opposition, et qu'il lui est loisible de réclamer le rapport de l'autorisation qui lui a fait grief » (Paris, 6 août 1866 ; Paris, 25 mars 1867 (1). C'est l'argument que nous reconnaitrons le plus fort en faveur de l'opinion que nous exposons, et celui avec lequel des arrêts tout récents (2) auront encore à compter. C'est en raison de ce motif que nous affirmons à nouveau que ce système était une conséquence inéluctable de l'admission de la réserve ; décider autrement, aurait été retirer implicitement au président le pouvoir de donner une autorisation conditionnelle ou restrictive. C'est pour cette raison que nous verrons M. Bertin et M. le Doyen Glasson (3), critiquer sévèrement le système de la Cour de Cassation.

Les arrêts et les auteurs qui admettent ce premier système, ne s'entendent plus sur la limite extrême de l'exercice de la réserve. Certains arrêts, ils sont d'ailleurs peu nombreux, décident : « qu'une telle réserve oblige l'impétrant,

(1) Paris, 31 juillet 1871.

(2) Paris, 26 mars 1902.

(3) Note D. 1887.2. 193.

et protège le saisi, jusqu'à vérification définitive de la créance ». (Paris, 24 juillet 1858). (1) L'arrêt de la Cour d'appel d'Alger du 7 novembre 1892 (2), est cité par tous les auteurs ou répertoires, comme ayant admis cette idée ; il statue : « Attendu que le président s'étant expressément réservé la faculté de modifier son ordonnance, rien ne s'oppose à ce que, sollicité de le faire, et mieux informé à la suite des explications qui lui sont soumises, il retire l'autorisation qu'il avait donnée sur les dires d'une seule partie. Attendu, il est vrai, qu'il est allégué qu'à la date du 13 mai le tribunal était déjà saisi d'une demande en validité ; mais que ce fait est sans influence sur la compétence du président, pourvu qu'il ne soit encore intervenu aucune décision du fait du tribunal, ce qui est le cas dans l'espèce ». Cet arrêt confirme d'abord le pouvoir de rétractation de l'ordonnance qui appartient au président, du fait de la réserve, pouvoir que nous avons admis plus haut ; il déclare, en outre, que ce pouvoir de rétractation subsiste jusqu'à la décision du tribunal, donc, courant toute l'instance.

Cette dernière idée n'a été admise que rarement par la jurisprudence et n'a été professée que par peu d'auteurs. Chauveau seul paraît l'avoir émise, et encore faut-il remarquer qu'il paraît refuser au président, en cas de réserve, le droit d'annuler la saisie-arrêt, d'en prononcer la main-levée, et d'ordonner le paiement des sommes dues. On comprend très bien, en effet, que ceux qui restreignent les pouvoirs du président aux simples mesures conservatoires, ou à la réduction du chiffre de la créance primitivement évaluée, puissent autoriser la rétractation pendant tout le cours de l'ins-

{(1) D. 1858. 2. 144.

(2) D. 1893. 2. 529.

tance en validité. Par son ordonnance de référé, le président ne saurait porter une atteinte, quelle qu'elle soit, à la question du fond.

Mais, pour ceux qui reconnaissent au président le pouvoir le plus étendu de rétractation, il semble difficile de reculer aussi loin, le temps pendant lequel la rétractation peut avoir lieu ; et, quoique, comme le dit Chauveau, le retrait de l'ordonnance d'autorisation prononcé dans le cours de l'instance en validité, n'en laisse pas moins subsister cette instance, et que, le débiteur puisse former une demande reconventionnelle en dommages-intérêts contre le saisissant si la saisie lui a été préjudiciable, il arrivera forcément, que, par un acte de procédure, le saisi ait renoncé de lui-même à la faculté d'user de la réserve. Partant de cette idée, la jurisprudence, qui ne voulait pas suivre la décision de la Cour d'Alger, s'est divisée, à nouveau, sur le point de savoir à quel acte de procédure on pourrait bien reconnaître cet effet de renonciation.

Certaines décisions reconnaissent cet effet à la simple constitution d'avoué sur l'assignation en validité, ou, encore au silence prolongé sur cette assignation (Paris, 6 août 1866 (1) ; Paris, 5 janvier 1889 (2)). D'autres décisions voient, au contraire, la renonciation à la réserve, dans les conclusions signifiées au fond, dans l'instance en validité. L'arrêt de la Cour de Paris du 23 mars 1867 est très explicite sur ce dernier point : « qu'elle (la partie saisie doit alors (la partie saisie a signifié des conclusions en défense, et demandé au tribunal de prononcer la mainlevée de la saisie) être réputée avoir renoncé à l'exercice d'un droit inconciliable avec l'acceptation par elle de la juridiction ordinaire, et qui n'aurait d'au-

(1) D. 1867. 2. 65.

(2) D. 1891. 2. 49.

tre objet que de soumettre au juge du référé, toutes les questions dont le tribunal se trouve saisi par une instance contradictoirement engagée ». Les auteurs qui ne se sont pas ralliés à l'avis de la Cour suprême, sont peu nombreux. On peut, toutefois, citer, comme autorité, en faveur de ces divers systèmes, M. le doyen Garsonnet. Cet auteur ayant reconnu les grands services rendus par la réserve du référé, s'était éloigné de la jurisprudence de la Cour de Cassation ; aussi, étend-il le pouvoir de rétractation, le plus loin qu'il peut. Il s'exprime ainsi : « Cette jurisprudence (celle de la Cour de Cassation) est très critiquée ; on peut redouter, en effet, que le président craignant de voir sa religion surprise, n'aime mieux refuser l'autorisation de faire une saisie peut-être nécessaire, que de l'accorder imprudemment par une décision sur laquelle il ne pourra plus revenir.... pour que le saisi puisse demander la rétractation, totale ou partielle, du permis de saisir, il faut qu'il n'ait pas renoncé tacitement à son droit de référé ; or, il n'y renonce point par cela seul qu'il diffère d'en user, ou qu'il constitue avoué sur la demande en validité ; mais, il est réputé y renoncer, s'il signifie au saisissant des conclusions tendant simplement à la mainlevée de la saisie ; à plus forte raison, le référé n'est-il plus possible après qu'un jugement définitif est intervenu sur la demande en validité ». Et M. Garsonnet explique son opinion : ce qui l'a décidé, c'est, non seulement le caractère provisoire de l'ordonnance qui n'a aucun des caractères de la chose jugée, qui peut être rétractée, en tout état de cause, et dont la rétractation fait tomber la saisie-arrêt, et avec elle, la demande en validité retirée naturellement au tribunal, mais, aussi, la très grande utilité de ce référé (1).

(1) Dans le même sens : MM. Tissier, Darras et Louiche Desfontaines. Sous art. 558, n° 53.

Comme M. Garsonnet, nous croyons que la non recevabilité du référé, à une certaine époque de la procédure, vient, dans ces systèmes, de la renonciation à en user par tel acte ou par tel autre, et non de ce que le principal soit saisi. Il est certain, en effet, que le tribunal se trouve normalement saisi par une assignation, et que la dénonciation de l'opposition contenant assignation en validité, saisit le principal de cette demande.

C'est ce motif qui a fait admettre à la Cour de Cassation (laquelle nous l'avons vu, avait étendu les pouvoirs du président, en cas de réserve), que cette réserve deviendrait inopérante, et que le référé ne serait plus possible dès la dénonciation de l'opposition, le principal étant saisi par cet acte (Nous ne citerons que pour mémoire l'arrêt de la Cour de Montpellier du 7 avril 1854, lequel, plus rigoureux encore que la Cour de Cassation, n'admet la possibilité du référé, en suite de la stipulation de réserve dans l'ordonnance, que jusqu'à la saisie). Cette jurisprudence, qui s'est développée, qui était celle admise au moment de la promulgation de la loi du 17 juillet 1907, et, qui a été, d'ailleurs, une des raisons principales ayant amené le législateur à établir un texte sur la matière, a été consacrée par six arrêts de la Cour de Cassation des : 10 novembre 1885 (Chambre civile) (1) ; 16 décembre 1889 (2) ; 5 mars 1890 (3) ; 1^{er} juillet 1890 (4) ; 24 février 1892 (5) ; et 5 mars 1895 (6).

Le premier de ces arrêts motive sa décision de la façon suivante : « Attendu que cette seconde ordonnance (référé)

(1) D. 1886. I. 209.

(2) D. 1890. I. 263.

(3) D. 1890. I. 477.

(4) D. 1890. I. 469.

(5) D. 1893. I. 12.

(6) D. 1895. I. 120.

en rétractant absolument la permission de saisir-arreter, faisait disparaître la matière de la saisie-arre't, et rendait inutile et sans portée la décision du fond; qu'elle entraînait ainsi, forcément, préjudice au principal dont le tribunal avait été saisi par la demande en validité... Attendu, d'autre part, que le président ne trouvait, ni dans les dispositions de l'article 558 du Code de procédure civile, ni dans la réserve qu'il avait faite de statuer à nouveau en cas de difficultés, le pouvoir de mettre à néant une saisie-arre't dont la validité avait été soumise au tribunal par une demande régulière ». Le second arrêt rapporte le premier motif, en spécifiant que la Cour d'Appel statuant en référé, n'a pas plus de pouvoirs, à cet égard, que le président du tribunal. Le troisième, qui casse un arrêt de la Cour de Paris du 2 mars 1889, rappelle les motifs de celui de 1885, en précisant : « qu'il importe peu que l'instance en validité n'ait pas été liée entre les parties par la constitution d'avoué.....; que ce défaut de constitution n'empêche pas le tribunal d'être saisi de la demande en validité, qui le rend seul compétent pour statuer sur le maintien ou la mainlevée de la saisie-arre't ». Le quatrième statue dans les mêmes termes. Quant au sixième, il est plus formel encore que les précédents, et, implique bien que la décision de la Cour suprême est irrévocable; il se termine par ces mots : « Même dans le cas où la permission de saisir-arre'ter aurait été surprise au moyen d'allégations inexactes, comme le déclare l'arrêt attaqué » (1).

L'opinion de la Cour de Cassation a été admise, comme

(1) Décisions récentes rendues dans la même idée que celle de la Cour de cassation : Paris, 12 Mai 1899. D. 1901. 1. 329 (en cas de saisie-arre't pratiquée en vertu d'un titre). — Paris, 12 Avril 1905. S. 1905. 2. 200 note. — Dijon, 10 Mars 1903. S. 1904. 2. 95. — Cassation, 6 Mars 1901. S. 1903. 1. 213. — Paris, 28 Janv. 1902. Pand. per. fr. 1902. — Bruxelles, 9 Juin 1898. D. 1900. 2. 245. — Paris (5^e ch.) 13 Juillet 1897. D. 97. 2. 464.

étant la seule conforme aux principes, par bon nombre d'auteurs, qui n'en cachent pas, toutefois, les inconvénients. Roger l'avait admise (1) ; MM. Boulet et Dubouloz (2) s'y rallient. Monsieur le doyen Glasson l'a également professée, en déclarant formellement, qu'il ne saurait dépendre du président du tribunal, d'anéantir, à lui seul, une instance ouverte, et que le système contraire ouvrirait la porte à l'incertitude et à l'arbitraire (3).

Nous allons, toutefois, emprunter au même Monsieur Glasson, l'un des arguments, que nous avons déjà reconnu le plus fort contre la théorie de la Cour de cassation. « Ces raisons sont, nous le reconnaissons, fort sérieuses, dit cet auteur, mais, il importe de remarquer, pour montrer la question sous son jour complet, qu'en déclarant le président dessaisi, par la demande en validité, on retire, en réalité, à ce magistrat le droit de revenir sur sa première ordonnance. En fait, en effet, celui qui a obtenu cette première ordonnance ne manque jamais, en même temps qu'il la signifie, d'assigner en validité devant le tribunal. » Et, M. Glasson conclut : « qu'une intervention du législateur pourrait seule porter remède au mal que nous signalons (4). »

Et, voilà bien le gros argument qui est une arme dangereuse contre le système de la Cour de Cassation. Voilà la réserve du référé, cette invention de M. de Belleyme, que tous ont admise, à raison de ses grands avantages pratiques, qui va être rendue illusoire. Tout d'abord, le saisi qui doit profiter de la réserve, et pour la protection duquel, cette

(1) Traité de la saisie-arrêt, p. 517, n° 506 *ibid.*

(2) Petite encyclopédie juridique. Code de la saisie-arrêt.

(3) Note D. 1898. 2. 241.

(4) Note D. 1887. 1. 193.

clause a été insérée dans l'ordonnance, ne va en avoir connaissance que par l'acte qui saisit le tribunal, et, par le fait même, rend cette réserve inopérante. D'autre part, le saisissant va signifier l'exploit de dénonciation, sinon le jour, du moins le lendemain de la saisie, et, enlever ainsi au juge et au saisi le bénéfice de la réserve. Cet argument est parfaitement analysé par deux arrêts de la Cour de Paris des 5 janvier 1889 et 18 juillet 1889, précités, qui ne veulent pas se décider à suivre la Cour suprême dans sa jurisprudence.

C'est, qu'en effet, la Cour de Paris s'est, à la suite de cette jurisprudence, scindée en deux courants : les 3^e, 4^e et 6^e Chambres suivirent la Cour de cassation ; les 1^{re}, 2^e, 5^e et 7^e Chambres, au contraire, maintinrent le système admis antérieurement. C'est la première Chambre, surtout, qui a résisté au courant de la jurisprudence. Dans son arrêt du 2 mars 1889, celui-là même qui fut cassé par la Cour suprême le 5 mars 1890, après avoir posé le principe qu'elle consacre, elle spécifie en fait : « Considérant qu'il est constant, en l'espèce, que sur l'assignation en validité, la défenderesse n'a pas constitué avoué, que, dès lors, le contrat judiciaire n'a pas été formé au principal ; que, d'autre part, le délai qui s'est écoulé entre l'assignation en validité, et celle notifiée à la requête de la dame veuve Mac-Kaye, a été la conséquence nécessaire de l'époque à laquelle cette instance a été introduite, de l'éloignement momentané des parties, et, que l'appelant, d'ailleurs, a reconnu lui-même qu'une sorte de trêve s'imposait, au moment des vacances, pour la solution du litige (1) ». Dans un arrêt du 24 avril 1891 (2), la même Chambre est encore plus explicite. « Considérant... que la

(1) Même sens : Arrêt 1^{er} ch. du 19 Juin 1889, cassé le 16 Déc. 1889. Arrêt ch. vac. du 9 Sept. 1889, cassé le 1^{er} juillet 1890.

(2) D. 1891. 5. 467.

condition mise à l'autorisation deviendrait illusoire, si elle pouvait disparaître par le seul fait d'une citation immédiate en validité devant le tribunal ; que, d'ailleurs, dans l'espèce, la citation en référé, à fin de retrait de l'ordonnance, a été donnée avant la citation en validité (1) ». Elle maintient son système par des arrêts postérieurs à l'arrêt de la Cour de Cassation du 5 mars 1895, notamment : par ses arrêts des : 6 mars 1896 (2) ; 6 mai 1897 (3) ; et enfin 30 avril 1903 (4). Dans ce dernier arrêt, la Cour déclare que le saisissant avait lui-même inséré la réserve dans l'ordonnance, qu'il avait donc pris l'engagement de soumettre de nouveau sa demande au président, s'il en était requis ; que, dans l'espèce, le juge du référé s'est trouvé appelé à user de la réserve, avant que le juge du fond ait été saisi ; et, après avoir affirmé que dans le cas qui lui était soumis, il n'y avait pas de principal saisi, elle termine en ces termes, qui impliquent bien qu'elle entend ne pas désarmer : « Que tout au moins il (le principal) était subordonné à la solution définitive du juge du référé sur l'autorisation ».

Nous voilà donc en face de deux jurisprudences : mais il n'est pas douteux que l'avis de la Cour de Cassation était universellement admis au moment de la promulgation de la loi du 17 juillet 1907 (5).

Si l'on peut dire, avec M. le doyen Glasson, que le systè-

(1) La circonstance exposée ou énoncée dans ce dernier motif, nous paraît indifférente. Il nous semble qu'il faille comparer uniquement l'ordonnance de référé et l'assignation en validité. — C'est au moment de l'ordonnance que se pose la question de savoir si le principal est saisi.

(2) D. 1898. 2. 241.

(3) D. 1898. 2. 262.

(4) J. des av., 1903, p. 182. — Nous regrettons que cette livraison qu'avaient illustrée Chauveau et Harel ait cessé de paraître.

(5) Notre Dalloz, 1903. 2. 464.

me condamné par la Cour de cassation, ouvre la porte à l'incertitude et à l'arbitraire, nous ne saurions le suivre, lorsqu'il déclare qu'on ne peut se dégager de cette incertitude et de cet arbitraire, qu'en décidant, avec la Cour suprême, que le Tribunal, une fois saisi, le président est dessaisi et perd tout pouvoir.

Le système de la Cour de Cassation avait contre lui le gros argument de rendre illusoire la réserve, que tout le monde avait admise, à raison de ses avantages pratiques. Et, que l'on ne vienne pas dire avec l'arrêt de la Cour de Paris du 26 mars 1902 (1), que ceci importe peu. Il ne saurait importer, d'annihiler tout un système ayant donné autant de bonnes solutions pratiques ; et, d'ailleurs, cet arrêt lui-même fait-il une espèce de restriction, et semble-t-il excuser sa propre décision, en déclarant qu'il reste cependant, au profit du saisi, l'hypothèse, où il serait informé par toute autre voie, et pourrait ainsi s'adresser utilement au juge des référés (2).

Le système conservé par la première Chambre de la Cour d'Appel de Paris, semble plus logique. Il est la conséquence nécessaire de la réserve, aussi bien que le pouvoir de rétractation du président, en ce cas. Dans ce système, tout se tient. La réserve, une fois admise, il reconnaît que la

(1) D. 1903. 2. 464.

(2) M. Glasson. Note D. 1883. 2. 151. Voulant, malgré le système de la Cour de cassation, trouver encore quelque utilité à la réserve déclare : « Toutefois cette clause n'est pas absolument inutile, on peut même dire qu'en pratique elle rend de très grands services. Elle prévient celui contre qui l'ordonnance est dirigée qu'il a le droit de protester ; et, peut-être n'usait-il pas de ce droit par ignorance, s'il n'était pas averti. »

Mais M. Glasson ne pense pas ou n'envisage pas que l'acte par lequel le saisi va avoir connaissance de cette réserve, va aussi, dans l'idée qu'il partage, dessaisir le juge du référé.

Cette proposition se comprend, au contraire, dans notre système qui déclare que le juge des référés, quoique le Tribunal soit saisi du fond, demeure compétent pour statuer en cas d'urgence, à condition qu'il le fasse provisoirement.

saisie-arrêt elle-même, est affectée d'une condition qui ne saurait défaillir que par une renonciation du saisi, à la faculté qui lui a été réservée, et sur laquelle la dénonciation, complètement étrangère au saisi, ne saurait avoir aucune influence. Qu'il s'y manifeste de l'incertitude sur l'acte de procédure auquel on reconnaîtra l'effet de produire cette renonciation ? peu importe; il n'en était pas moins logique avec les principes de la matière.

Le système de la Cour de Cassation n'a-t-il pas, d'ailleurs, dans la pratique, donné lieu à un usage devenu constant au Tribunal de la Seine ? Celui d'imposer au saisissant l'obligation de signifier son ordonnance préalablement à la dénonciation, et de ne pouvoir faire délivrer cette dernière, qu'un certain nombre de jour après cette signification. Nous partageons sur cet expédient, que nous nous contentons d'énoncer, l'avis de M. Garsonnet qui le qualifie de pratique toute arbitraire. En l'insérant dans son ordonnance, le président impose à l'autorisation une condition aussi extra légale, que s'il imposait au saisissant de donner caution. Tout en ne partageant donc pas l'avis d'un jugement de Lourdes du 29 décembre 1904 (1), qui déclare radicalement nulle la procédure de saisie-arrêt faite contrairement aux prescriptions de l'ordonnance, nous reconnaitrons que ce moyen a servi de palliatif, en attendant la loi du 17 juillet 1907, aux inconvénients réels de la jurisprudence de la Cour de cassation (2).

Cette jurisprudence, elle-même, ne repose-t-elle pas sur une base erronée qui est la suivante ? Le Tribunal une fois

(1) G. P. 1905. I. 131.

(2) Cette jurisprudence met fin aux discussions sur la nature de l'ordonnance rendue ; elle la déclare ordonnance de référé, et par là même, incontestablement susceptible d'appel ; elle admet d'autre part implicitement que le Président peut, sur la réserve, rétracter son ordonnance ; sans cela, la question du principal saisi ne saurait être soulevée.

saisi, le juge des référés serait dessaisi par le fait même. Nous avons suffisamment démontré au début de ce paragraphe ce qu'il y avait de faux dans cette affirmation qui voit, dans l'article 809 du Code de procédure, une règle de compétence, en matière de référé.

Nous allons, toutefois être appelé à revenir sur cette question, pour exposer brièvement, quelle peut être la compétence du référé, en matière de saisie-arrêt pratiquée en vertu d'un titre.

§ 3

Il nous faut, préalablement à ce bref exposé, dire un mot du pouvoir du juge des référés, en cas de saisie-arrêt faite sans titre, ni permission du juge. Dans ce cas, on ne peut soutenir que le juge du référé préjuge du fond de la question, en reconnaissant la nullité d'une semblable saisie-arrêt ? Ce n'est, d'ailleurs, pas une saisie-arrêt, puisque cette dernière, aux termes des articles 557 et 558 du Code de procédure civile, suppose l'existence d'un titre ou d'une autorisation du juge; c'est, tout au plus, une défense faite au débiteur de payer son créancier ; dès lors, l'urgence de la situation est suffisante pour rendre compétent le président en référé. La jurisprudence est très nettement prononcée en ce sens (1), et M. le professeur Tissier déclare (2), qu'il paraît indispensable que le juge des référés puisse donner mainlevée d'une saisie irrégulière ou faite sans titre ni autorisation.

(1) Paris, 16 Fév. 1893. D. 94. 2. 247. — Paris, 2 Janv. 1892. D. 92. 2. 420. — Paris, vac. 18 Sept. 1891. D. 92. 2. 420. — Paris, 27 Avril 1891. D. 92. 2. 463. — Paris, 8 Mars 1892. D. 93. 2. 327. — Paris, 5 Déc. 1894. D. 95. 2. 523. — Paris, 14 Déc. 1894. D. 95. 2. 523. — Paris, 22 Juillet 1895. D. 96. 2. 225.

(2) Note S. 1898. 2. 73

§ 4

En cas de saisie-arrêt en vertu d'un titre, il a d'abord été admis que le juge des référés était compétent pour réduire les effets de la saisie-arrêt pratiquée sur les salaires et appointements des ouvriers et employés, et ce, pour des raisons et des motifs humanitaires. Cette jurisprudence trouve sa base dans un jugement du tribunal de Marseille rapporté dans le Sirey (1), et dans un arrêt de la Cour de Cassation du 17 février 1874 (2). La majorité des décisions judiciaires reconnaissent que, dans ce cas, les raisons humanitaires alléguées sont suffisantes, jointes à l'urgence extrême de la situation, pour rendre compétent le juge des référés (3).

Mais, en dehors de cette situation, la majorité des auteurs et des arrêts déclarent que, si l'opposition est faite en vertu d'un titre, le juge des référés est incompétent pour statuer, aussi bien sur la valeur du titre en vertu duquel elle est pratiquée que sur la régularité de la procédure (4). Cette jurisprudence trouve sa réfutation dans les données que nous avons émises, sur la compétence du juge du référé. Nous disons, en outre, avec M. le professeur Tissier qui l'a si justement critiquée : « Que la mainlevée d'une saisie-arrêt pratiquée en vertu d'un titre, ou d'une ordonnance, peu importe, n'est pas, en elle-même, une mesure qui soit au-dessus de la compétence du juge des référés ; celui-ci peut, d'après la jurisprudence, ordonner l'expulsion d'un loca-

(1) 1860. I. 503. Note.

(2) S. 1874. I. 245.

(3) Paris, 17 Fév. 1892. — Bordeaux, 11 Mars 1892. D. 92. 2. 595. — Paris, 5 Mars 1895. D. 95. 2. 449. — Paris, 14 mars 1894. D. 95. 2. 367.

(4) Paris, 22 Juin 1867. J. des av. 67. p. 368. — Paris, 14 Avril 1877. D. 78. 2. 241. — Paris, 28 Nov. 1876.

taire; il peut restreindre la saisie-arrêt portant sur des appointements ou sur un traitement nécessaire au saisi pour sa subsistance. S'il en est ainsi, comment soutenir qu'il ne puisse pas donner mainlevée d'une saisie-arrêt, ou restreindre les effets d'une saisie-arrêt s'il y a urgence... Il est à peine besoin de rappeler que l'article 567 en disposant que la demande en mainlevée est portée devant le tribunal du domicile du saisi, n'a pas pour effet d'exclure l'intervention du juge des référés ; il ne s'occupe que de déterminer le tribunal compétent, *ratione personæ*, il laisse entiers les pouvoirs du président. » Et avec M. le professeur Appleton (1) : « Le président aura, selon nous, le droit de donner provisoirement mainlevée de toute saisie-arrêt en se fondant, soit sur des motifs tirés du fond du droit, soit sur un vice de procédure, soit sur l'inexistence ou la nullité du titre, soit sur ce que le titre n'est pas opposable au débiteur. Nous donnons ici les mêmes pouvoirs au président, que la saisie-arrêt ait été formée ou non, en vertu d'une ordonnance sur requête délivrée par lui ; et, nous ne nous arrêtons pas à l'objection tirée de ce que le président, en statuant sur la validité de la saisie-arrêt, ne laissera plus rien à juger au tribunal ; car, sa compétence est générale, et sa décision provisoire ne fait pas d'ailleurs échec au droit qui appartient au tribunal, de trancher à nouveau et définitivement la question, même dans un sens contraire. Nous ne reculons pas, non plus, devant cette considération qu'un préjudice irréparable peut être causé au saisissant.... En effet, une ordonnance de référé peut causer aux parties des dommages irrémediables, sans que le président soit sorti des limites de sa compétence. Tout le monde admet que le président peut statuer sur la mise en liberté

(1) Note D. 96, précitée.

du débiteur emprisonné...; en matière de saisie exécution, ordonner la discontinuation des poursuites, ou prescrire qu'il sera passé outre ; ordonner l'expulsion d'un locataire ou son maintien dans les lieux loués...; quoi faisant, il peut causer aux parties un préjudice irréparable. »

L'avis que nous émettons est, d'ailleurs, en pleine communion d'idée avec la tendance des présidents des tribunaux, notamment du tribunal civil de la Seine, d'étendre, autant qu'il est possible, la compétence du juge des référés, laquelle compétence, à raison de sa simplicité et de sa rapidité, peut rendre bien des services, même lorsque le tribunal est saisi de la question de fond. Il suffit de reconnaître avec M. le professeur Tissier, que l'urgence est la raison d'être et la limite des pouvoirs du juge des référés, et qu'il est clair qu'il y a moins souvent besoin de recourir au référé, lorsque le tribunal, déjà saisi au fond, peut être saisi incidemment des demandes relatives aux mesures provisoires ; en un mot que l'urgence doit être ici particulièrement pressante (1).

§ 5

Après avoir vu comment le juge des référés peut être compétent en matière de saisie-arrêt, et comment il a pu être amené à en limiter les effets, soit par suite de la réserve, soit par suite du caractère alimentaire des sommes sur lesquelles elle porte, soit même en vertu de sa compétence propre, qui l'autorise, à notre avis, à statuer en cas d'urgence, à condition qu'il le fasse provisoirement, il nous reste à examiner les discussions qu'ont soulevées le moyen par lequel

(1) Note S. 1904 sous cass. 27 Oct. 1903.

le juge des référés peut réduire encore les effets d'une opposition ; nous avons dit : l'affectation spéciale. Nous avons examiné plus haut les fondements de ce procédé et nous en avons déterminé la nature ; nous n'avons plus qu'à en examiner les effets et les cas d'application. Nous avons admis que le tribunal pouvait employer ce moyen, lequel, nous l'avons reconnu, a été mis en usage par les présidents de tribunaux dans leurs ordonnances d'autorisation.

La clause qui le prévoyait était ainsi conçue : « Disons qu'en laissant la somme ci-dessus fixée, entre les mains du tiers-saisi, ou en la déposant à la Caisse des Dépôts et Consignations de Paris, avec affectation spéciale et délégation expresse à la créance sus-énoncée, la partie saisie pourra toucher et recevoir ce que peut lui devoir le tiers-saisi ». Elle a été, par la suite, constamment insérée dans les ordonnances. Une circulaire de la Chambre des avoués, de première instance, près le tribunal civil de la Seine, rappelait même aux avoués le 26 novembre 1904, que les requêtes de saisie-arrêt, qui ne seraient pas suivies d'ordonnances libellées dans ces termes, seraient retournées sans examen. C'est que le procédé connu sous le nom d'*affectation spéciale*, est celui qui a rendu le plus de services réels pour la limitation des effets de la saisie-arrêt. Mais, quelle valeur peut avoir cette clause, insérée dans une ordonnance sur requête présentée par le créancier, et rendue par le président après les simples explications de ce dernier ? A raison du principe, par nous exposé, que le tiers-saisi n'a pas à se faire juge de l'opposition qu'il a reçue, qu'il doit seulement garder entre ses mains l'intégralité des sommes qu'il détient pour le compte du saisi, nous partageons, à cet égard, l'avis de M. Dodo, qui déclare que le juge qui répond une requête, ne peut apposer des conditions arbitraires à l'efficacité de son ordonnance ; que le

juge, en matière d'affectation spéciale, intervient, comme nous l'avons vu, pour donner acte de conventions ; qu'il est manifestement impossible que, dans l'hypothèse, il constate un accord de volontés puisqu'il statue en présence d'une seule partie. C'est ce qui, du reste, a été admis par un jugement de la deuxième Chambre du tribunal civil de la Seine du 21 juillet 1900 (1), qui est motivé dans le même sens, et statue formellement : « que cette ordonnance (celle qui contient la clause sus-rappelée) ne peut être opposée aux saisissants-ar-rêtants postérieurs ; que jusqu'au jugement de validité, tous les créanciers du même débiteur peuvent utilement pratiquer saisie-ar-rêt et ont le droit de concourir au marc le franc, sur le montant de la créance saisie avec le premier saisissant qui, bien qu'il ait été plus diligent qu'eux, ne jouit d'aucun privilège ; que cette attribution exclusive ne saurait résulter de la clause dont s'agit (2) ».

Cependant, l'insertion dans l'ordonnance de la clause en question, ne nous paraît pas inutile ; et, la jurisprudence faisait bien, avant la loi, de l'insérer dans les ordonnances d'autorisation. Elle prévenait le saisi qu'il pouvait appeler devant le juge des référés le saisissant, et, moyennant le concours de celui-ci, faire rendre disponible par l'affectation spéciale, les sommes qui excèdent les causes de la saisie-ar-rêt.

Nous avons suffisamment établi comment le juge des référés avait été appelé, le plus souvent, à appliquer l'affectation spéciale. Et, il résulte clairement des exposés qui pré-

(1) J. des av. 1901. p. 159.

(2) Voir contrairement à l'opinion émise au texte, le curieux jugement de la 1^{re} Chambre du Tribunal civil de la Seine du 31 Mai 1905 rendu dans le procès de Mme Syveton, contre la Mutual Life, et les conclusions de M. Brouchet.

cèdent, que sa compétence ne saurait faire de doute, en la matière, sauf, toutefois, pour le cas où le tribunal est saisi par l'assignation en validité.

En ce qui concerne l'affectation spéciale, la jurisprudence distingue deux situations.

Elle la reconnaît possible en cas de concours des parties intéressées. Il se forme alors devant le juge un contrat judiciaire (1) de la nature que nous avons exposée plus haut ; et, aucune objection ne peut être opposée dans ce cas. En effet, le tiers-saisi se trouve libéré de la même manière que s'il avait payé ensuite d'une décision de justice, puisque la saisie-arrêt peut être réglée, quant à ses effets, par un accord amiable entre les parties. D'autre part, le saisissant, quoique non privilégié, est complètement assuré de toucher la somme réservée, puisqu'elle est définitivement sortie du patrimoine de son débiteur. Les autres créanciers du saisi n'ont enfin aucune objection à faire à ce procédé, ils n'ont pas plus à se plaindre que, si leur débiteur avait, de lui-même, payé le saisissant.

Toutefois, il convient de faire remarquer, pour amener plus de clarté dans la discussion qui va suivre, que le contrat d'affectation spéciale n'est pas créé par le juge du référé qui donne simplement acte aux parties, d'une convention librement intervenue entre elles (2).

Mais, la jurisprudence récente refusa au juge du référé, aussi bien qu'au tribunal, le droit de donner mainlevée avec affectation spéciale, en cas de non concours ou de refus du saisissant. Le refus du saisi, à la mesure dont il s'agit, ne

(1) Paris, 22 Avril 1885. S. 98. 2. 74 note. — Paris, 16 Nov. 1883. S. 98. 2. 74 note.

(2) Paris, 16 Nov. 1883. D. 84. 2. 145.

saurait être envisagé, cette mesure ne pouvant lui préjudicier en quoique ce soit, et étant, d'ailleurs, toujours réclamée par lui.

Une autre opinion a soutenu, qu'en cas de désaccord, le juge du référé pouvait autoriser la partie saisie, à toucher, moyennant l'affectation spéciale. Cette opinion a été admise par un arrêt de la Cour de Poitiers du 4 août 1887 (1), qui est cité dans tous les recueils ; il dispose : « Qu'aux termes de l'Art. 806 du Code de procédure civile, dans les cas d'urgence, le juge des référés est compétent pour prescrire toutes les mesures conservatoires utiles aux intérêts des parties, sous condition de ne pas faire préjudice au principal. Attendu que par son ordonnance du 28 février 1887, le juge du référé a prescrit une mesure utile au saisi, et d'une extrême urgence... ; que ce moyen, favorable au saisi ne peut nuire au saisissant, puisque, d'une part, l'affectation spéciale de la somme consignée à la créance prétendue, lui assure que son gage ne sera pas diminué par de nouvelles oppositions, et équivaut, à son profit, à une véritable délégation, sous cette seule condition, de faire reconnaître son droit de créance par les juges du fond ; et que, d'autre part, en restreignant la saisie-arrêt du 31 janvier 1887 à la somme de 2.000 francs à consigner par Poidloue, avec affectation spéciale, le juge des référés a pris en considération dans toute leur portée, les éventualités de la créance litigieuse de Gazeau (2) ».

Mais, les arguments fournis en faveur de cette opinion, sont insuffisants pour faire admettre une pareille théorie, qui est en opposition avec tous les principes juridiques que nous avons exposés ci-dessus, et, principalement avec le principe juridique que la saisie-arrêt ne saurait donner aucun droit de

(1) D. 1888, 2. 239.

(2) Même sens : Paris, 18 Août 1876.

préférence au premier saisissant. Que le moyen ne porte pas préjudice au saisi? c'est certain. Mais, il est non moins certain qu'il va porter préjudice au saisissant, qui va être obligé de subir, sur la somme réduite, le concours de saisissants postérieurs, car, il n'a aucun privilège à leur opposer, et le juge n'a pu lui en conférer aucun (1). Aucun texte de loi n'autorise, en effet, un juge, quel qu'il soit, à créer un privilège au profit du créancier ; c'est pourtant ce qu'il faudrait admettre, si l'on voulait exclure les saisissants postérieurs, sur la somme affectée ; car, dans le cas qui nous occupe, le juge ne constate plus une convention licite, qui pourrait être opposée aux créanciers du saisi.

C'est, du reste, ce défaut de privilège du premier saisissant, qui a décidé la jurisprudence à rejeter l'affectation spéciale, en cas de refus du créancier. M. le professeur Tissier déclare formellement dans sa note précitée : « Une pareille affectation aboutit à créer un droit de préférence illégal, et viole certainement le principe de l'égalité entre créanciers... ; la vérité est que les fonds consignés, par suite d'ordonnance de référé, ou de jugement, en l'absence d'un accord des parties, sont toujours, en droit strict, la propriété du saisi, et peuvent être frappés de nouvelles saisies-arêts ; la décision qui les affecte au profit du seul saisissant créé un privilège ; il résulte de plusieurs arrêts que les autres créanciers peuvent la méconnaître, comme rendue en dehors d'eux ; et, si on leur en fait subir les effets c'est illégalement et contrairement aux principes élémentaires sur l'égalité des créanciers, et sur les caractères de la saisie-arêt. » Et il conclut : « L'affectation

(1) M. le professeur Tissier, dans sa note S. 98. 2. 73, s'exprime ainsi : Ils (les arrêts de Poitiers et de Paris 76) s'appuient sur ce que tous les droits et tous les intérêts sont sauvegardés ; c'est au point de vue du saisissant une affirmation peu exacte. Le saisissant a le droit de maintenir sa saisie tant que sa créance n'est pas payée ; il est arbitraire d'en donner mainlevée, malgré son refus.

spéciale ne peut donc être ordonnée, ni par le président dans l'ordonnance qui autorise une saisie-arrêt sans titre, ni par le juge des référés, ni par le Tribunal ; elle ne peut qu'être constatée, si les parties, en comparaisant, sont d'accord à cet égard. »

La jurisprudence a motivé la plupart de ses décisions sur la matière, sur ce premier motif : qu'en ordonnant l'affectation spéciale, le juge substituait arbitrairement aux sûretés dérivant pour le créancier de l'exercice de la saisie-arrêt une prétendue constitution de gage, qui, en dehors du consentement de ce créancier était inefficace ; et sur ce second motif : que le juge, statuait au fond, sur les oppositions, et rendait sans objet la demande en validité dont le juge du principal était saisi (1). Nous approuvons le premier motif qui est une conséquence de ce que nous venons d'exposer. Mais, nous ne saurions adopter le second ; l'affectation spéciale ne rend pas sans objet la demande en validité ; cette demande subsistera, et aura pour objet la somme affectée. Nous croyons, en outre, pouvoir affirmer, en suite des principes par nous ci-dessus exposés, en ce qui concerne la compétence du référé, que, si la mesure de l'affectation spéciale, en cas de refus du créancier, pouvait être admise, elle pourrait être ordonnée par le Président en cas d'urgence ; mais que, dans l'état du droit antérieur à la loi du 17 juillet 1907, cette affectation spéciale était contraire au principe de l'égalité des créanciers, et que c'était le seul motif qui pouvait la faire rejeter dans le cas qui nous occupe.

Quoi qu'il en soit, la jurisprudence était formellement, au moment où est intervenue la loi du 17 juillet 1907 orientée en ce sens.

(1) Cassation 6 Mars 1901. S. 1903. 1. 213.
Paris, 12 avril 1905, s. 1905, 2. 200.

APPENDICE :

Nécessité d'une réforme

Les moyens imaginés par la jurisprudence pour limiter les effets de la saisie-arrêt se résument donc, de la part du président, dans la réserve du référé introduite dans son ordonnance d'autorisation. La jurisprudence avait accordé, pour le cas où elle y était insérée, les pouvoirs les plus étendus au président, ce qui lui permettait en référé, de rétracter son autorisation, de restreindre les effets de la saisie-arrêt en réduisant le chiffre pour lequel elle avait été autorisée, ou en autorisant le saisi à toucher ce qui excéderait les causes de l'opposition, moyennant affectation spéciale de la somme arrêtée.

Mais, cette même jurisprudence avait par la solution qu'elle avait donnée aux difficultés que pouvait soulever à l'égard de la compétence du référé, le fait que le Tribunal était saisi, limité quant à la durée l'effet de ces procédés.

Le moyen de l'affectation spéciale employé, tant par le président, que par le juge du référé et le Tribunal était lui-même bien insuffisant pour arriver au résultat demandé.

Aussi, le désir d'une réforme législative s'est-il fait souvent entendre. Nous avons vu M. le professeur Glasson

l'exprimer, en se rangeant à la jurisprudence de la Cour de cassation sur la durée pendant laquelle le référé peut être introduit. M. le professeur Tissier l'a également formulé, dans la note dont nous nous sommes inspiré dans tout le cours de notre chapitre.

Cette réforme législative a été faite le 17 juillet 1907 ; et, nous allons montrer, dans nos conclusions, sur quels points elle a porté, et quel est actuellement, et du fait de cette loi, l'état de notre droit sur la matière.

CONCLUSIONS

Commentaire de la loi du 17 juillet 1907

Il nous semble inutile de rapporter ici le texte de la loi du 17 juillet 1907, nous en avons inséré les termes à la fin de notre second chapitre.

Nous avons, dans notre introduction, expliqué pourquoi elle était venue s'adjoindre à l'Art. 567 du C. pr. civ.; et nous avons dit à cet égard qu'à notre avis, en dehors de toute indication du législateur, il fallait en fournir comme raison que c'était une loi de compétence.

Le premier effet que nous reconnaissons à cette loi est d'avoir consacré la compétence du juge des référés en matière de saisie-arrest.

Nous avons suffisamment exposé dans le cours de nos développements ce qu'était cette compétence avant la loi du 17 juillet 1907. Le Président, qui avait pris l'habitude d'insérer dans son ordonnance d'autorisation la réserve du référé, trouvait dans cette réserve les pouvoirs les plus étendus

de rétractation (1); il pouvait, d'autre part, autoriser à toucher nonobstant une simple défense formée sans titre ni permission du juge; il avait enfin le droit de restreindre, pour des raisons humanitaires et à titre alimentaire, les effets de certaines saisies-arrêts. Mais, en cas de saisie-arrêt formée en vertu d'un titre, il lui était interdit de statuer et d'autoriser le paiement nonobstant cette opposition. Nous avons combattu cette dernière proposition, elle n'en était pas moins admise formellement en jurisprudence, le rapporteur de la loi à la Chambre des députés le reconnaît lui-même dans son rapport « d'autre part, dit-il, cette partie (la partie saisie) « est dans l'impossibilité de se pourvoir en référé et de faire « limiter les effets de la mesure prise contre elle, quand la « saisie-arrêt est pratiquée en vertu non plus d'une ordonnance mais d'un titre quelconque. »

La loi du 17 juillet 1907 dispose que : « en tout état de « cause et quel que soit l'état de l'affaire, la partie-saisie ar- « rêtée pourra se pourvoir en référé afin d'obtenir l'autori- « sation de toucher du tiers-saisi nonobstant l'opposition ». En ne faisant aucune distinction sur la nature de la saisie-arrêt, elle donne au Président, sur les saisies-arrêts formées en vertu de titres, le droit, qu'il tenait de la réserve du référé, sur les saisies-arrêts pratiquées en vertu d'ordonnances d'autorisation; et elle lui donne ce droit « en tout état de cause et quel que soit l'état de l'affaire », mettant ainsi un terme aux discussions de jurisprudence, que nous avons rapportées dans le paragraphe 3 de notre chapitre 3, et que le

(1) M. le Président du Tribunal civil de la Seine vient par une ordonnance de référé du 9 mars 1909 de consacrer ce droit de rétractation en rapportant une ordonnance qu'il avait délivrée le 6 mars 1909 à Mlle Vinci, l'autorisant à former saisie-arrêt entre les mains de la Banque de France et au ministère des Finances au préjudice de MM. Messager et Broussan, directeurs de l'Opéra.

rapporteur de la loi à la Chambre des députés a visé en ces termes « mais d'une part des circonstances de fait peuvent « empêcher la partie saisie de faire usage des réserves de « l'ordonnance dans les délais impartis et qui sont forcément « très courts ».

La compétence du référé ainsi consacrée par la loi apparaît comme normale. Elle se justifie par le caractère d'urgence que présenteront nécessairement les situations en vue desquelles elle a été rendue. Elle ne donne même pas prise aux critiques de ceux qui voudraient que le référé ne puisse pas faire préjudice au principal : elle déplace seulement ce principal, en réduisant la somme sur laquelle il portera.

Cette compétence du référé se comprend même, d'autant mieux que le Président n'autorise pas, dans le cas prévu par la loi, la partie-saisie à toucher, purement et simplement, du tiers-saisi, nonobstant l'opposition ; il n'accorde son autorisation que sous la condition qu'une somme sera consignée pour garantir la créance du saisissant. Si les choses ne demeurent pas en l'état, les intérêts des parties en cause sont toutefois sauvegardés : le tiers-saisi est formellement libéré par le texte de la loi lui-même, le saisi peut toucher ce qui lui est dû, quant au saisissant ses droits sont saufs. Ne pourrait-on pas dire, dans ces conditions, que le juge du référé statue sur une mesure conservatoire, pour connaître de laquelle sa compétence ne pouvait être mise en doute, et s'imposait même à raison de l'urgence qui est toujours caractérisée quand il est appelé à se prononcer.

C'est, au moyen de l'affectation spéciale, que la loi du 17 juillet 1907 est arrivée à satisfaire tous les intérêts en présence sans donner prise aux objections de tiers qui auraient pu par la suite se procurer des droits sur la somme arrêtée.

Cette loi a consacré cette création de la jurisprudence. Il

n'est donc plus nécessaire d'essayer de légitimer cette affectation par une des multiples conventions qui peuvent intervenir entre les parties. Elle est reconnue par une loi, elle peut être imposée au saisissant malgré son refus formel.

La loi du 17 juillet 1907 a, en effet, pris soin de supprimer, par une disposition formelle, le seul motif qui pouvait antérieurement amener le saisissant à refuser son concours à un moyen permettant si justement de limiter les effets de la saisie-arrêt. Après avoir déclaré que « le dépôt ordonné « sera affecté spécialement aux mains du tiers détenteur à la « garantie des créances pour sûreté desquelles la saisie-« arrêt aura été opérée » elle dispose que « privilège exclusif de tout autre leur sera attribué sur ledit dépôt ». En même temps qu'elle supprime toute crainte de la part du saisissant, elle empêche par ce privilège toute réclamation des créanciers du saisi qui voudraient par la suite pratiquer saisie-arrêt entre les mains du tiers-saisi.

Le législateur a été amené à se prononcer sur ce point et à établir formellement ce privilège. L'institution de ce privilège était en effet indispensable pour que la réforme tant désirée, et réalisée par la loi, ne présente aucune difficulté dans la pratique.

Malgré la légitimité du contrat judiciaire qui intervenait entre le saisissant et le saisi en cas d'affectation spéciale, on lui reprochait de créer un privilège en faveur du premier arrêtant, contrairement au vœu du Code civil et aux dispositions de l'Art. 2093 de ce Code. On répondait tout d'abord que la jurisprudence a créé en maintes circonstances des sûretés plus arbitraires encore au profit de certains créanciers ; et d'autre part, que le principe de l'égalité des créanciers n'était pas contrarié : qu'en effet les saisies-arreêts postérieures à l'accord intervenu entre les parties avaient été

pratiquées à un moment où la créance du saisi avait cessé d'appartenir à son patrimoine pour passer, par l'effet du contrat judiciaire d'affectation spéciale auquel nous avons reconnu les caractères de cession et de gage, dans celui du saisissant.

Aussi la doctrine démontra-t-elle facilement à l'aide de ce dernier argument que l'affectation spéciale, qui n'était admise qu'en cas d'accord, n'entraînait la création d'aucun privilège, qu'elle n'était que le résultat de conventions librement intervenues entre les parties.

Cependant les apparences étaient trompeuses, le premier arrêtant, sa créance reconnue, touchait la somme affectée à l'exclusion de tous autres ; et, en pratique, on ne voyait pas bien ce que pouvait être un créancier non privilégié, qui obtenait les mêmes avantages que s'il était privilégié. Certains auteurs, notamment Bertin, employaient en parlant d'affectation spéciale les termes de droit de préférence et de privilège. Aussi le rapporteur de la loi à la Chambre des députés pouvait-il dire. « Il paraît donc utile de réglementer cette « matière, d'autant plus que l'affectation spéciale ordonnée « par le juge des référés ne crée au profit du créancier éven- « tuel qu'un privilège des plus contestables ».

La loi du 17 juillet 1907 a donc bien fait de créer ce privilège, qui était obligatoire pour lui permettre d'imposer l'affectation spéciale au créancier saisissant.

L'affectation spéciale, qui n'avait rien que de légitime et d'équitable, et qui était le plus sûr, et même le seul moyen pratique de limiter efficacement et juridiquement les effets de la saisie-arrêt et de pallier par là aux conséquences rigoureuses de l'indisponibilité résultant de la saisie-arrêt, avait rendu, à ces égards, de tels services, qu'il était devenu né-

cessaire de la consacrer par un texte, et surtout de l'admettre au cas où le créancier y refuserait son concours.

La loi du 17 juillet 1907 a apporté à notre Code de procédure civile ce texte tant désiré et tant de fois souhaité ; et elle a obtenu le résultat cherché, qui, à notre avis, est son principal but, en établissant en faveur du créancier saisissant un privilège qui met fin à toute espèce de contestation de la part de saisissants postérieurs.

Cette loi, qui impose au saisissant l'affectation spéciale, même devant la volonté bien arrêtée de ce dernier de ne point l'accepter, semblerait défavorable à ce créancier saisissant. En réalité, elle lui assure le recouvrement intégral de sa créance, même malgré lui, elle veut son bien malgré sa volonté.

La loi du 17 juillet 1907 est favorable à toutes les parties en présence dans la procédure de saisie-arrêt ; elle ne lèse les intérêts de personne.

Il n'est pas besoin d'établir qu'elle est favorable au saisi, c'est évident. Les sommes rendues indisponibles par la saisie-arrêt et qui excèdent les causes de cette saisie-arrêt vont pouvoir être touchées par lui. Il va pouvoir continuer à faire face à ses affaires. La saisie-arrêt va cesser de devenir à son encontre une mesure d'intimidation. Il va pouvoir résister, sans trop de dommage, à une demande du saisissant qu'il pense contester avec avantage.

Elle est favorable au tiers saisi qu'elle décharge formellement. Avant la loi, on pouvait douter de la libération du tiers-saisi qui n'était pas partie au contrat judiciaire intervenant entre le saisissant et le saisi et qui pouvait, malgré ce contrat judiciaire, demeurer responsable au regard de saisissants postérieurs, peut-être habiles à se réclamer de quelque droit sur la somme saisie arrêtée. Depuis la loi, la libé-

ration du tiers-saisi ne fait plus de doute : elle est prononcée par le texte qui la déclare consommée par l'exécution de l'ordonnance de référé ; les effets de la saisie arrêt que l'affectation spéciale n'a pas anéantis mais simplement déplacés, sont transportés entre les mains du tiers détenteur de la somme spécialement affectée.

Aussi doit-on reconnaître que la loi du 17 juillet 1907, malgré une fausse apparence, est également favorable au saisissant. L'autorisation de toucher n'est donnée au saisissant que contre consignation d'une somme qui est affectée spécialement avec privilège exclusif à la créance de ce saisissant. Peu importe à ce dernier que les effets de sa saisie soient réduits et transportés entre les mains d'un tiers, si la somme sur laquelle elle va dorénavant porter est suffisante pour le désintéresser et s'il est certain de toucher la totalité de cette somme.

Mais la somme qui devra être consignée par le saisissant va être, aux termes de la loi, arbitrée souverainement, par le Président, qui est seul juge des éventualités favorables ou défavorables de la créance litigieuse. N'y aurait-il pas là un sujet de lésion pour le saisissant? Aucunement. Tout d'abord ce saisissant n'avait qu'à consentir à l'affectation spéciale, et s'il n'y consent pas le juge des référés devra en la lui imposant ordonner le dépôt d'une somme suffisante pour répondre éventuellement de toutes les causes de sa saisie-arrêt, non seulement du principal de sa créance, mais de tous les accessoires de ce principal. Mais à supposer même que le Président arbitre une somme inférieure à la créance du saisissant (1) ce dernier n'en trouve pas moins un avantage

(1) La liberté complète d'appréciation de la somme à consigner devait être laissée au Président qui pouvait ne reconnaître la créance fondée que pour partie.

dans la loi du 17 juillet 1907 qui lui donne une situation privilégiée sur la somme réduite. D'ailleurs, le saisissant pourra toujours faire appel de l'ordonnance de référé qui contiendra une évaluation trop basse de sa créance, et avoir l'espoir que la Cour lui sera plus favorable que le Président des référés.

La loi du 17 juillet 1907 ne porte enfin aucun préjudice aux créanciers du saisi autres que le saisissant. Par l'affectation spéciale, la somme déposée sort du patrimoine de leur débiteur, le saisi, et cesse par conséquent d'être leur gage, de la même manière que par un paiement effectif et volontaire. Et ils n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes de leur négligence.

La Cour de Bourges, ayant eu, le 5 août 1907, à se prononcer sur la rétroactivité de la loi, a décidé, en partant du principe que les lois sont applicables dès leur promulgation sous cette réserve que leur application ne portera pas atteinte à des droits acquis par des particuliers en ce qui concerne leur état et leur patrimoine, que seuls les créanciers, dont les saisies-arêts postérieures en date à la mainlevée deviendraient inefficaces tant par cette mainlevée que par l'effet du privilège institué par la loi de 1907, et le tiers-saisi, soucieux de se dérober aux conséquences d'un paiement irrégulier, seraient autorisés à se réclamer de la législation antérieure. Nous ne partageons pas l'avis de cette Cour, et nous disons que la loi du 17 juillet 1907 doit être rétroactive à l'égard de tous, tout d'abord parce que c'est une loi de procédure ; parce qu'ensuite elle s'applique dans la généralité de ses termes à toutes les saisies même à celles qui sont antérieures à sa promulgation ; parcequ'enfin cette loi nouvelle ne porte atteinte à aucun droit acquis.

Cette loi du 17 juillet 1907 présente de grands avantages.

Nous les avons énumérés en établissant que, sans nuire à qui que ce soit, elle était favorable à toutes les personnes intéressées dans la procédure de saisie-arrêt.

Cependant elle ne donne la faculté de se pourvoir en référé qu'au seul saisi, et le rapporteur de la loi à la Chambre des députés a déclaré formellement que le privilège créé « ne peut être ainsi déterminé que sur la demande du débiteur, qui a seul qualité pour apprécier et faire valoir à son profit l'intérêt que la mesure peut présenter pour lui ».

Dans ces conditions, en cas d'inaction du saisi débiteur obéré ou dont la créance saisie-arrêtée est égale ou supérieure aux causes de l'opposition, le saisissant ne pourra pas profiter du privilège que la loi a créé, et devra pendant tout le cours de la procédure demeurer exposé à concourir avec de nouveaux saisissants.

Nous ne croyons pas que l'on puisse voir là une critique à formuler contre la loi. Le saisissant a été négligent, et a suivi la foi de son débiteur, en ne se faisant pas donner des sûretés lui permettant d'éviter de concourir avec d'autres créanciers de son débiteur. Le seul créancier qui ne pourra être taxé de négligence, sera un créancier à raison d'obligations courantes et journalières, lesquelles presque toujours font naître des créances de peu d'importance ; et alors le saisi aura intérêt à user de la loi. Enfin, et surtout, accorder au saisissant le droit de réclamer en référé le privilège créé par la loi, aurait été renverser les principes dominant la matière de la saisie-arrêt, et rétablir le privilège du premier saisissant ; le créancier n'aurait pas manqué en effet, à peine son opposition pratiquée, de faire sanctionner par le juge du référé un privilège qui n'a été institué que pour permettre de lui imposer l'affectation spéciale.

Nous considérons donc la loi du 17 juillet 1907 comme exemple de critiques. Depuis près de deux ans qu'elle est en vigueur, elle n'a jamais donné lieu à des difficultés, et il semble qu'elle ne doive jamais en soulever. En effet : ou le saisi et le saisissant sont d'accord pour recourir à l'affectation spéciale, et alors le référé sanctionne un contrat judiciaire ; ou le saisissant refuse de prêter son concours, et le juge des référés, aux termes de la loi, l'y contraint ; ou le saisi n'utilise pas de la loi, et le saisissant doit suivre la procédure de validité sans pouvoir proférer aucune objection : il a suivi la foi de son débiteur, et sa saisie-arrest ne doit d'après les principes lui conférer aucun droit de préférence.

Nous reconnaissons enfin à la loi le grand mérite d'avoir mis fin à la plupart des controverses que nous avons exposées dans notre chapitre III.

En un mot, c'est une loi qui a, en quelques lignes, opéré une réforme pratique désirée depuis longtemps ; elle fonctionne méthodiquement à chaque audience des référés, sans contestation possible, même sans débats.

Le mécanisme de la loi est très simple. Le saisi assigne le saisissant et le tiers-saisi en référé pour demander l'application de la loi. Le Président arbitre la somme nécessaire à la garantie de la créance du saisissant, somme que le saisi devra consigner pour être autorisé à toucher nonobstant l'opposition. Il a soin de comprendre dans son évaluation une somme pour les frais. La loi n'a pas dit et n'avait pas à dire dans quel délai la consignation devra être effectuée. Rien ne s'oppose d'ailleurs à ce que le Président impartisse un délai au saisi ; mais celui-ci aura toujours intérêt à se hâter, puisqu'il ne pourra toucher du tiers-saisi que sur la présentation du récépissé de la somme consignée. Le Président nomme un tiers séquestre de la somme à consigner. La loi parle de

tiers-commis ou de dépôt à la caisse des consignations. Le Président a, à cet égard, toute latitude ; il nomme le plus souvent, c'est la coutume au Tribunal de la Seine, l'avoué le plus ancien ; mais ce pourrait être, et il en est ainsi lorsqu'il s'agit d'un établissement de crédit, le tiers saisi qui dans ce cas conserverait à titre de séquestre la somme arbitrée. Cet avoué le plus ancien délivre à son confrère une quittance de séquestre que celui-ci fait enregistrer et signifie au tiers-saisi en même temps que l'ordonnance de référé. A partir de cette signification, ou, dans le cas où le tiers-saisi n'aura pas été assigné, de la signification à ce dernier du certificat de non-appel de l'ordonnance et de la quittance de séquestre, le saisi est autorisé à toucher ce qui lui demeure dû, le saisissant a son privilège exclusif qui empêche toute nouvelle saisie sur la somme consignée, quant au tiers-saisi il est valablement libéré de par la loi par le paiement qu'il effectue dans ces conditions.

Telle est la procédure de cette loi du 17 juillet 1907, qui par sa simplicité, et la grande latitude qu'elle laisse tant au Président qu'au saisi, a rendu inutile tout nouvel effort de la jurisprudence pour limiter les effets de la saisie-arrêt.

Cette loi pourra, à notre avis, recevoir son application jusqu'à ce que le jugement de validité ait obtenu l'autorité de la chose jugée : elle dit formellement que la partie saisie pourra y recourir en tout état de cause et que quel soit l'état de la procédure. Le jugement de validité produisant, lorsqu'il est devenu définitif, du moins d'après la théorie admise en doctrine et en jurisprudence, les effets d'un transport judiciaire, il ne semble pas que la loi puisse encore trouver par la suite matière à application pratique. Dès le prononcé du jugement, et jusqu'à ce qu'il ne soit plus susceptible de recours, le Président se trouvera toutefois lié, en ce qui con-

cerne la somme à arbitrer, par la condamnation qui peut être portée au jugement.

La loi du 17 juillet 1907 a limité les effets de l'opposition; elle a apporté un remède efficace aux inconvénients tant de la nature que des effets de la saisie-arrêt.

Ce sont ces inconvénients qui ont provoqué cette loi, nous l'avons affirmé au cours de nos développements, nous le répétons en en donnant comme preuve la première phrase du rapport de la loi à la Chambre des Députés : « Messieurs, « la saisie est une procédure exceptionnelle que les juges « n'autorisent qu'à bon escient et avec des restrictions nécessaires, car elle est de nature à porter une atteinte sérieuse « au crédit de celui qui en est l'objet. Elle peut également, « dans une large mesure et sans profit pour le créancier, « paralyser aux mains du tiers saisi des sommes importantes « pour sûreté d'une créance beaucoup moins élevée ».

C'est parce que la saisie-arrêt ne saurait être considérée comme une mesure conservatoire, et parce que l'indisponibilité qui en résulte doit nécessairement être totale, que la réforme réalisée par la loi du 17 juillet 1907 avait été tant de fois appelée par les souhaits des auteurs.

Cette loi est promulguée ; les résultats sont-ils complets ? Ils sont très satisfaisants puisque nous n'avons pu formuler aucune critique contre la loi.

Mais nous pensons qu'il y aurait encore plus à faire dans cette voie.

Dans l'état actuel du droit, et malgré la faculté laissée au saisi de faire limiter en tout état de cause les effets de l'opposition qui le frappe, la saisie-arrêt, à raison de l'indisponibilité totale qui en résulte et de l'ensemble de ses effets qui doivent en faire une mesure d'exécution, peut encore causer à celui contre lequel elle est formée de graves préjudices,

peut-être irréparables. Le référé pourra, il est vrai, intervenir très vivement ; nous avons vu, il y a quelques jours, une ordonnance de référé rendue le surlendemain de l'opposition : Mlle Vinci avait pratiqué le 7 mars 1909 une opposition entre les mains de la Banque de France et au Ministère des Finances sur les directeurs de l'Opéra, et le 9 mars 1909 intervenait l'ordonnance de référé rapportant l'ordonnance d'autorisation. Mais est-il besoin de plusieurs jours, de quarante-huit heures, de vingt-quatre heures même pour causer à un commerçant par exemple un préjudice irréparable. Une opposition entre les mains de son banquier la veille ou le jour même d'une forte échéance, et qui va l'empêcher quelques heures après de retirer les fonds dont il a besoin pour acquitter ses engagements, lui cause en quelques instants un très grave préjudice. Que peut bien lui importer de pouvoir assigner son créancier en référé pour faire cantonner les effets de la saisie-arrêt ; son échéance est passée, il n'a pu y faire face, une gêne apparaît dans ses affaires, son crédit est ébranlé.

Dans ces circonstances, nous désirerions qu'indépendamment de la réforme effectuée par la loi du 17 juillet 1907, on en vienne, pour parer aux abus qui peuvent résulter de la saisie-arrêt, à voir en cette dernière une véritable mesure d'exécution.

La réforme pratique, à notre avis, dans le sens du principe que nous venons d'émettre, serait de consacrer législativement le vœu émis lors de la confection du Code de procédure civile et renouvelé lors du projet de réforme de 1865, et de n'autoriser la saisie-arrêt qu'en vertu d'un titre exécutoire ou en vertu d'une permission du juge.

Il est impossible de supprimer la simple autorisation du juge ; des situations intéressantes et dans lesquelles il n'y a

aucune négligence à reprocher au créancier se présentent journellement, qui imposent de laisser à ce créancier la faculté de pouvoir pratiquer une opposition de cette manière.

Mais obliger le créancier qui a un titre non exécutoire, malgré la force qui dans notre droit appartient au titre privé, à le soumettre à l'examen du Président du Tribunal, serait réprimer en partie les abus pouvant résulter de la saisie-arrêt.

A la vérité, la saisie-arrêt, à cause de l'obligation où l'on est, pour qu'elle ait une raison d'exister, de cacher au saisi la mesure que l'on veut prendre contre lui, ne pourra jamais être complètement exempte d'inconvénients.

FIN

BIBLIOGRAPHIE

- Dalloz.** — Périodique. Répertoire, Supplément.
Sirey. — Périodique.
Pandectes françaises. — Périodique et répertoire.
Fuzier Hermann. — Répertoire.
Journal des Avoués.
Gazette du Palais. — Périodique.
Le Droit. — **La Gazette des Tribunaux.**
Roger. — Traité de la Saisie-Arrêt (1860).
Chauveau. — Lois de la Procédure t. v. (1872). — **Dutruc**
1882.
Boulet et Dubouloz. — Petite encyclopédie juridique, Code de
la Saisie-arrêt.
Rousseau et Laisney. — Dictionnaire de Procédure (1886).
— **Roland** (1896).
De Belleyne. — Ordonnances sur requête et de référés (1844).
Bertin. — Ordonnances sur requête et de référés (1877).
Boitard. — Leçons de Procédure civile (publiées par G. de
Linage).
Garsonnet. — 2^e édition 1901 tome IV.
Deffaux et Harel. — Encyclopédie des huissiers.
Glascon. — Précis Théorique et Pratique de Procédure civile.

Tissier, Darras et Louiche Desfontaines. — Code de Procédure civile.

Duranton. — Contrat de vente, tome 16.

Larombière, art. 1242 et 1298.

Aubry et Rau.

Demolombe. — Traité des contrats. t. IV.

Revue pratique du droit français 1862 et 1871.

Revue critique de législation et de jurisprudence 1867-1875.

Vu, le président :

AMBROISE COLIN.

Vu, le doyen :

A. LYON-CAEN.

Vu, et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION : Commentaire de l'art. 567, c. p. civ.....	5

CHAPITRE PREMIER

De la nature de la saisie-arrêt.....	13
--------------------------------------	----

I. — Opinion de la Cour de cassation (Conservatoire).....	16
II. — Opinion admise en doctrine et en jurisprudence (mixte)	23
III. — La saisie-arrêt est une mesure d'exécution.....	31
APPENDICE : La solution admise ne jettera aucun trouble dans la doctrine. — Dernière tendance dans la juris- prudence	43

CHAPITRE II

Des effets de l'exploit d'opposition.....	47
---	----

I. — Effets en ce qui concerne le saisi : la créance saisie demeure le gage commun des créanciers.....	49
---	----

§ 1. — <i>Cours des intérêts</i>	49
§ 2. — <i>Prescription</i>	50
§ 3. — <i>Le saisi demeure propriétaire de sa créance</i>	53
§ 4. — <i>L'exploit d'opposition opère une mainmise judiciaire</i>	56
§ 5. — <i>Le saisi conserve l'administration de la créance</i> . .	61
II. — <i>Effets en ce qui concerne le saisissant</i>	65
§ 1. — <i>L'exploit ne lui donne aucun droit de préférence</i> . .	65
§ 2. — <i>Le saisissant a intérêt à ce que les sommes saisies ne soient pas détournées</i>	68
III. — <i>Effets en ce qui concerne le tiers-saisi. Sa responsabilité. Indisponibilité de la créance</i>	71
§ 1. — <i>Cas dans lesquels le tiers-saisi peut payer</i>	72
§ 2. — <i>Nature de l'indisponibilité de la créance saisie</i>	77
§ 3. — <i>Moyen pour le tiers-saisi de se libérer</i>	98
§ 4. — <i>Le tiers-saisi peut toujours légitimer son paiement</i>	93
§ 5. — <i>Nature du recours du saisissant contre le tiers-saisi</i> . .	94
§ 6. — <i>L'indisponibilité totale résultant de la saisie-arrêt n'est que relative</i>	96
APPENDICE : <i>Inconvénients et dangers de l'exploit d'opposition</i> . . .	100

CHAPITRE III

Des moyens employés par la jurisprudence pour limiter les effets de la saisie-arrêt	107
--	-----

I. — <i>Moyens imaginés par le Tribunal</i>	113
§ 1. — <i>Manlevée provisoire avec caution</i>	113
§ 2. — <i>Limitation pure et simple des effets de la saisie-arrêt</i>	114
§ 3. — <i>De l'affectation spéciale; sa nature; sa justification</i> . . .	115

II. — Moyens imaginés par le Président	121
§ 1. — <i>Pouvoirs du Président en ce qui concerne les autorisations de saisir-arrêter</i>	122
§ 2. — <i>De la réserve du référé dans l'ordonnance d'autorisation</i>	123
III. — De la limitation résultant du référé	137
§ 1. — <i>Principe de la compétence du référé</i>	137
§ 2. — <i>Compétence du référé en cas de saisie-arrêt pratiquée en vertu d'une ordonnance du Président contenant la réserve du référé</i>	143
a) <i>Nature de l'ordonnance de référé rendue en suite de la réserve</i>	143
b) <i>Pouvoirs que le Président a pu se réserver pour statuer en référé</i>	150
c) <i>Jusqu'à quel acte de procédure le saisi peut-il user de la réserve du référé</i>	153
§ 3. — <i>Compétence du référé en cas de saisie-arrêt pratiquée sans titre ni permission</i>	166
§ 4. — <i>Compétence du référé en cas de saisie-arrêt pratiquée en vertu d'un titre</i>	167
§ 5. — <i>De l'affectation spéciale. Ses effets. Ses cas d'application</i>	169
APPENDICE : Nécessité d'une réforme	176
CONCLUSIONS : Commentaire de la loi du 17 juillet 1907	179

ERRATA

Page 19. — 7^e ligne, lire (1) au lieu de (2).

» 12^e ligne, lire (2) au lieu de (3).

» 15^e ligne, lire (3) au lieu de (4).

» 22^e ligne, lire (4) au lieu de (5).

Page 39. — 6^e ligne, lire (1) au lieu de (3).

» 12^e ligne, lire (2) au lieu de (1).

» 23^e ligne, lire (3) au lieu de (2).

Page 157. — 26^e ligne, lire : *la partie saisie doit alors, etc.*
